1933
OFF
A11E8
G3/65
TS

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 JANVIER 1933

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7TH JANUARY, 1933

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC"

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insections required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

118499

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement. 1—1–8

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1—2–8

Lettres patentes

"Association Sportive de la Gatineau, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de décembre 1932, constituant en corporation, sans capital-actions: Joseph-René Beaudry, restaurateur, Antonio Patry, marchand, Louis-Ferdinand Kavanagh, forgeron, de Pointe-Gatineau, Isaï St-Denis, marchand, Hull, tous de la province de Québec, et Joseph-Henri Valin, comptable, Ottawa, province d'Ontario, dans les buts suivants:

La constitution d'une association amicale pour encourager et pratiquer les sports; pour tenir une salle de lecture et offrir à tous ses membres un lieu de réunion sociale et récréative et tel que permis par la loi, sous le nom de "Association Sportive de la Gatineau, Limitée".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Pointe-Gatineau, dans le district de Hull, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
3–o Sous-secrétaire de la Province.

"Bonsecours Market Fruit & Vegetable Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1932, constituant en corporation: John Edward Lewis Duquet et Raymond Caron, tous deux avocats, et Molly Elvidge, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

1. Exercer et exploiter, soit directement ou par la possession des actions du capital-actions de l'une ou plusieurs corporations qui sont mainte-

Letters patent

"Association Sportive de la Gatineau, Limitée".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1932, incorporating as a corporation, without share-capital: Joseph René Beaudry, restaurant-keeper, Antonio Patry, merchant, Louis Ferdinand Kavanagh, blacksmith, of Pointe Gatineau, Isaï St-Denis, merchant, Hull, all of the Province of Quebec, and Joseph Henri Valin, accountant, Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To form a friendly Association for the encouragement and practice of sports; to have a reading-room and to provide for all its members a social and recreative meeting place, as allowed by law, under the name of "Association Sportive de la Gatineau, Limitée".

The amount to which shall be limited the immovable properties (or the annual revenues thereof) which the corporation may own is $20,000.00.

The head office of the company will be at Pointe Gatineau, in the district of Hull, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
4 Assistant Provincial Secretary.

"Bonsecours Market Fruit & Vegetable Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1932, incorporating: John Edward Lewis Duquet and Raymon Caron, both advocates, and Molly Elvidge, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

1. To engage in and carry on, either directly or through the ownership of shares of capital stock of one or more corporations now or hereafter to be

nant et qui seront à l'avenir constituées en corporation, le commerce de marchands en gros et en détail de fruits et légumes, courtiers, encanteurs, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission et commerçants, en général;

2. Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer, et faire le commerce de toutes sortes de fruits, légumes, viandes, grains et produits naturels en général. aliments et produits alimentaires de toutes sortes, nature et description, lait et produits laitiers, fruits en boîte, confits, marinés et séchés, légumes, viandes et autres aliments, grains, provisions, poissons, volailles et gibiers, et extraits, sirops, confitures, marmelades, essences, sauces, condiments, assaisonnements, gelées, cidre et vinaigre de cidre, fruits séchés ou évaporés, produits des champs, de la ferme et de la forêt, thé, café, sucre à l'état brut et raffiné, bonbons, pains, confiseries, épiceries, cigares, tabac et leurs sous-produits, et tous autres articles de commerce propres à la consommation;

3. Diriger et prendre part à la gestion, surveillance, administration ou contrôle des opérations commerciales et entreprises de toute corporation ou industrie, ayant, en tout ou en partie, des objets semblables à ceux de la compagnie, dans lesquelles la compagnie peut avoir aucun intérêt, directement ou indirectement, et soit comme principal ou agent, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables, experts ou agents;

4. Acheter ou autrement acquérir, construire, posséder, entretenir et exploiter des fermes, fermes d'élevage, entrepôts, usines de réfrigération, fabriques et boutiques, nécessaires, utiles ou incidents en rapport avec le commerce de la compagnie:

5. Acquérir par achat, location, échange, concession ou autrement et grever ou hypothéquer, vendre, transférer, louer, modifier, échanger ou autrement céder, négocier ou disposer de biens de toutes sortes, réels, personnels, mobiliers et immobiliers, et aucun droit ou intérêt en iceux d'aucun nom, nature, description ou incident en aucune manière;

6. Se joindre ou se fusionner ou conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exploitant ou exerçant ou sur le point d'exploiter ou d'exercer tout commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exploiter ou exercer ou tout commerce ou transaction susceptibles d'être administrés de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats et obligations, ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions de toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ou exerçant toute industrie susceptible d'être exploitée de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et émettre des actions, débentures ou valeurs de la compagnie en paiement d'icelles;

8. Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

9. Promouvoir toute compagnie ou toutes compagnies aux fins d'acquérir toutes ou aucune des propriétés et responsabilités de la compagnie ou

incorporated, the business of wholesale and retail fruit and vegetable merchants, brokers, auctioneers, importers, exporters, producers, distributors, commission agents and general traders;

2. To import, export, produce, buy, sell, manufacture and deal in fruits, vegetables, meats, grains and generally natural products, foodstuffs and food products of every sort, nature and descripton, mik and milk products, canned, preserved, pickled and cured fruits, vegetables, meats and other foodstuffs, grains, provisions, fish, fowl and game and extracts, syrup, jams, marmalades, essences, sauces, condiments, relishes, jellies, cider and cider vinegar, aerated or evaporated fruits, products of the field, farm and forest, teas, coffee, raw and refined sugars, candies, breads, confectioneries, groceries, cigars, tobacco and the by-products thereof, and all other articles of commerce suitable for consumption;

3. To direct and take part in the management, supervision, administration or control of the business operations and undertaking of any corporation or concern having in whole or in part objects similar to those of the company, in which the company may have any interest, directly or indirectly, and whether as principal or agent, and for that purpose to appoint and remunerate any Directors, Accountants, Experts or Agents;

4. To purchase or otherwise acquire, construct, own, maintain and operate farms, ranches, warehouses, cold-storage plants, factories and machine shops necessary, useful or incidental in connection with the business of the company;

5. To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise and to mortgage or hypothecate, sell, convey, lease, modify, exchange or otherwise alienate, deal with or dispose of property of all kinds, real, personal, moveable and immoveable, and any right or interest therein of any name, nature, description or incidental;

6. To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or Company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts and obligations of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to issue shares, debentures or securities of the company in payment thereof;

8. To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any

pour toute autre fin qui semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

10. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement de toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

11. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

12. Prendre les moyens de faire connaître les produits et marchandises de la compagnie, comme il sera jugé à propos, et particulièrement par la publicité dans la presse, par des circulaires, par l'achat et l'exhibition de travaux d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

13. Établir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

14. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter, et avoir la jouissance d'une licence, d'un pouvoir, d'une autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, contribuer et aider à leur donner effet, affecter aucune des actions, obligations, débentures et valeurs de la compagnie à en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

15. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus de la corporation ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, (S. R. Q., 1925), tout actif de la corporation entre ses actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la corporation ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre corporation formée pour entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette corporation;

16. Sans limiter la généralité des objets précités, le bureau de direction, sujet aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, est autorisé de temps à autre:

(*a*) Négocier des emprunts, tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier les chèques, billets promissoires, lettres de change, récépissés d'entrepôts, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres effets mercantiles et valeurs et documents négociables ou transférables;

(*b*) Emprunter de l'argent et obtenir des avances sur le crédit de la corporation de toute banque, corporation, firme ou personne, à tels termes, conventions et conditions, à tel temps, à tels montants, à telle étendue et de telle manière que le bureau de direction, à sa discrétion, jugera le

other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or conduct of its business;

11. To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

12. To adopt such means of making known the products and merchandise of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

13. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable and benevolent objects, or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, debentures and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the Corporation, or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, (R. S. Q., 1925), any assets of the Corporation among its shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Corporation or the shares, bonds, debentures or other securities of any other Corporation formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Corporation;

16. Without limiting the generality of the foregoing the Board of Directors, subject to the provisions of the Quebec Companies' Act, are authorized from time to time:

(*a*) To negotiate loans, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell or otherwise deal with the cheques, promissory notes, bills of exchange, warehouse receipts, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

(*b*) To borrow money and obtain advances upon the credit of the Corporation from any bank, corporation, firm or person, upon such terms, covenants and conditions, at such time, in such sums, to such an extent and in such manner as the Board of Directors in their discretion may

plus convenable, et limiter ou augmenter les montants des argents ainsi empruntés ou avancés;

(*c*) Emettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la corporation, soit rachetables ou convertibles ou autrement, et les nantir ou les vendre pour telles sommes, d'après les termes, conventions et conditions et à tels prix qui seront jugés désirables, et, hypothéquer, donner en gage, nantir, charger, céder et/ou transférer les propriétés mobilières ou immobilières, y compris le capital non appelé, présent ou futur, de la corporation, ou les deux aux fins de garantir toutes telles obligations, débentures ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins; et constituer les hypothèques, mortgages ou nantissements mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément à la Loi des Pouvoirs Spéciaux d'incorporation, (chapitre 227 des Statuts Revisés de Québec, 1925), ou de toute autre manière;

(*d*) Hypothéquer, grever, nantir et/ou charger, céder et/ou transférer les propriétés mobilières et / ou immobilières de la compagnie, et donner toutes telles garanties comme il sera requis, pour garantir le paiement des prêts faits autrement que par l'émission d'obligation et/ou débentures, ainsi que le paiement ou la réalisation d'autres dettes, contrats ou obligations de la compagnie;

17. Faire et exécuter aucun et tous actes et choses ci-dessus énoncés et telles autres choses qui sont incidentes ou appropriées à la réalisation des objets et fins de la compagnie, et exercer aucun et tous tels pouvoirs au même degré qu'une personne naturelle peut ou pourrait légalement le faire, dans toute l'étendue qu'une compagnie en est autorisée ou en a la permission en vertu des lois qui sont actuellement ou seront par la suite applicables ou convenables à la compagnie;

Chacune des clauses susdites sera interprétée comme fins, objets et pouvoirs, et les objets exprimés dans chaque clause ne seront, excepté tel qu'autrement expressément prévu, en aucune manière limités par induction ou par déduction des termes de toute autre clause, mais seront regardés comme fins, objets et pouvoirs indépendants et l'énumération des fins, objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée pour limiter ou restreindre en aucune manière la signification des termes généraux ou les pouvoirs généraux de la compagnie actuellement ou dans la suite conférés par les lois de la Province de Québec, et l'expression d'une chose n'est pas censée exclure une autre, quoiqu'elle soit de même nature, non exprimée.

Rien de ce qui est contenu dans les présentes ne doit être interprété comme donnant à la corporation tous droits, pouvoirs ou privilèges non permis par la loi, sous le nom de "Bonsecours Market Fruit & Vegetable Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $20,000.00.

Les actions seront émises au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
5 Sous-secrétaire de la Province.

deem expedient and to limit or increase the amount so borrowed or advanced;

(*c*) To issue bonds, debentures or other securities of the Corporation, either redeemable or convertible or otherwise, and pledge or sell the same for such sums, upon such terms, covenants and conditions and at such prices as may be deemed expedient and to hypothecate, mortgage, pledge, charge, cede and or transfer the moveable or immoveable property, including uncalled-for capital, present or future, of the Corporation, or both for the purpose of securing any such bonds, debentures or other securities, or to give part only of such guarantee for such purposes; and to constitute the hypothec, mortgage or pledge, mentioned in this sub-paragraph by trust deed, in accordance with the Special Corporate Powers Act, (Chapter 227 of the Revised Statutes of Quebec, 1925) or in any other manner;

(*d*) To hypothecate, mortgage, pledge and / or charge, cede and / or transfer the moveable and / or immoveable property of the company, and to give all such guarantees as may be required to secure the payment of loans made otherwise that by the issue of bonds and / or debentures, as well as the payment or performance of other debts, contracts or obligations of the company;

17. To do and perform any or all of the acts and things hereinbefore set forth and such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and purposes of the company, and to exercise any and all such powers to the same extent as a natural person might or could lawfully do, to the full extent authorized or permitted to a company under any laws that may be now or hereafter applicable or available to the company;

The foregoing clauses are each to be construed as purposes, objects and powers, and the matters expressed in each clause shall, except as otherwise expressly provided, be in no wise limited by reference to, or inference from terms of any other clause, but are to be regarded as independent purposes, objects and powers and the enumeration of specific purposes, objects and powers are not to be construed to limit or restrict in any manner the meaning of general terms or the general powers of the company now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec, nor is the expression of one thing to be deemed to exclude another, although it be of like nature, not expressed;

Nothing herein contained is to be construed as giving the corporation any rights, powers or privileges not permitted to it by law, under the name of "Bonsecours Market Fruit & Vegetable Company, Limited".

The capital stock of the company is divided into 2,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $20,000.00.

Shares shall be issued at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal, County of Hochelaga.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
6–o Assistant Provincial Secretary.

"Fortier & Dion, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1932, constituant en corporation: Emery Hector Fortier et Georges-Arthur Fortier, marchands, Joseph-Philippe Dion, agent d'assurance, Alice Fortier-Dion, épouse séparée de biens par contrat de mariage du dit Joseph-Philippe Dion et par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, tous de Sherbrooke, dans les buts suivants:

Faire les affaires de courtiers en assurance, agents inspecteurs et ajusteurs dans toutes leurs diverses spécialités, et agir comme agents, représentants et gérants de ou pour toutes compagnies, associations, clubs ou individus engagés directement ou indirectement dans les affaires d'assurance contre le feu, assurance-vie, assurance-automobile, maritimes, maladies ou accidents, ou dans les affaires de garantie, fidélité, d'indemnité et cautionnement, et accepter ou payer toutes commissions ou autres rémunérations pour les services rendus;

Faire affaire comme agents d'immeubles, ou tout autre genre, agents financiers, et agir comme agents pour l'achat, la vente, la location, la gérance et l'administration de propriétés immobilières et charger des commissions pour ses services, acheter, louer ou acquérir autrement et posséder des immeubles, Vendre, louer, transporter, échanger tels immeubles en tout ou en partie, en disposer ou en faire le commerce autrement et développer, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement; cultiver tels immeubles, et en vendre les produits, en disposer;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration de successions, la vente de propriétés, le placement, la gestion, le prêt, paiement, transmission et la perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, bons, débentures et autres valeurs, et se charger d'investigations, évaluations, vente, échange, bail, subdivision et autres choses semblables;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer ou aider à la promotion, organisation, gestion ou développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie, et faire tous actes s'y rapportant;

Eriger, construire, développer, exploiter et entretenir des édifices à bureaux, maisons à appartements, résidences, logis, plains-pieds, magasins, entrepôts et toutes sortes de propriétés immobilières;

Souscrire, acheter, acquérir, détenir, vendre, échanger, disposer ou autrement faire le commerce d'obligations, débentures, titres ou autres valeurs ou obligations, ou tout intérêt en iceux, de toute autre compagnie;

Se joindre et se fusionner, et acheter, louer ou autrement acquérir la clientèle, les propriétés, droits et biens et assumer les responsabilités de toute personne, firme ou corporation exploitant ou transigeant toutes affaires similaires en tout ou en partie à celles exploitées par la compagnie et les payer totalement ou partiellement en argent, actions entièrement acquittées, obligations ou valeurs de la compagnie ou autrement;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété, des droits, franchises et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux pour la considération que la compagnie jugera à propos, ou pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des

"Fortier & Dion, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1932, incorporating: Emery Hector Fortier and Georges Arthur Fortier, merchants, Joseph Philippe Dion, insurance agent, Alice Fortier Dion, wife separate as to property by marriage contract of the said Joseph Philippe Dion and by the latter duly authorized for the purposes hereof, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, agents, inspectors and adjusters in all their various branches, and to act as agents, representatives, and managers of or for any companies, associations, clubs or individuals, engaged directly or indirectly in the business of fire, automobile, life, marine, sickness or accident insurance, or in the guarantee, fidelity, indemnity and bonding business and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

To carry business as real estate agents or any other kind of agency business, financial agents and to act as agents for the purchase, sale, lease, management and administration of immoveable property and to charge commissions for the said services, to purchase, lease or otherwise acquire and possess immoveables. To sell, lease, transfer, exchange such immoveables, in whole or in part, to dispose or otherwise deal in same, and to develop, improve and dispose of any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise, to cultivate such immoveables and to sell the products thereof and dispose of same;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payments of, transmission of and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities, and the undertaking of investigations, evaluations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To promote, organize, manage or develop or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, undertaking or industry and to do any acts connected therewith;

To erect, construct, develop, operate and maintain office buildings, apartment houses, residences, dwellings, flats, stores, warehouses and all kinds of immoveable properties;

To underwrite, purchase, acquire, hold, sell, exchange, dispose or otherwise deal in bonds, debentures, stocks or other securities or obligations, or any interests therein of any other companies;

To consolidate and amalgamate with, and to purchase, lease or otherwise acquire the goodwill, property, rights and assets and assume all the liabilities of any person, firm or corporation carrying on or transacting any business similar in whole or in part to that carried on by the Company, and to pay for same wholly or in part in cash, paid-up shares, bonds or other securities of the Company or otherwise;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, or for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part

objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, échanger et émettre et endosser des billets promissoires, lettres de change, connaissements et autres effets négociables et transférables et accepter en paiement de toute dette due à la compagnie des parts, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie;

Faire toute les choses se rapportant ou conduisant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie a été créée, sous le nom de "Fortier & Dion, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinquante (50) actions sans valeur au pair (valeur nominale) et le montant avec lequel la compagnie pourra commencer ses opérations sera de $500.00.

Les dites actions ordinaires sans valeur au pair seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la Cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
7–o Sous-secrétaire de la Province.

similar to those of the Company;

To draw, make, accept, exchange and issue and endorse promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable and transferable instruments and to accept in payment of any debt due to the Company stocks, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

To do everything which may be incidental or conducive to the attainment of the purposes for which the present company is incorporated, under the name of "Fortier & Dion, Limitée".

The capital-stock of the company is divided into fifty (50) shares without par value (nominal value) and the amount with which the company will commence its operations shall be $500.00;

The said common shares without par value shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
8 Assistant Provincial Secretary.

"Gratten Lake Rod & Gun Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre, 1932, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, John Lawrence McCrory et Thomas Joseph Harrington, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

a. Promouvoir, organiser, conduire et gérer un club pour toutes fins sociales, athlétiques, d'amusements, et sport, pêche et chasse, et promouvoir le bien-être de ses membres, avec pouvoir de faire et d'adopter des règlements, règles et ordonnances pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, et pour leur gouvernement et pour l'établissement de différentes classes de membres et pour la perception d'honoraires et redevances, pour l'élection et la nomination de ses directeurs et autres officiers, et pour définir leurs devoirs, et pour la sauvegarde et la protection de ses propriétés et de ses fonds, et généralement réglementer, administrer et préserver ses propriétés et ses intérêts et de temps en temps modifier, révoquer, abroger ou varier tels règlements. règles et ordonnances ou aucun d'eux;

(*b*) Acheter, construire, maintenir et acquérir, louer, gérer ou autrement agir au sujet d'une ou plusieurs maisons de club, terrains de golf, points de repaire sur le gazon pour le putting, terrains pour jeux de tennis et de croquet, boulingrins, et autres commodités, dont les membres du dit Club et leurs invités pourront faire usage et en jouir;

(*c*) Fournir aux membres du Club et à leurs invités, le logement, la pension, les commodités et facilités voulues et en général leur procurer tous les privilèges et avantages sociaux, commodités et accommodations d'un club champêtre;

(*d*) Exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne, brasserie, salle de rafraîchissements et maisons de pension, épiciers licenciés et sujet aux lois et règlements provinciaux à cet effet, marchands de vin, bière et spiritueux, pourvoyeurs, fournisseurs d'amusements en général;

"Gratten Lake Rod & Gun Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December 1932, incorporating: Francis George Bush, Manager, John Lawrence McCrory and Thomas Joseph Harrington, Secretaries, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To promote, organize, conduct and manage a club for all social, athletic, amusement, sporting, fishing and hunting purposes and to promote the welfare of the members thereof, with power to make and adopt by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government, and for the establishment of different classes of membership, and for the collection of fees and dues, for the election and appointment of its directors and other officers, and to define their duties, and for the safekeeping and protection of its property and funds, and in general to regulate, manage and preserve its property and interests, and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such by-laws, rules and regulations, or any of them;

(*b*) To purchase, construct, maintain and acquire, lease, manage or otherwise deal with a club-house or club-houses, golf links, putting greens, tennis courts and croquet lawns, bowling greens, and other accommodations for the use and enjoyment of the members of the said club and their guests;

(*c*) To provide lodging, board, accommodation and facilities to club members and their guests and in general to afford all the social privileges, advantages, conveniences and accommodations of a country club;

(*d*) To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern, beer-nouse, refreshment room and lodging house keepers, licensed victuallers and subject to provincial laws and regulations in that behalf, wine, beer and spirit merchants, purveyors, caterers for public amusements generally;

(*e*) Exercer tout autre commerce de nature semblable ou similaire que la corporation croira propre à être exercé en rapport avec ses opérations, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou de les rendre profitables;

(*f*) Fournir, promouvoir et tenir des joutes, tournois et concours, et accorder et octroyer ou contribuer à l'attribution de prix et récompenses aux gagnants;

(*g*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou corporation exerçant toute opération que la corporation a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la corporation;

(*h*) Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la corporation;

(*i*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la corporation ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la corporation jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*j*) Placer et disposer des deniers de la corporation qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*k*) Détenir, être propriétaire de, acheter, vendre, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, améliorer, gérer, faire valoir, disposer de ou négocier les propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes et tous droits ou privilèges que la Compagnie croira nécessaires ou devoir convenir aux fins de son commerce;

(*l*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus de la corporation ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, (S.R.Q., 1925), tout actif de la corporation entre ses actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la corporation ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre corporation formée pour entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette corporation;

(*m*) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, et autres effets négociables ou transférables;

(*n*) Vendre ou disposer de l'entreprise de la corporation ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la corporation;

(*o*) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et

(*p*) Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

(*q*) Sans limiter la généralité des objets précités, le bureau de direction, sujet aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, est autorisé de temps à autre:

(*e*) To carry on any other business of the same or a similar nature, which may seem to the corporation capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the corporation's property or rights;

(*f*) To provide, promote and hold matches, tournaments and competitions, and to grant and award or contribute to the award of prizes and awards to the winners thereof;

(*g*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the corporation is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the corporation;

(*h*) To take or otherwise acquire and hold shares in any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the corporation;

(*i*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the corporation's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the corporation may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*j*) To invest and deal with the monies of the corporation not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(*k*) To hold, own, buy, sell, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, improve, manage, turn to account, dispose of or deal in moveable and immoveable property of all kinds and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

(*l*) To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the corporation or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, (R.S.Q., 1925) any assets of the corporation among its shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the corporation, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this corporation;

(*m*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

(*n*) To sell or dispose of the undertaking of the corporation or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the corporation;

(*o*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and

(*p*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

(*q*) Without limiting the generality of the foregoing, the Board of Directors, subject to the provisions of the Quebec Companies' Act, are authorized from time to time:

1. A négocier des emprunts, tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier les billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres effets mercantiles et valeurs et documents négociables ou transférables;

2. Recevoir de l'argent en dépôt, intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des biens de toute nature, aux termes qui seront convenus;

3. Emprunter de l'argent et obtenir des avances sur le crédit de la corporation de toute banque, corporation, firme ou personne, à tels termes, conventions et conditions, à tel temps, à tels montants, à telle étendue et de telle manière que le bureau de direction, à sa discrétion, jugera le plus convenable;

4. Limiter ou augmenter les montants des argents ainsi empruntés;

5. Emettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la corporation, soit rachetables ou convertibles ou autrement, et les nantir ou les vendre pour telles sommes, d'après les termes, conventions et conditions et à tels prix qui seront jugés désirables;

6. Hypothéquer, grever, nantir, céder et / ou transférer les propriétés mobilières ou immobilières, y compris le capital non appelé, présent ou futur, de la corporation, ou les deux; garantir toutes telles obligations, débentures ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins; et constituer les hypothèques, mortgages ou nantissements mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux sections 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs Spéciaux d'incorporation, (chapitre 227 des Statuts Revisés de Quebec, 1925), ou de toute autre manière;

7. Hypothéquer, grever ou charger les propriétés immobilières de la corporation, ou nantir, charger ou autrement affecter les propriétés mobilières ou donner toutes telles garanties pour garantir le paiement des prêts, ainsi que le paiement ou la réalisation d'autres dettes, contrats ou autres obligations de la Corporation;

(*r*) En général faire aucune et toutes les choses ci-devant énoncées dans les présentes et telles autres choses qui sont incidentes ou appropriées à la réalisation des objets et fins de la Corporation, comme principal, facteur, agent, procureur, entrepreneur, bailleur, locataire ou autrement, soit seul ou conjointement avec toute personne, firme, association ou corporation, et faire tels actes et choses, et exercer aucun et tous tels pouvoirs au même degré qu'une personne naturelle peut ou pourrait légalement le faire dans toute l'étendue qu'une corporation en est autorisée ou en a la permission en vertu des lois qui sont actuellement ou seront par la suite applicables ou convenables à la Corporation;

Chacune des clauses susdites sera interprétée comme fins, objets et pouvoirs, et les objets exprimés dans chaque clause ne seront, excepté tel qu'autrement expressément prévu, en aucune manière limités par induction ou par déduction des termes de toute autre clause, mais seront regardés comme fins, objets et pouvoirs indépendants et l'énumération des fins, objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée pour limiter ou restreindre en aucune manière la signification des termes généraux ou les pouvoirs généraux de la Corporation actuellement ou dans la suite conférés par les lois de la Province de Québec, et l'expression d'une chose n'est pas censée exclure une autre, quoiqu'elle soit de même nature, non exprimée;

1. To negotiate loans, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell or otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scripts, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

2. To receive money on deposit, interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

3. To borrow money and obtain advances upon the credit of the corporation from any bank, corporation, firm or person, upon such terms, covenants and conditions, at such time, in such sums, to such an extent and in such manner as the Board of Directors in their discretion may deem expedient;

4. To limit or increase the amount to be borrowed;

5. To issue bonds, debentures or other securities of the corporation, either redeemable or convertible or otherwise, and pledge or sell the same for such sums, upon such terms, covenants and conditions and at such prices as may be deemed expedient;

6. To hypothecate, mortgage, pledge, cede and / or transfer the moveable or immoveable property, including uncalled-for capital, present or future of the corporation or both, to secure any such bonds, debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (chapter 227 of the Revised Statutes of Quebec, 1925), or in any other manner;

7. To hypothecate, mortgage or charge the immoveable property of the corporation, or pledge, charge or otherwise affect the moveable property or give all such guarantees to secure the payment of loans, as well as the payment or performance of other debts, contracts or other obligations of the corporation;

(*r*) In general to do any or all of the things hereinbefore set forth and such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and purposes of the corporation as principal, factor, agent, attorney, contractor, lessor, lessee or otherwise, either alone or in conjunction with any person, firm, association or corporation, and to do such acts and things, and to exercise any and all such powers to the same extent as a natural person might or could lawfully do, to the full extent authorized or permitted to a corporation under any laws that may be now or hereafter applicable or available to the corporation;

The foregoing clauses are each to be construed as purposes, objects and powers, and the matters expressed in each clause shall, except as otherwise expressly provided, be in no wise limited by reference to or inference from terms of any other clause, but are to be regarded as independent purposes, objects and powers and the enumeration of specific purposes, objects and powers are not to be construed to limit or restrict in any manner the meaning of general terms or the general powers of the corporation now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec, nor is the expression of one thing to be deemed to exclude another although it be of like nature, not expressed;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera connu ou déclaré aux autres directeurs agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré que, sujet aux droits des personnes, s'il y en a, qui ont droit aux actions avec droits spéciaux en ce qui concerne les dividendes, les directeurs pourront, sur résolution, pourvoir à ce que le montant d'aucun dividende que les directeurs de la compagnie pourront légalement déclarer, soit payé en tout ou en partie en argent ou en actions du capital-actions de la compagnie et pour cette fin les directeurs de la compagnie pourront autoriser l'émission des actions du capital-actions de la compagnie comme entièrement ou partiellement acquittées ou pourront créditer le montant de tel dividende sur les actions du capital-actions de la compagnie déjà émises mais non entièrement acquittées et, dans ce dernier cas, la responsabilité des porteurs des dites actions sera réduite par le montant de tel dividende, sous le nom de "Gratten Lake Rod & Gun Club, Inc."

Le capital-actions de la compagnie consistera en mille (1,000) actions d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans le canton de Rawdon, comté de Montcalm.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
9 Sous-secrétaire de la Province.

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is hereby ordained and declared that, subject to the rights of persons, if any, entitled to shares with special rights as to dividends, the directors may, by resolution, provide that the amount of any dividend which the directors of the company may lawfully declare shall be paid in whole or in part in cash or in shares of capital stock of the company and for that purpose the directors of the company may authorize the issue of shares of capital stock of the company as fully paid or partly paid or may credit the amount of such dividend on the shares of capital stock of the company already issued but not fully paid and, in the latter case, the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend, under the name of "Gratten Lake Rod & Gun Club, Inc."

The capital stock of the company whall consist of one thousand (1,000) shares of the par value of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the Township of Rawdon, County of Montcalm.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
10–o Assistant Provincial Secretary.

"Islemont Securities Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de décembre 1932, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, Alexander-Gordon Yeoman, clerc-avocat, et Clifford-George Meek, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire les affaires d'une compagnie de contrôle et de placements;

Investir et réinvestir de temps à autre et de la manière et dans les valeurs qui seront de temps à autre déterminées, et changer et varier ces placements et particulièrement, mais sans limiter la généralité des termes susdits, acheter et vendre des actions, titres, bons, débentures et autres valeurs;

Exercer le négoce qui consiste à promouvoir, organiser, établir, gérer, administrer et exploiter des industries commerciales et industrielles et des exploitations et entreprises de toutes sortes;

Agir comme agents financiers ou commerciaux

"Islemont Securities Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1932, incorporating: Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, and Clifford George Meek, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of a holding and investment company;

To invest and re-invest from time to time, in such manner and in such securities as may from time to time be determined, and to vary and change investments and in particular, but without limiting the generality of the foregoing, to buy and sell shares, stocks, bonds, debentures and other securities;

To carry on the business of promoting, organizing, establishing, managing, administering and operating commercial and industrial businesses, ventures and enterprises of any and all kinds;

To act as financial or business agent for domes-

pour des corporations domestiques et étrangères, individus, sociétés ou associations;

Solliciter, enregistrer, acheter et louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, exercer, exploiter, créer, introduire, développer, contrôler, céder, vendre, céder, transférer, transporter ou autrement et en faire le commerce, prendre ou octroyer des permis ou autres droits en ce qui les concerne, faire des travaux d'expérimentation et des essais avec et de toute manière exploiter et mettre en valeur des inventions, améliorations, franchises, droits d'auteur, lettres patentes ou demandes de lettres patentes, brevets d'invention, concessions, formules, marques de commerce, noms de commerce et marques distinctives et droits similaires de toutes sortes;

Acheter, louer ou acquérir autrement, construire, aménager, détenir, posséder, maintenir, gérer, améliorer, développer, louer, transporter ou céder en fiducie, occuper, utiliser, exploiter, vendre, ou en disposer autrement et généralement en faire le trafic et le commerce et mettre en valeur les propriétés foncières, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes situées en tout endroit quelconque, et les droits et intérêts de toute nature ou espèce qui sembleront nécessaires, utiles ou convenables pour aucun des objets ou aucune des fins de la compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagement ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer

tic or foreign corporations, individuals, partnerships or associations;

To apply for, register, purchase and lease or otherwise acquire, hold, own, use, exercise, operate, create, introduce, develop, control, sell, assign, transfer, convey or otherwise dispose of, deal in, take or grant licenses or other rights with respect to, carry on experimental work and tests in connection with and in any and all ways exploit or turn to account inventions, improvements, franchises, copyrights, letters patent or applications therefor, *brevets d'inventions*, concessions, formulae, trade marks, trade-names and distinctive marks and similar rights of any and all kinds;

To purchase, lease or otherwise acquire, construct, equip, hold, own, maintain, manage, improve, develop, lease, convey or assign in trust, occupy, use, operate, sell, or otherwise dispose of, and generally deal in and with and turn to account such other property, whether it be real, personal, movable, immovable or mixed and wheresoever situate, and such rights and interests of whatsoever nature or kind as may be deemed necessary, useful or convenient for any of the objects or purposes of the company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares, or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operations, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular any shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising

des contrats avec toute autre compagnie ou personne pour les payer;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou titres ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les gager, charger, les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Exercer ou exploiter toute autre industrie ou activité, soit manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs

of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

To carry on or engage in any other business or activity, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the

généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré que:

1. Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs attesté par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

2. Le nombre de ses actionnaires ou membres, non comprises les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, furent, durant tel emploi, et ont continué d'être actionnaires de la Compagnie à l'expiration du terme de leur engagement, n'excédera pas cinquante;

3. Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débentures, sous le nom de "Islemont Securities Corporation".

Le capital-actions de la compagnie consistera en cinquante mille (50,000) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera son commerce est de deux cent cinquante mille dollars ($250,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
11 Sous-secrétaire de la Province.

"John Richardson & Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1932, constituant en corporation: Frank Callaghan, avocat et Conseil en loi du Roi, Léo Leblanc, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et John Richardson, gérant, de la ville de Mont-Royal, tous du district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme agents généraux, marchands à commission, facteurs ou courtiers, pour aucune et toute classe de producteur, marchand, manufacturier ou expéditeurs;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, négociants et marchands de toutes sortes d'articles et marchandises, y compris toutes sortes d'accessoires et généralement exercer aucun commerce ou entreprise que la compagnie croira devoir être convenablement exercé comme une partie ou une portion du commerce de la compagnie ou susceptible de bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

laws of the Province of Quebec;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which more or one of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared that:

1. The shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company;

2. The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the company and of persons who, having been formerly in the employment of the company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the company, shall not exceed fifty;

3. Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "Islemont Securities Corporation";

The capital stock of the company shall consist of fifty thousand (50,000) shares without nominal or par value and the amount with which the company will carry on its business is two hundred and fifty thousand dollars ($250,000.00).

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
12—o Assistant Provincial Secretary.

"John Richardson & Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1932, incorporating: Frank Callaghan, advocate and King's Counsel, Leo Leblanc, advocate, both of the City of Montreal, and John Richardson, manager, of the town of Mount Royal, all of the district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To act as general agents, commission merchants, factors or brokers, for any and every class of producer, merchant, manufacturer or shipper;

To carry on the business of importers, exporters, manufacturers, jobbers and dealers in all kinds of goods and merchandise, including all sorts of supplies and generally to carry on any business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on as a part or portion of the company's business or calculated directly or indirectly to benefit the company;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou toute partie des affaires, propriétés et responsabilités ou biens de tout individu, société ou compagnie exploitant un commerce que la compagnie est autorisée d'exercer ou possédant des propriétés convenables aux fins de la compagnie, et les payer en actions privilégiées ou ordinaires, entièrement ou partiellement libérées, de la compagnie, ou en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, concernant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir toute ou toutes compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens ou engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui pourraient directement ou indirectement profiter à la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions ou arrangements au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, et en disposer autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie jugera nécessaires pour les fins de son entreprise, et les louer, les vendre ou autrement en disposer totalement ou partiellement;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou obligations, avec lesquelles la compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, louer ou autrement aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying business on which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay therefor in fully paid up or partly paid up preference or common shares of the company,or in bonds, debentures, or other securities of the company;

To apply for, purchase or other wise acquire any patents, licenses, concessions and the like, concerning any exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property or liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To enter into partnership or into any agreement or arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, and otherwise deal with the same;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property which the company may think necessary for the purpose of its undertaking, and to lease, sell, or otherwise dispose of the same or of any part thereof;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or obligations with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tous permis ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et payer, affecter et (exproprier) les actions quelconques de la compagnie, ses obligation et son actif et pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Vendre, améliorer, développer, échanger, louer, disposer, mettre en valeur ou autrement négocier la totalité ou toute partie des propriétés et droits de la compagnie;

Acheter avec les fonds de la compagnie, ou autrement acquérir, détenir, vendre, échanger ou autrement disposer d'actions du capital-actions de toute autre compagnie, ainsi que les obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Emettre et répartir comme actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, en paiement total ou partiel de tout commerce, franchise, entreprise, propriété réelle ou personnelle, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrat, actions du capital, débentures, obligations ou autres valeurs, actions, ou propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir par ou en vertu des pouvoirs octroyés dans les présentes;

Placer et disposer des argents de la compagnie, qui ne sont pas immédiatement requis, de telle manière, comme il sera de temps à autre déterminé;

Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues en rapport avec la formation de la compagnie;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes, ou conduisent à la réalisation des objets susdits, et faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, ou seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "John Richardson & Co., Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
13 Sous-secrétaire de la Province.

"Kahn Bros., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1932, constituant en corporation: Samuel Kahn, Maurice Kahn et Charles Kahn, tous marchands, tous de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, négocier, engager, acheter, acquérir, vendre, disposer, en gros et en détail, de toutes sortes de vêtements prêts à porter ainsi que des vêtements de tous genres et description pour hommes, dames, demoiselles, garçons et enfants;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license or privileges which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay, affect and expropriate any of the company's shares, bonds, and assets and to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, improve, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To purchase with the funds of the company or otherwise acquire, hold, sell, exchange or otherwise dispose of shares in the capital stock of any other company, also bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company;

To issue and allot as fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, real or personal property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, shares of stock, debentures, bonds or other securities, shares, or property or rights which may lawfully be acquired by or by virtue of the powers granted herein;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To pay all or any expenses incidental to or incurred in connection with the formation of the company;

To do all such other things as are incidental, or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise by or through trustees, agents or otherwise, or alone, or in conjunction with the others, under the name of "John Richardson & Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
14—o Assistant Provincial Secretary.

"Kahn Bros., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1932, incorporating: Samuel Kahn, Maurice Kahn and Charles Kahn, all merchants, all of the city of Outremont, in the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal, trade, engage in, buy, acquire, sell, dispose of, both wholesale and retail, all kinds of men's, women's, misses, boys and children's ready-to-wear clothing as well as wearing apparel of every kind and description;

Agir comme agents, procureurs ou marchands à commission pour toutes sortes d'industries manufacturières, industrielles et mercantiles faisant le commerce des marchandises manufacturées ou non-manufacturées, de toute nature et description;

To act as agents, attorneys or commission merchants for all kinds of manufacturing, industrial and mercantile concerns dealing in manufactured or unmanufactured merchandise, of every kind and description;

Acquérir par achat, louer ou échanger des terrains et des propriétés immobilières de toute description et nature quelconque, et acquérir, par achat, louer ou échanger, et bâtir, construire, démolir et réparer des maisons, magasins, édifices, manufactures, usines et généralement toutes sortes de propriétés, mobilières et immobilières, et les payer en deniers, actions de cette compagnie, obligations ou autrement, et les hypothéquer, les grever, les vendre et en disposer en aucune manière quelconque, et aussi agir comme agents pour fins d'achat et de vente de propriétés immobilières;

To acquire by purchase, lease or exchange lands and immovable properties of every description and kind whatsoever, and to acquire by purchase, lease or exchange, and build, construct, demolish and repair houses, stores, buildings, factories, plants, and generally all kinds of property, movable and immovable, and to pay for same in cash, shares of this company, bonds or otherwise, and mortgage, pledge, sell and dispose of same in any way whatsoever, and also to act as agents for the purpose of buying and selling any immovable property;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autrement) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licenses, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for all of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise to turn to account the property, rights or information so acquired;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interets, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, which any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

To enter into arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority the rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir toutes ou aucune des propriétés et responsabilités de la compagnie, ou pour toute autre fin qui semble devoir bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre, améliorer, développer, échanger, louer, hypothéquer, en disposer ou en faire le commerce autrement et mettre en valeur aucun des biens et droits de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Garantir et donner une garantie et se rendre responsable du paiement des billets à ordre, lettres de change, comptes ou autres obligations de tout genre quelconque, de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie a des relations d'affaires;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie en tout ou en partie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transiert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les activités de la compagnie et en particulier par voie de publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Kahn Bros., Limited", avec un capital de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divise en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de novembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
15 Sous-secrétaire de la Province.

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To sell, improve, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the Company has business dealings;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any licenses, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, or assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company or any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the Press, by circulars, purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Kahn Bros., Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of November, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
16—o Assistant Provincial Secretary.

"La Manufacture de Chaussure de Saint-Tite, Limitée—The Saint Tite Shoe Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1932, constituant en corporation: J.-Bte Lebrun, courtier, Emile

"La Manufacture de Chaussure de Saint-Tite, Limitée—The Saint Tite Shoe Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1932, incorporating: J. Bte Lebrun, broker, Emile Jacob, trader, J. Ulric

Jacob, commerçant, J.-Ulric Trudel, marchand, J.-Alphonse Béland, bijoutier, tous de Saint-Tite, et G.-Alidor Boulet, gérant, de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter des chaussures de toutes sortes, en cuir et en caoutchouc, des bottes, des souliers et effets en cuir et en caoutchouc de tous genres, des cirages, vernis et autres préparations pour les chaussures, le cuir et le caoutchouc, des formes, des formes brisées, des tire-bottes, crochets, lacets, attaches, boucles et tous autres accessoires, ainsi que tous ingrédients ou composés se rattachant à la fabrication des articles ci-dessus;

Acheter, vendre, céder, aliéner, manufacturer, importer, exporter et faire généralement le commerce de gros et de détail des peaux, crues et tannées et de tous les produits et matières premières s'y rattachant;

Faire le commerce en gros et en détail de tous les produits ci-dessus mentionnés;

Acquérir et posséder par achat, bail ou autrement, la totalité ou toute partie des biens, meubles et immeubles, commerce, industrie, clientèle, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, pouvoirs, privilèges, contrats, et assumer ou non les obligations et dettes de toute personne, société, firme, corporation ou compagnie et les payer totalement ou partiellement en bons, obligations, en actions entièrement libérées de la compagnie ou autrement, aussi les vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie, s'associer ou se fusionner avec toutes telles personnes, société, firme, corporation et compagnie, prêter de l'argent à telles personnes, société, firme, corporation ou compagnie;

Exercer toute industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, sous le nom de "La Manufacture de Chaussure de Saint-Tite, Limitée—The Saint Tite Shoe Co., Ltd".

Le montant du capital-actions sera de $49,500., divisé en parts de $50.00 chacune, dont $29,500. privilégié divisé en 590 actions de $50.00 chacune, rachetables au gré du bureau de direction, et $20,000. commun divisé en 400 actions de $50.00 chacune.

Les actions communes seules auront le droit de voter aux assemblées.

Les actions privilégiées jouiront d'un intérêt non cumulatif de 6% l'an sur les profits nets de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Tite, dans le district de Trois-Rivières, Qué.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
17-o Sous-secrétaire de la Province.

Trudel, merchant, J. Alphonse Béland, jeweller, all of Saint Tite, and G. Alidor Boulet, manager, of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import and export footwear of every kind, in leather and in rubber, boots, shoes and leather and rubber goods of every kind, polishes, varnishes and other preparations for footwear, leather and rubber, lasts, broken lasts, bootjacks, button-hooks, laces, fasteners, buckles and other accessories as well as any ingredients or compounds connected with the manufacture of the aforesaid goods;

To purchase, sell, assign, manufacture, alienate, import, export and deal generally, wholesale and retail, in raw and tanned hides and in any products and raw materials connected therewith;

To deal wholesale and retail in all the products hereinabove mentioned;

To acquire and own by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the property, movables and immovables, business, industry, goodwill, assets, franchises, leases, hypothecs, licenses, powers, privileges, contracts, and assume or not the obligations and debts of any person, partnership, firm, corporation or company, and pay for same wholly or partly with bonds, obligations, fully paid up shares of the company or otherwise and also to sell, lease or otherwise dispose thereof in whole or in part; to consolidate or amalgamate with any such person, partnership, firm, corporation and company, to loan money to any such person, partnership, firm, corporation or company;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, under the name of "La Manufacture de Chaussure de Saint Tite, Limitée—The Saint Tite Shoe Co., Ltd."

The amount of capital stock will be $49,500. divided into shares of $50.00 each, of which $29,500. is preferred stock, divided into 590 shares of $50.00 each, redeemable at the option of the board of directors, and $20,000. is common stock divided into 400 shares of $50.00 each.

The common shares alone are entitled to vote at meetings.

The preferred shares are entitled to a non-cumulative interest of 6% per annum out of the net profits of the company.

The head office of the company will be at Saint Tite, in the district of Trois-Rivières, Que.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twentieth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
18 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Chauffeurs' Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1932, constituant en corporation: George Beverly Puddicombe, Paul S. Smith, et Guy Perron, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Promouvoir les intérêts des chauffeurs professionnels et de leurs associés et les aider au

"Montreal Chauffeurs' Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1932, incorporating: George Beverly Puddicombe, Paul S. Smith, and Guy Perron, Advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To promote the interests of professional chauffeurs and their associates and to enable

moyen de coopération mutuelle à améliorer leur condition;

(*b*) Acheter, prendre à bail ou en échange, ou autrement acquérir toutes propriétés, réelles ou personnelles, et les vendre, améliorer, gérer, développer, louer, disposer, les faire valoir ou autrement en disposer;

(*c*) Acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et toutes sortes de provisions, liquides et solides, requis par les personnes fréquentant les propriétés de la compagnie;

(*d*) Établir et supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, clubs, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances qui sont ou semblent aux directeurs devoir être susceptibles de bénéficier aux membres de la compagnie, ou aucun d'eux, ou leurs dépendants ou ceux dont ils sont les soutiens et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ou pour toutes expositions ou autres objets d'utilité publique ou générale;

(*e*) Adopter une constitution et faire tels règlements, règles et règlementations qui ne sont pas incompatibles avec les lois ou avec l'ordre public de la Province de Québec, tel qu'il pourra être requis pour la gestion, l'administration et la conduite des affaires en général et pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, pourvu toujours que la corporation puisse, de temps à autre, amender, modifier, révoquer et changer la totalité ou aucune partie de telle constitution, tels règlements, règles et règlementations de la manière jugée convenable par la corporation;

(*f*) Développer et faire valoir aucun terrain acquis par la compagnie, ou dans lequel elle est intéressée et en particulier en le traçant et le préparant pour fins de construction, établissant, modifiant, abattant, décorant, maintenant, mettant en bon état, et améliorant des édifices et dépendances et en plantant, pavant, drainant, exploitant pour la ferme et cultivant, louant sur bail de location ou contrat d'entreprise, et en avançant de l'argent et en passant des contrats et concluant des conventions de toutes sortes avec des constructeurs, locataires et autres faisant affaires avec les corporations en ce qui les concerne;

(*g*) Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

(*h*) Promouvoir, et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(*i*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

them by mutual co-operation to ameliorate their condition;

(*b*) To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire, any real or personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise dispose of the same;

(*c*) To buy, sell and deal in all kinds of apparatus and all kinds of provisions, liquid and solid, required by persons frequenting the company's premises;

(*d*) To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, clubs, institutions, funds, trusts and conveniences which are or may seem to the directors calculated to benefit the members of the company, or any of them or their dependants or connections, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibitions or for any public, general or useful objects;

(*e*) To adopt a constitution and to enact such by-laws, rules and regulations, not inconsistent with the laws or public order of the Province of Quebec, as may be requisite for the management, administration and conduct generally of the affairs and for the discipline, suspension and expulsion of its members, provided always that the corporation may from time to time amend, alter, repeal and change in whole or in part such constitution, by-laws, rules and regulations as the corporation may see fit;

(*f*) To develop and turn to account any land acquired by the company, or in which it is interested and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constituting, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences and by planting, paving, draining, farming and cultivating, letting on building lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with the builders, tenants and others having dealings with the corporations in connection therewith;

(*g*) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

(*h*) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all orany of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of, and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

(*i*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*j*) Emettre des actions entièrement acquittées, débentures, actions-débentures, obligations et/ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel de toutes propriétés, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts qui peuvent être acquis par la compagnie et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travail fait pour la compagnie, et en paiement ou à l'acquit des dettes et responsabilités dues par la compagnie;

(*k*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*l*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(*m*) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*n*) Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*o*) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie ou personne pour les payer;

(*p*) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital, ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les gager, grever, les vendre ou autrement en disposer;

(*q*) Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder généralement les frais, charges et dépenses nécessaires;

(*r*) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'ac-

(*j*) To issue paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds and / or other securities of the Company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests which may be acquired by the Company and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to and work done for the Company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the Company;

(*k*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*l*) To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(*m*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*n*) To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular any shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*o*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

(*p*) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

(*q*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise and to exercise, carry out, and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*r*) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing

tions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(*s*) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(*t*) Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*u*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(*v*) Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie, ou des obligations garanties par la compagnie;

(*w*) Exercer ou exploiter toute industrie ou activité que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables; et faire et exécuter tous tels autres actes et choses qui sont incidents ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

(*x*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec.

CONTRATS

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*s*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(*t*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(*u*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*v*) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

(*w*) To carry on or engage in any business or activity which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights, and to do and perform all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

(*x*) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more or such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec.

CONTRACTS

In case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement d'une majorité des directeurs;

Le nombre de ses actionnaires ou de ses membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et de personnes qui, ayant été antérieurement à l'emploi de la compagnie, furent, durant tel emploi, et ont continué après avoir quitté cet emploi d'être actionnaires de la compagnie, n'excèdera pas vingt (20);

Il est interdit au public de faire souscrire pour toutes actions ou débentures de la compagnie.

The shares of the Company shall not be transferred without the consent of a majority of the Directors;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company, and of persons who, having been formerly in the employment of the Company, were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the Company, shall not exceed twenty (20);

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company shall be prohibited.

Re-Dividendes sur les actions

La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) faisant partie des bénéfices non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et / ou

(*b*) étant les bénéfices nets non divisés entre les mains de la compagnie; et / ou

(*c*) toute somme portée au fonds de réserve comme résultat de la vente ou de la révaluation des biens ou de l'actif de la compagnie ou toute partie d'iceux, et elle pourra répartir aux actionnaires qui détiennent des actions du capital-actions de la compagnie, en ce qui concerne le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie d'un montant nominal équivalent, ou des actions entièrement acquittées de la compagnie, sans valeur au pair, évaluées au montant de la considération pour laquelle, dans le temps, les directeurs sont autorisés à émettre et répartir telles actions, et / ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre des actions de la compagnie comme entièrement ou partiellement libérées ou créditer le montant de tels dividendes sur les actions de la compagnie déjà émises mais non entièrement libérées, de manière que le montant versé sur les actions ainsi émises ou en vertu de tels dividendes en actions, n'excède pas le montant que les directeurs peuvent déclarer légalement, payable en argent, et la responsabilité des détenteurs de telles actions sera réduite du montant de tels dividendes.

Re: Stock Dividend

The Company may, at any time and from time to time, capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) Forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the Company; and / or

(*b*) Being undivided net profits in the hands of the Company; and / or

(*c*) Any sum carried to reserve as a result of a sale or of the re-valuation of the property or assets of the Company or any part thereof, and may allot to shareholders holding shares in the Company's capital stock, in respect of the net amount capitalized, fully paid shares of the Company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the Company without par value, taken at the amount of the consideration for which for the time being the Directors of the Company are entitled to issue and allot such shares, and / or the Company may declare stock dividends and issue therefor shares of the Company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the Company already issued, but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividend shall not exceed the amount which the Directors may lawfully declare payable in money, and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend.

POUVOIRS D'EMPRUNT

1. S'ils y sont autorisés par règlement sanctionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires, dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

(*a*) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

(*c*) Emettre des obligations, débentures ou autres titres de la Compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

(*d*) Hypothéquer, grever, donner en garantie la propriété réelle ou personnelle de la Compagnie, ou les deux, pour garantir toutes dites obligations, débentures, actions, obligations ou autres titres et toutes sommes empruntées pour les besoins de la Compagnie;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la Compagnie sur des lettres de change ou des billets promissoires, faits, tirés, acceptés ou endossés par la Compagnie ou en son nom, sous le nom de

BORROWING POWERS

1. If authorized by by-law sanctioned by at least two thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

(*a*) Borrow money upon the credit of the company;

(*b*) Limit or increase the amount to be borrowed;

(*c*) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of

"Montreal Chauffeurs' Club, Inc.", avec un capital-total de un mille dollars ($1,000.00), divisé en mille (1,000) actions d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
19 Sous-secrétaire de la Province.

"O'Connor's Fish Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1932, constituant en corporation: Henry-Noel Chauvin, avocat et Conseil en loi du Roi, Frank-Bernard Chauvin, avocat, tous deux de la cité de Montréal, province de Québec, et Harold-Earle Walker, avocat et Conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, dite Province, dans les buts suivants:

(*a*) 1. Exercer un commerce de poisson en général, en gros et détail, y compris entre autres choses, les opérations qui consistent à prendre, préparer pour la conservation, sécher, fumer, mettre en conserve, mettre en boîte, empaqueter, importer, exporter, acheter, vendre et autrement négocier et faire le commerce du poisson et tous autres produits des mers, rivières et lacs;

2. Exercer un commerce général de congélation et de réfrigération, et faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits; y compris le droit de diriger des ventes à l'encan pour la disposition de poisson et produits du poisson et aucune et toutes sortes d'effets, articles et marchandises négociés par la compagnie;

(*b*) Pour les fins de la compagnie:

1. Exercer le commerce de marchands en général;

2. Exercer le commerce de manufacturiers et négociants de fertilisants et colle provenant du poisson et agir comme raffineurs de l'huile obtenue du poisson;

3. Exercer le commerce de voituriers ordinaires par terre et par mer, et d'entreposeurs et propriétaires de quais, et en rapport avec le dit commerce charger et percevoir du fret, péage et frais;

(*c*) Couper, manufacturer, acheter, vendre et distribuer de la glace, en gros et en détail; prendre, acheter, emmagasiner, vendre et distribuer de la boette et du poisson de toute description, soit frais, salés ou gelés;

(*d*) Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de seaux, barils, boîtes, paquetages ou autres récipients pour recevoir des denrées alimentaires;

(*e*) Acquérir, être propriétaire, louer, louager, bâtir, construire, affréter, exploiter, vendre, donner à bail, grever et hypothéquer des bateaux à vapeur, bateaux à voile et autres vaisseaux, smacks, barques, chalutiers, filets, trappes, quais, entrepôts, conserveries et autres biens;

(*f*) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*g*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'au-

"Montreal Chauffeurs' Club, Inc.", with a total capital stock of one thousand dollars ($1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of a par value of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
20-o Assistant Provincial Secretary.

"O'Connor's Fish Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1932, incorporating: Henry Noel Chauvin, advocate and King's Counsel, Frank Bernard Chauvin, advocate, both of the City of Montreal, Province of Quebec, and Harold Earle Walker, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, said Province, for the following purposes:

(*a*) 1. To carry on a general fish business, both wholesale and retail, including among other things, catching, curing, drying, smoking, preserving, canning, packing, importing, exporting, buying, selling and otherwise dealing with and in fish and all other products of the seas, rivers and lakes;

2. To carry on a general freezing and cold storage business, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects; including the right to conduct auction sales for the disposal of fish and fish products and any and all kinds of goods, wares and merchandise dealt in by the company;

(*b*) For the purpose of the company:—

1. To carry on the business of general merchants;

2. To carry on business as manufacturer of and dealers in fertilizers and glue from fish and as refiners of oils obtained from fish;

3. To carry on the business of common carriers by land and by sea, and of warehousemen and wharfingers, and in connection therewith to charge and collect freights, toll and fees;

(*c*) To cut, manufacture, buy, sell and distribute ice, wholesale and retail; to catch, buy, store, sell and distribute bait and fish of every description, whether fresh, salt or frozen;

(*d*) To manufacture, buy, sell and deal in cans, barrels, boxes, packages or other recept acles for containing food products;

(*e*) To acquire, own, lease, hire, build, construct, charter, operate, sell, let, mortgage and hypothecate steamships, sailing and other vessels, smacks, boats, trawlers, nets, traps, wharves, warehouses, canneries and other property;

(*f*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*g*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or

torisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(*h*) Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(*i*) Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou en disposer autrement;

(*j*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*k*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*l*) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(*m*) Prêter de l'argent aux clients ou autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquels la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires, ou à toute compagnie dont aucune des actions est détenue par la compagnie;

(*n*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*o*) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentu-

possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*h*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*i*) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

(*j*) To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*k*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*l*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

(*m*) To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

(*n*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*o*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures

res ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et garantir la réalisation des contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou par toute personne avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

(*p*) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(*r*) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie;

(*s*) Emettre des actions acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs en paiement, en tout ou en partie, de toute propriété, réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, services, droits, location, commerce, franchises, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession que la compagnie peut légalement acquérir et en paiement ou partie de paiement ou en échange pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce similaire ou connexe à celui de cette compagnie;

(*t*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*u*) Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera jugée convenable, sous le nom de "O'Connor's Fish Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
21 Sous-secrétaire de la Province.

or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any person with whom the company has business relations;

(*p*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*r*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

(*s*) To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

(*t*) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*u*) To invest moneys of the company not immediately required in any manner deemed advisable, under the name of "O'Connor's Fish Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
22-o Assistant Provincial Secretary.

"Pontiac Fur Ranches, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1932, constituant en corporation: J.-Maurice Scott, éleveur d'animaux sauvages, Dame Béatrice Vinet, épouse de Maurice Scott, ci-haut nommé, autorisée par son dit époux; la dite Béatrice Vinet étant séparée de biens d'avec son époux par contrat de mariage, de l'Ile du Calumet, Théophile Brosseau, agent d'immeubles, de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce de pelleterie, faire l'élevage des bêtes sauvages et particulièrement des animaux à fourrures, faire affaire soit seul soit avec d'autres comme agent, agent à commission, courtier, acheter et vendre des valeurs et d'autres marchandises pour d'autres personnes, sociétés et corporations, percevoir et recevoir une commission ou un courtage en retour des services ainsi rendus;

Acquérir, construire, entretenir, exploiter et garder magasins, entrepôts ou autre outillage et installation nécessaire aux fins de la compagnie, acquérir, vendre en tout ou en partie, louer, échanger, hypothéquer, exploiter tous biens meubles et immeubles, terres, à bois ou en culture;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obliga-

"Pontiac Fur Ranches, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1932, incorporating: J. Maurice Scott, breeder of wild animals, Dame Beatrice Vinet, wife of Maurice Scott aforesaid, authorized by her said husband, the said Beatrice Vinet being separate as to property by marriage contract from her said husband, of l'Ile Calumet, Theophile Brosseau, real estate agent, of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs under all forms, to carry on the breeding of wild animals and particularly of fur bearing animals, to carry on business either alone or with others as agent, commission agent, broker, to purchase and sell securities and other merchandise for other persons, partnerships, and corporations, to collect and receive a commission or brokerage fees in return for services thus rendered;

To acquire, construct, maintain, operate and keep stores, warehouses or other plant and installations necessary for the purposes of the company, to acquire, sell in whole or in part, lease, exchange, hypothecate, exploit any moveable and immoveable property, wooded or cultivated lands;

To receive, hold and dispose of shares, bonds,

tions, débentures ou autres valeurs émises ou possédées par toute personne en paiement ou en échange de marchandises, travaux, ou autres valeurs quelconques;

Acquérir ou prendre à bail sous quelque forme que ce soit, toute propriété immobilière et tout immeuble ou édifices nécessaires aux fins de la compagnie, et payer pour toute telle propriété ou pour tout contrat, ou engagement s'y rapportant, ainsi que comme considération de tout contrat ou engagement de la compagnie, de quelque nature qu'ils soient, passés soit avec des tiers ou soit avec des employés ou membres de la compagnie, en actions, obligations ou autres valeurs complètement ou partiellement libérées de la compagnie;

Entrer en arrangement avec toutes autorités fédérales, provinciales, municipales qui pourraient être favorables aux objets de la compagnie et obtenir d'aucune telle autorité tous droits, privilèges, franchises et concessions que la compagnie peut juger désirable d'obtenir, faire des travaux et se soumettre à tels arrangements, droits, privilèges, franchises et concessions; fournir l'eau et du pouvoir pour l'usage des habitants de l'Ile du Calumet, avec le consentement des autorités de la dite place;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne, firmes ou compagnies exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession des biens ou droits convenant aux objets de la compagnie;

S'unir ou joindre à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées les actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits, baux, franchises commerciales, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis, concessions, stock, actions, obligations, débentures ou autres propriétés;

Passer tous règlements que la compagnie ou ses directeurs jugeront utiles de passer, sous le nom de "Pontiac Fur Ranches, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Barry River, Ile du Calumet, dans le district de Hull, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
23-o Sous-secrétaire de la Province.

"Process Paints, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de décembre 1932, constituant en corporation: Henry-N. Chauvin, avocat et Conseil en loi du Roi, Frank-B. Chauvin, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Harold-E. Walker, avocat et Conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de peinture, matières colorantes, teintures et toutes autres substances utilisées dans ce but, ou similaire à celui pour lequel la peinture, les matières colorantes ou les teintures sont utilisées, et généralement exercer le commerce comme manufacturiers et négociants

debentures, or other securities issued or held by any person, in payment or exchange for merchandise, work, or other securities whatever;

To acquire, take on lease, under any form whatever, any immovable property and any immoveable or buildings necessary for the company's purposes, and to pay for such property or for any contract or agreement connected therewith, and also in consideration for any contract or agreement of the company, of any nature whatsoever, entered into either with third parties or with the employees or members of the company, in shares, bonds or other securities of the company, either wholly or partly paid up;

To enter into any arrangement with any authorities, federal, provincial, municipal, which may seem conducive to the company's objects and to obtain from any such authority, any rights, privileges, franchises and concessions which the company may think desirable to obtain, to perform works and comply with any such arrangements, rights, privileges, franchises and concessions; to supply water and power for the use of the inhabitants of l'Ile Calumet, with the approval of the authorities of the said place;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of any property or rights suitable for the purposes of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To issue and allot, as fully paid up, shares of the company, in payment or part payment of any property, movable or immovable, rights, lease, business, franchises, undertaking, powers, privileges, licenses, concessions, stocks, shares, bonds, debentures, debenture stock or other property;

To make any by-laws which the company or its directors may deem useful to make, under the name of "Pontiac Fur Ranches, Limited", with a total capital-stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Barry River, Ile du Calumet, in the district of Hull, P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
24 Assistant Provincial Secretary.

"Process Paints, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1932, incorporating: Henry N. Chauvin, advocate and King's Counsel, Frank B. Chauvin, advocate, both of the City of Montreal, and Harold E. Walker, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in paints, pigments, dyes and any other substance used to fulfil the purpose of the same or similar to that for which paint, pigments or dyes are used and generally carry on the business as manufacturers of and dealers in paints, dyes and pigments and as decorators and painters and

de peintures, teintures et matières colorantes, et comme décorateurs et peintres, et aucun commerce similaire qui peut être convenablement exercé conjointement avec iceux;

Manufacturer et faire le commerce de substances, articles et matériel traités ou décorés avec des peintures, teintures ou matières colorantes ou toute autre substance qui peut être utilisée pour tel traitement ou coloration;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre, ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, usine, fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients ou autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquels la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires ou à aucune compagnie dont aucune des actions est détenue par la compagnie;

any similar business which may be conveniently carried on in conjunction therewith;

To manufacture and deal in substances, articles or materials treated or decorated with paints, dyes or pigments or any other substance which may be used for such treatment or coloring;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, or resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any company any of whose shares are held by the company;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution de contrats par aucune telle compagnie ou corporation ou par aucune personne avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la Compagnie;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées les actions du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toute propriété réelle ou personnelle, achetée ou acquise par la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, tel qu'il pourra être résolu, au moyen de dividendes, bonus ou de toute autre manière jugée convenable, toute propriété ou tous biens de la compagnie ou tous procédés de la vente ou disposition de toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses encourues ou incidentes à la formation et à l'organisation d'icelle, ou que la compagnie considèrera être préliminaires;

Etablir des agences et succursales;

Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie;

Placer, entre les mains de la compagnie tous deniers qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie dans des actions ou valeurs de toute autre compagnie ou au moyen de prêts ou tel autre placement qui paraîtra propre

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any person with whom the Company has business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus or in any other manner deemed advisable, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

To establish agencies and branches;

To carry on all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

To invest any money in the hands of the company and not immediately required for the purposes of the company in shares or securities of any other company or by way of loan or such other investment as may appear advisable in the

aux intérêts de la compagnie, sous le nom de "Process Paints, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 300 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $1,500.00;

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

25 Sous-secrétaire de la Province.

"Rubin Bros., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1932, constituant en corporation: Louis Herman, Fred Bertrand, tous deux fleuristes, et Robert Gold, marchand, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce général de fleurs ou faire affaires comme fleuristes en qualité de grossistes, détaillants, manufacturiers, distributeurs, négociants, ou autrement, et généralement faire le commerce ou le trafic d'aucun et de tous produits des fleurs, de toute description, et produire, importer et exporter tous tels produits ou marchandises;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et vendre, améliorer, construire, modifier des propriétés immobilières ou autrement en disposer et en faire le trafic ou le commerce autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant aucun genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

interests of the company, under the name of "Process Paints, Limited";

The capital stock of the company is divided into 300 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $1,500.00.

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

26–o Assistant Provincial Secretary.

"Rubin Bros., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of September, 1932, incorporating: Louis Herman, Fred Bertrand, both Florists, and Robert Gold, Merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general floral or florist business as wholesalers, retailers, manufacturers, distributors, jobbers, or otherwise, and generally to deal or trade in any and all floral products of every description, and to produce, import and export all such products or merchandise;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tous ou d'aucun des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compa-

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and habilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privileges which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company to secure the payment of lonas or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in pay-

gnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Rubin Bros., Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de septembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
27 Sous-secrétaire de la Province.

"Standard Machine Shop, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1932, constituant en corporation: Jean-Paul Dupuy, étudiant en loi, majeur, Mesdemoiselles Caroline Pelletier et Myrtha Viau, filles majeures, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, négocier, importer et exporter et exercer le commerce de fabricants et marchands d'automobiles, vélocipèdes, bicycles, tricycles, motocyclettes, et autres machines et véhicules actionnés par des moteurs et propres à être conduits sur la route, engins, voitures et moyens de transport de toutes sortes, roues, rênes, pneus, pneumatiques et autres pneus flexibles et inflexibles et pneus sujets à perforation et pneus non sujets à perforation, écuanteurs, enveloppes et protecteurs pour pneus; et manufacturer, acheter, vendre, négocier, importer ou exporter du caoutchouc, articles en caoutchouc, coton, soieries, toile et autres tissus et étoffes, et leurs sous-produits, ou articles, produits et marchandises dans la fabrication ou la production desquels aucune des matières précitées est utilisée;

Solliciter, acheter, louer ou autrement acquérir, partiellement ou totalement, toutes inventions, projets, améliorations, modifications, procédés, méthodes, systèmes, noms de commerce et inventions, brevets, brevets d'invention, permis, concessions ou choses de même nature conférant ou, en ce qui les concerne, leur peuvent être conférés un droit exclusif ou limité de les utiliser ou un pouvoir exclusif ou limité d'empêcher les autres de se servir de toute invention qui peut être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, acquérir de toute manière des droits et demandes concernant les dits droits ou enregistrer et obtenir des demandes au sujet de tels droits,

ment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which this company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Rubin Bros., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of September, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
28-o Assistant Provincial Secretary.

"Standard Machine Shop, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1932, incorporating: Jean Paul Dupuy, student at Law, of the full age of majority, Misses Caroline Pelletier and Myrtha Viau, spinsters of age, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, deal in, import and export and carry on the business of manufacturers of and dealers in automobiles, cycles, bicycles, tricycles, motor-cycles, and other motor-driven road machines and vehicles, engines, carriages and conveyances of all kinds, wheels, reins, pneumatic and other flexible and inflexible and puncturable and non-puncturable tires, treads, tire casings and protectors; and to manufacture, buy, sell, deal in, import or export rubber, rubber goods, cottons, silks, linen and other textiles and fabrics and the by-products of any of the foregoing, or goods, wares and merchandise in the manufacture or production of which any of the foregoing are used;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire, in part or in whole, any inventions, devices, improvements, modifications, processes, methods, systems, trade names and devices, patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions or the like, conferring or with regard to which may be conferred exclusive or limited right to use, or exclusive or limited power to prevent others from using any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, to in any way acquire rights in and to applications for the said rights or to file and prosecute applications therefor with the proper authorities and to use, exercise, lease, sell or grant licenses in

avec les autorités compétentes, et utiliser, exercer, louer, vendre ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur les biens et droits ainsi acquis;

Faire l'expérience, émettre, découvrir, inventer, concevoir, expliquer ou développer toute idée ou invention concernant tout procédé, projet, machine, article ou dispositif se rapportant à l'industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou qui peut vraisemblablement être convenable pour ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie;

Rémunérer par le paiement en deniers et, avec l'approbation des actionnaires, en actions, obligations ou de toute autre manière, toute personne ou toutes personnes ou corporation ou corporations, pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

Exercer toute autre industrie que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité, d'une partie quelconque de l'industrie, des propriétés et engagements ou biens et de l'actif de tout individu, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux pour le paiement de leur prix d'achat;

Conclure toute convention ou arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques, ou la coopération avec toute personne, compagnie ou association formée ou sur le point d'exercer toute indutrie que ou devant être formée, exerçant cette compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie ou toute transaction nécessaires ou incidentes à l'exercice d'aucune des fins de cette compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie, pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Distribuer, en espèces ou autrement, au moyen de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies

respect thereof, or otherwise turn to account the property or rights so acquired;

To experiment upon, evolve, devise, invent, make, construct or develop any idea or invention in any process, device, machine, article or equipment relating to any business which the Company is empowered to carry on, or which may seem likely to be convenient for or to directly or indirectly enhance the value of the Company's property or rights;

To remunerate by payment in cash and, with the approval of the shareholders, instock, bonds or in any other manner, any person or persons or corporation or corporations, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the stock of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company, or in the conduct of the business;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions, or co-operation with any person, company or association formed or to be formed, carrying on or about to carry on any business which this Company is authorized to carry on, or any business or transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this Company;

To apply for, secure, acquire by the assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company, or in the manner prescribed by Art. 81 of the Quebec Companies' Act, any assets

de Québec tout actif de la compagnie entre ses membres et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer du commerce, des propriétés ou des entreprises de la compagnie, ou toute partie d'iceux, pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes sortes de réparations d'outils en acier ou en fer, instruments, machineries, automobiles, camions, pelles à vapeur en général et toutes sortes de machineries, outils ou instruments et fabriquer et vendre toutes sortes de pièces d'automobiles et aussi pièces métalliques pour toutes sortes de machineries; soudures et travaux de plomberie à l'acétylène et à l'électricité;

Payer à même le capital de la compagnie toutes dépenses en rapport avec et incidentes à l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Le bureau de direction de la compagnie sera composé de trois directeurs, à savoir, un président, un vice-président, un secrétaire, sous le nom de "Standard Machine Shop, Limited";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 398 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille dollars ($5,000.-00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
29–o Sous-secrétaire de la Province.

"Textile Converters, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de décembre, 1932, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, et Mona C. Deskin, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Commencer et entreprendre l'importation, l'exportation et la fabrication d'effets, articles et

of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all kinds of repairs of steel, or iron tools, instruments, machineries, automobiles, trucks, steam shovels in general to any kind machineries, tools or instruments and to manufacture and sell all sorts of automobile parts and also metal parts for any kind of machineries; acetylene and electric welding and plumbing works;

To pay out of the capital of the Company all expenses in connection with and incidental to the incorporation and organization of the Company;

To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

The Board of Directors will be composed of three directors, namely: a President, a Vice-President, a Secretary, under the name of "Standard Machine Shop, Limited".

The capital-stock of the company shall be divided into 398 shares without par or nominal value and the amount with which the company shall commence its operations will be five thousand dollars ($5,000.00),

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
30 Assistant Provincial Secretary.

"Textile Converters, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1932, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, Advocates, and Mona C. Deskin, *fille majeure*, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To enter upon and undertake the importing, exporting and manufacturing of goods, wares and

marchandises de toute nature, caractère et description, acheter et vendre ces marchandises, et faire un commerce d'importation, d'exportation et de fabrication en général; Exercer un commerce mercantile général comme importateurs et négociants de toutes sortes d'effets, articles et marchandises, en gros ou en détail, et au moyen de magasins, entrepôts, ateliers ou agences, dans tous tels endroits que la Compagnie croira être profitable et avantageux; Agir comme agents à commission ou agents de commerce en ce qui concerne toutes sortes de produits naturels, importés ou manufacturés, de toute nature et description, et acheter et vendre tous ces produits moyennant une commission, salaire ou autre considération légale; Agir et exercer le commerce de courtiers et agents en général pour l'achat et la vente de commodités marchandes de toute nature et description, et faire et conclure aucune et toutes sortes de contrats légaux en ce qui les concerne; Procurer, être propriétaire de, louer et exploiter des moulins et établissements de fabrication pour la production de commodités et produits marchands de toute nature et description, qui sont conformes à la loi ou soumis à une licence spéciale ou autre restriction, et en ce qui concerne tous ces articles ainsi soumis à des restrictions procurer, utiliser et disposer de telles licence, permis, franchise ou autre autorisation à ce faire, et au moyen d'aucun contrat valide et légal, et pour toute considération quelconque;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement tout commerce de même nature, y compris les machineries, le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et les autres accessoires et les payer en argent ou en actions entièrement libérées de la compagnie, au prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débentures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et de tous intérêts ou droits y afférents;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir exercer économiquement ou convenablement en rapport avec toute portion de l'industrie de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Souscrire, acheter ou acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce et disposer des obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé;

Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables, et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises ou toute autre compagnie, firme ou individu en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

Agir comme administrateurs ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exer-

merchandise of every kind, character and description, to buy and sell such goods, and to do a general import and export and manufacturing business; To carry on a general mercantile business as importers and dealers in all kinds of goods, wares and merchandise, whether wholesale or retail, and by means of stores, warehouses, shops or agencies in all such places as the company may deem to be profitable and advantageous; To act as commission or commercial agents in respect of all kinds of natural imported or manufactured products of every nature and description, and to buy and sell all such products upon a commission, salary or other lawful consideration; To act and carry on business as brokers and agents generally for the buying and selling of mercantable commodities of every kind and description, and to make and enter into every and all kinds of lawful contracts in respect thereof; to procure, own, lease and operate mills, and manufacturing establishments for the production of merchantable commodities and products of every kind and description, not prohibited by law or subject to special license or other restriction, and in respect of any such articles so restricted to procure, use and dispose of such license, permit, franchise or other authority for so doing, and by means of any good and lawful contract, and for any kind of consideration;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and to pay for same in cash, or fully paid up shares of the company, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immovable property, lands, warehouses, stores and buildings, and any interests or rights connected therewith;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

To subscribe for, purchase, or acquire, or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation, and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy, duly appointed;

To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company, and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking or any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any

çant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou toutes actions, titres, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'associer ou faire toute convention pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

Emettre, soit des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations, ou débentures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tout droit acquis par la compagnie, et rémunérer, soit en argent ou en actions, obligations, ou débentures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme et corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "Textile Converters, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de décembre, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
31 Sous-secrétaire de la Province.

"The Crystal Palace Theatre, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1932, constituant en corporation: Hector Dufort, comptable, Gilles Forget, courtier, et Jacques Paradis, gérant, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Construire des théâtres de vues animées, des salles de concert, des salles de danse, et tous édifices et travaux qui conviendront à ces fins; gérer, administrer les dits théâtres et autres édifices quand ceux-ci seront érigés; administrer les affaires en qualité de propriétaire et de gérant de théâtres et cinémas, et en particulier de pourvoir à la reproduction, représentation et l'exécution d'opéras, de vaudeville, de vues animées, d'opérettes, de burlesque, de ballets, de pantomimes, et d'autres concerts et d'autres représentations musicales et dramatiques;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir de toutes personnes, sociétés ou compagnies, tous biens réels et personnels, tous immeubles que la compagnie croira nécessaires ou désirables et de les payer en actions libérées ou débentures ou par tout autre mode de paiement qui conviendra à la dite compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, louer, hypothéquer, mettre en valeur ou autrement approprier la totalité ou toute partie des biens de la compagnie ou en disposer;

Acquérir à titre de firme active toute entreprise commerciale ayant pour objet des fins identiques et similaires et de les payer en actions libérées et non sujettes à appel du capital de la compagnie et d'en assumer, en outre, les dettes pour les prix,

similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, tranfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept, by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company, or corporation;

To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures, of the company, to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company and to remunerate, either in cash or in stock, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "Textile Converters, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
32-o Assistant Provincial Secretary.

"The Crystal Palace Theatre, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1932, incorporating: Hector Dufort, accountant, Gilles Forget, broker, and Jacques Paradis, manager, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To build moving-picture theatres, concert-halls, dance halls, and any buildings and works suitable for such purposes; to manage and administrate the said theatres and other buildings when erected; to carry on business as theatre and cinema owner and manager, and, in particular, to provide for the reproduction, performance and execution of operas, vaudeville, moving pictures, operettes, burlesques, ballets, pamtomimes, and other concerts and other musical and dramatic performances;

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire, from any persons, firms or companies, any real or personal property, any immovables which the company may deem necessary or desirable and to pay therefor with paid up shares or debentures or any other mode of payment which the company may deem expedient;

To sell, improve, manage, develop, lease, hypothecate, turn to account or otherwise deal with and dispose of the whole or any part of the company's property;

To acquire as a going concern any commercial undertaking having identical and similar purposes, and to pay therefor with paid-up non-assessable shares of the capital stock of the company, and, moreover, to assume the debts thereof

charges, clauses et conditions que les directeurs jugeront convenables;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Se fusionner avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Distribuer à même les bénéfices comme dividendes, aucun des biens de la compagnie en espèces ou nature, entre les membres et particulièrement des actions libérées, débentures, actions-débentures de toutes autres compagnies;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toutes autres compagnies ou entreprises, et à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables, experts ou agents;

D'effectuer tous actes, conventions, arrangements ou contrats avec les auteurs et propriétaires de représentations musicales et dramatiques, d'opéras, d'opérettes, de burlesque, de vaudeville, de ballets, pantomimes, de compositions musicales, de films silencieux, de films sonores et parlés ou avec toutes autres personnes pouvant disposer de droits similaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la province de Québec ou du Canada, que ces droits ou titres de propriétés susmentionnés proviennent d'aubains ou de races étrangères; d'effectuer tous arrangements ou conventions de quelque nature que ce soit avec les auteurs, les artistes et toutes autres personnes, pourvu que ces arrangements ou conventions ne soient pas immoraux ou contraires à l'ordre public;

D'opérer comme agent et propriétaires de théâtres, de salles de concert, de salles de danse, de gérance d'hôtel et de tous autres commerces qui conviendront à ces fins et qui seront jugés utiles et profitables aux intérêts et aux droits de la compagnie et ce, pour toutes et chacune des propriétés d'icelle;

D'emprunter des argents par tels montants, à tels taux d'intérêts et à tels termes et conditions qui seront jugés à propos;

D'exercer tous les pouvoirs corollaires à ceux qui font l'objet principal de la demande de la compagnie;

D'entrer en société avec toute compagnie ou personne pour le partage des intérêts et profits;

D'acheter des actions d'autres compagnies;

Que les pouvoirs mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "The Crystal Palace Theatre, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions communes de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
33-o Sous-secrétaire de la Province.

for such prices, charges, clauses and conditions as the Directors may deem expedient;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue notes to order, bills of exchange blls of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To amalgamate with any other companies having purposes in whole or in part similar to those of the company;

To distribute, out of the profits, as dividends, any of the company's property in specie or kind, among the members, and in particular paid-up shares, debentures, debenture-stock of any other companies;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any other companies or undertakings and for such purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants, experts or agents;

To effectuate any deeds, agreements, arrangements or contracts with the authors or owners of musical and dramatic performances, operas, operettes, burlesques, vaudeville, ballets, pantomimes, musical compositions, silent films, sound or talking films or with any other persons who may dispose of similar rights, both in and outside the Province of Quebec or Canada, whether such aforesaid rights or titles of ownership come from aliens or foreign races; to enter into any arrangements or agreements of any nature whatsoever with authors, artists and any other persons, provided that said arrangements or agreements be not immoral or contrary to public order;

To act as agent or owner of theatres, concert-halls, dance halls, hotel managements and any other businesses which may be suitable to such purposes and which may be deemed useful and profitable to the interests and rights of the company, and such for all and any of its properties;

To borrow money, in such amounts and on such terms and conditions as may be deemed expedient;

To exercise any powers ancillary to those forming the main purport of this incorporation;

To enter into partnership with any company or person for the sharing of interests and profits;

To purchase stock in other companies;

That the powers mentioned in each of the above paragraphs shall be neither limited nor restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "The Chrystal Palace Theatre, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
34 Assistant Provincial Secretary.

"The Montreal Eagle Club, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1932, constituant en corporation: Richard John Knox, rentier, de la cité d'Outremont, Jean-Baptiste Dupré, marchand, et Edward Moore, commis, tous deux

"The Montreal Eagle Club, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1932, incorporating: Richard John Knox, gentleman, of the City of Outremont, Jean Baptiste Dupre, merchant, and Edward Moore, clerk, both of the City of

de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Etre propriétaire de, organiser et exploiter un club dans le but de pourvoir aux moyens de récréation, instruction et amusement, avec ensemble des facilités éducationnelles et athlétiques pour les membres d'icelui et dans le but de promouvoir des objets athlétiques, sportifs et sociaux;

Promouvoir le bien-être des membres du club, avec pouvoir de faire et adopter les règlements, règles et règlementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres et l'imposition d'amendes, et pour la gouverne des membres; pour l'établissement de différentes classes de membres, pour la perception d'honoraires, redevances et amendes et de temps à autre modifier, révoquer, abroger, modifier, amender ou varier tels règlements, règles et règlementations ou aucun d'eux;

Acquérir par vente, location, échange ou autrement une maison de club ou tous autres terrains ou édifices requis pour aucun des objets du club et les maintenir, administrer, aménager et les fournir;

Emprunter de l'argent et garantir aucun tel prêt, soit par hypothèque ou tout autre privilège, charge ou servitude sur les propriétés mobilières ou immobilières du club, ou par l'émission d'obligations ou débentures;

Pourvoir et fournir des aliments, rafraîchissements et autres provisions ou marchandises requis par les membres du club et leurs invités fréquentant les locaux ou lieux de rassemblement du club, conformément aux dispositions de la loi;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres ou avec aucune firme, personne, personnes ou autre corporation, qui sembleront avantageuses pour les fins du club ou l'une quelconque des dites fins et obtenir de ces dites autorités, personne ou personnes, firme ou corporation tous les droits, privilèges et concessions que le club jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter ou émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, transférer, échanger, disposer, ou autrement aliéner l'entreprise du Club, ou toute partie d'icelle, pour telle considération que le club trouvera convenable, et en particulier, pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre corporation ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de la corporation;

Livrer et disposer de toutes propriétés, droits ou intérêts détenus, en espèce ou en nature, entre les membres, de la manière qui sera déterminée de temps à autres par les directeurs;

Détenir un permis pour la vente du vin, la bière, le porter et l'ale et avoir un permis autorisant le club à garder dans ses locaux de la liqueur alcoolique appartenant aux membres du club ou un autre permis, en vertu des dispositions de la Loi des Liqueurs Alcooliques de Québec et ses amendements;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

Faire toutes les choses susdites, soit comme principal ou agents et / ou avec un tiers ou autres qui peuvent être utiles à cette entreprise, sous le nom de "The Montreal Eagle Club, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,-

Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, organize and operate a club to provide means of recreation, instruction and amusement, together with educational and athletic facilities for the members thereof and for the purpose of promoting athletic, sporting and social objects;

To promote the welfare of the members of the club, with power to make and adopt by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members and the imposition of fines, and for the government of members; for the establishing of different classes of membership,for the collection of fees, dues and fines and from time to time to alter, repeal, rescind, modify, amend or vary such by-laws, rules and regulations or any of them;

To acquire by sale, lease, exchange or otherwise a club house or any other lands or buildings requisite for any of the objects of the club and to maintain, manage, equip, and furnish same;

To borrow money and secure any such loan, either by hypothec or by any other lien, charge or encumbrance on the moveable or immoveable property of the club, or by the issue of bonds or debentures;

To provide and supply food, refreshments and other provisions or goods required by members of the club and their guests frequenting the club's premises or places of meeting, in conformity with the provisions of the law;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise or with any firm, person, persons or other corporation, that may seem conducive to the objects of the club or any of them, and to obtain from any such authority, person or persons, firm or corporation, any rights, privileges and concessions which the club may deem desirable to obtain, and to carry on, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable or transferable instruments;

To sell, transfer, exchange, dispose of, or otherwise alienate the undertaking of the club, or any part thereof, for such consideration as the club may deem advisable, and in particular, for shares, debentures, or securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the corporation;

To deliver and dispose of any property, rights or interests held, in specie or kind, amongst the members, in such manner as may be determined upon by the directors from time to time;

To hold a license for the sale of wine, beer, porter and ale and authorizing the club to keep in its premises alcoholic liquor belonging to the members of the club, or other license, pursuant to the provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act and amendments thereto;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To do all the foregoing, either as principal or agents and / or in connection with third parties or others, who may be helpful to this enterprise, under the name of "The Montreal Eagle Club, Limited", with a total capital stock of ten

000.00), divisé en mille (1,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
35 Sous-secrétaire de la Province.

"York Bridge Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre, 1932, constituant en corporation, sans capital-actions: John Arthur Cochenthaler, vendeur, Richard Frank Botterell et John Manchester Payne, marchands, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir maintenir et conduire un Cercle Social pour fins de procurer à ses membres et à leurs amis du divertissement et de la récréation, attribuer à tels membres et à leurs amis tous privilèges, avantages et commodités dont on jouit habituellement dans un cercle, et promouvoir entre eux des relations amicales et sociales;

Promouvoir et organiser des jeux de toutes sortes, et louer, exploiter et exhiber aux membres du Cercle des vues animées, organiser des concerts, conférences et autres attractions de nature semblable;

Solliciter, obtenir et exploiter une licence pour la vente du vin, de la bière et autres breuvages en conformité avec les dispositions de la Loi des Liqueurs Alcooliques de Québec;

Promouvoir ou organiser, conduire et gérer une académie pour l'enseignement des jeux de cartes en général, et plus particulièrement le jeu connu sous le nom de Bridge;

Acquérir et détenir des propriétés immobilières qui pourront être nécessaires à ses fins et les vendre, louer, hypothéquer, grever et autrement les aliéner;

Adopter et décréter des règlements, règles et règlementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres et pour leur gouverne ainsi que pour l'administration et la direction générale des affaires du Club, pourvu, cependant, que le club puisse, de temps à autre, amender, modifier, révoquer et changer, en tout ou en partie, tels règlements, règles et règlementations;

Obtenir un revenu au moyen de prix d'entrée redevances annuelles et autres souscriptions ou cotisations et charges pour l'usage de la propriété du Club avec pouvoir d'établir différentes classes de membres et de déterminer leurs droits et privilèges;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation d'aucun des objets susdits, sous le nom de "York Bridge Club, Inc.";

Le montant auquel est limité le revenu annuel des propriétés immobilières que la corporation peut détenir, est de cinq mille dollars ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
37 Sous-secrétaire de la Province.

---

thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of a par value of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
36-o Assistant Provincial Secretary.

"York Bridge Club, Inc.".

Ngtice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1932, to incorporate as a corporation without share capital: John Arthur Cochenthaler, Salesman, Richard Frank Botterell and John Manchester Payne, both Merchants, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a Social Club for the purposes of amusement and recreation of its members and their friends, to provide for such members and their friends all privileges, advantages and accommodations generally received in a Club, and to promote friendly and social intercourse between them;

To promote and carry on games of all sorts, and to lease, operate and exhibit to the members of the Club moving pictures and organize concerts, lectures and other attractions of a like nature;

To apply for, obtain and operate a license for the sale of wine, beer and other beverages subject to the provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act;

To promote, organize, conduct and manage an Academy for teaching games of cards generally, and more particularly the game known as Bridge;

To acquire and hold the immoveable property that may be necessary for its purposes and to sell, lease, hypothecate, mortgage and otherwise alienate the same;

To adopt and enact by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members and for their government as well as for the administration and general management of the affairs of the Club provided, however, that the Club may from time to time amend, modify, repeal and alter in whole or in part such By-laws, rules and regulations;

To provide a revenue by means of admission fees, annual dues and other subscriptions or assessments and charges for the use of the property of the Club with power to establish different classes of members, and to determine their rights and privileges;

To do all other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "York Bridge Club, Inc."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is five thousand dollars ($5,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
38-o Assistant Provincial Secretary.

"Zinc Oxide Company of Canada, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de décembre 1932, constituant en corporation: Henri Geoffrion, courtier, Antoine Vanier, avocat, Melles Frances-Maude Kennedy, Marguerite-Célia Doherty et Eva-Thelma Norman, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

La fabrication et la vente de tous oxydes de métaux, la transformation et la vente de toutes matières et produits accessoires ou dérivés s'y rattachant et plus particulièrement l'oxyde de zinc;

Acheter et vendre des produits chimiques, minerais, minéraux, appareils, outils, machines, instruments et autres effets, denrées et marchandises que la compagnie croira utiles dans le cours de ses opérations;

Acquérir, louer, utiliser et exploiter des usines chimiques, usines d'essayage, usines hydrauliques, usines de broyage, fourneaux, moulins, fabriques, entrepôts, quais et autres travaux et commodités qui sont utiles pour la préparation et pour l'exploitation d'aucune des choses dont cette compagnie a l'autorisation de faire commerce, ou pour la poursuite de ses examens, enquêtes, rapports et opérations;

Développer des brevets, systèmes, usines et propriétés de toute nature et généralement faire et exécuter toutes sortes de travaux, et dans ce but, solliciter, obtenir, faire, parfaire et exécuter tous les contrats qui s'y rapportent;

Acheter, acquérir et développer des machineries, outils, appareils, instruments, effets, articles ou marchandises de toute nature et tous les matériaux ou articles qui sont requis ou qui peuvent servir en rapport avec ces travaux et les utiliser, vendre, importer, exporter, et les distribuer;

L'achat et l'exploitation de tous brevets canadiens qui pourraient être apportés à la compagnie par Monsieur Joseph-Marcel-Henri Cornillat;

La création, l'acquisition, la location, l'exploitation de toutes usines, de tous établissements et de tous dépôts de vente, agences et succursales;

Exploiter des carrières, des mines et terrains miniers, des limites à bois, des moulins à scie, des briqueteries, les sablières, les pulperies et les forces motrices; de construire ou acquérir des aqueducs et de les exploiter;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone et hydro-électriques, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Distribuer, en espèces ou autrement, au moyen de dividendes déclarés légalement à même les bénéfices de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée

"Zinc Oxide Company of Canada, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1932, incorporating: Henri Geoffrion, broker, Antoine Vanier, advocate, the Misses Frances Maude Kennedy, Marguerite Celia Doherty and Eva Thelma Norman, stenographers, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

The manufacture and sale of all metal oxides, the transformation and sale of all accessory or derivative matters or products connected therewith, and more particularly of zinc oxide;

To purchase and sell chemicals, ores, minerals, apparatus, tools, machines, instruments, and other goods, wares and merchandise which the company may deem useful in the course of its operations;

To acquire, lease, utilize and operate chemical and assaying works, hydraulic plants, crushing plants, kilns, mills, factories, warehouses, wharves and other works and commodities, which may be useful for the preparation and exploitation of anything which this company is authorized to deal in or for the carrying on of its investigations, researches, reports and operations;

To develop patents, systems, plants and properties of every kind, and generally to do and execute all kinds of works and for this purpose to apply for, obtain, enter into, perform, and execute any contracts connected therewith;

To purchase, acquire and develop machinery, tools, apparatus, instruments, wares, articles or merchandise of any kind, and any materials or articles required, or which may be of use in connection with such works, and to utilize, sell, import, export and distribute the same;

The purchase and exploitation of any canadian patents which may be brought to the company by Mr. Joseph Marcel Henri Cornillat;

The creation, acquisition, leasing, operating of any plants, establishments, sale depots, agencies and branches;

To exploit quarries, mines and mining lands, timber limits, saw-mills, brick-yards, sand-pits, pulp factories and motive power; to build or acquire waterworks and operate the same;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone and hydro-electrical lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the

pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la présente compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

La participation, sous toutes ses formes, dans toutes sociétés, syndicats, entreprises ayant un objet similaire ou utile à son développement;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus, sous le nom de "Zinc Oxide Company of Canada, Limited", avec un capital total de cent vingt mille dollars ($120,000.00), divisé en mille deux cents (1,200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
39-o Sous-secrétaire de la Province.

assets or liabilities of the company;

To acquire, purchase, lease, rent, sell, exchange or alienate in any manner any immovable property or real estate which the present company may deem necessary or useful in the carrying on of any of its businesses;

To participate in any manner in any partnership, syndicate, undertaking having a similar object or useful for the development thereof;

And generally, to participate in any industrial, commercial, financial, immovable or movable operations, directly or indirectly connected with the above purposes, under the name of "Zinc Oxide Company of Canada, Limited", with a total capital stock of one hundred and twenty thousand dollars ($120,000.00), divided into twelve hundred (1,200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
40 Assistant Provincial Secretary.

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 27 décembre 1932, et présentés avant le 31 janvier 1933, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 20 janvier 1933, et reçues avant le 25 janvier 1933, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 14 février 1933.

Québec, ce 27 octobre 1932.

Le greffier,
5905—44-11 L.-P. GEOFFRION.

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 27th December, 1932, and introduced before the 31st January, 1933, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 20th January, 1933, and received before the 25th January, 1933; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 14th February, 1933.

Quebec, 27th October, 1932.

L. P. GEOFFRION,
5906—44-11 Clerk.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que Messieurs Walter-J. Clarke, industriel, Charles Langevin, employé des chemins de fer du Canadien Pacifique, Ernest-H.-S. Woodside, employé de la Commission du Havre de Québec, Raymond Garneau, Courtier, C.-W. Wiggs, industriel, Mme A.-H. Cook, veuve de A.-H. Cook, J.-Gérald Coote, avocat, Jules Gingras, industriel, R.-H. Doddridge, industriel, et autres, tous de la cité de Québec et d'ailleurs et possédant des propriétés au Lac Saint-Joseph, dans les limites de la Municipalité de Sainte-Catherine, Comté de Portneuf, présenteront une pétition à la Législature de Québec, à sa prochaine Session, demandant qu'une loi soit passée, dans le but de séparer de la municipalité de Sainte-Catherine, seigneurie de Fossambault, Comté de Portneuf, le territoire connu comme place de villégiature sous le nom de Lac Saint-Joseph faisant partie du cadastre officiel de Sainte-Catherine, seigneurie de Fossambault, Comté de Portneuf et comprenant tous les lots complets riverains au

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Walter J. Clarke, manufacturer; Charles Langevin, employee of the Canadian Pacific Railways; Ernest H. S. Woodside, employee of the Quebec Harbour Commission; Raymond Garneau, broker; C. W. Wiggs, manufacturer; Mrs A. H. Cook, widow of A. H. Cook; J. Gerald Coote, barrister; Jules Gingras, manufacturer, R. H. Doddridge, manufacturer, and others, all residing in the city of Quebec and elsewhere, and owners of properties at Lake Saint Joseph, within the limits of the municipality of Sainte Catherine, county of Portneuf, will apply at the next Session of the Quebec Legislature to ask the granting of a law for the purpose of seperating from the municipality of Saint Catherine, Fossambault seigniory, county of Portneuf, the territory known as a summer resort under the name of Lake Saint Joseph, forming part of the official cadastre of Saint Catherine, Fossambault seigniory, county of Portneuf and comprising all lots bordering Lake Saint Joseph itself, also lots 459 and 460

Lac Saint-Joseph lui-même avec en plus les lots 459 et 460 de la VIième concession, lesquels lots ne sont pas riverains mais sont adjacents ou coupés par la route se rendant au Lac Saint-Joseph. Ce territoire comprendra les lots Nos 678 à 711 inclusivement du côté Nord-est du Lac Saint-Joseph; les lots Nos 712 à 728 inclusivement du côté nord-ouest du Lac Saint-Joseph connu sous le nom de Tête-du-Lac; les ots Nos 729 à 754 inclusivement du côté sud-ouest du Lac Saint-Joseph: Les lots Nos 755 et 756 également situés du côté sud-ouest du Lac Saint-Joseph et connu sous le nom de la baie Sewell; les lots Nos 466 à 461 inclusivement du côté sud-est du Lac Saint-Joseph, étant le point de départ; le lac lui-même et son lit comprenant ilôts constituant le dit territoire en municipalité de ville sous le nom de "Ville du Lac Saint-Joseph", selon la loi des Cités et Villes; et une municipalité scolaire distincte, le tout selon la loi de l'instruction publique, sous le nom de "Municipalité Scolaire de la Ville du Lac Saint-Joseph".

Québec, 7 décembre 1932.

Les avocats des Pétitionnaires,
COOTE, DE GUISE & DUSSAULT.

6777—51-4-o

Avis est par les présentes donné que la Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à la Loi 8, Edouard VII, chapitre 147 la constituant en corporation, de manière à préciser d'avantage ses droits et ses pouvoirs, et à augmenter la limite des biens immeubles qu'elle a droit de posséder, et de ratifier et valider un acte de fiducie qu'elle a consenti en faveur de Trust Général du Canada.

Daté à Joliette, ce 7e jour de décembre 1932.

L'agent,
ALBERT VALOIS.

6829—51-4-o

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Paiement de certains égouts; annexion de partie de la paroisse Saint-Laurent; remplacement du président du comité exécutif; remplacement du directeur des services; élections; droit de vote de certaines compagnies ou corporations, préparation et revision de la liste électorale; procès-verbaux du conseil; règlements: amendes, emprisonnement, colportage ou sollicitation, inspection des laiteries, gaz et appareils à gaz, kiosques pour la vente des journaux, numéros etc., de permis, permis de conducteurs de véhicules automobiles de louage, ouverture de tranchées dans les rues, distributeurs automatiques, véhicules automobiles à bandages pleins, stationnement des véhicules automobiles dans ruelles privées, bicycles ou bicyclettes, établissements de nettoyage et de teinturerie, clubs et cabarets de nuit; utilisation du fonds de réserve; emprunts: utilisation de certaine balance, agrandissement de l'hôtel de ville, renouvellement, escompte, inventaire de marchandises; taxes: date de paiement, eau, permis d'employés de colporteurs, compagnies d'assurance contre les incendies, prélevées par résolution, salles de danse, commerce par personnes de l'extérieur, courtiers et représentants de courtiers de l'extérieur, agents

of the VIth range, which lots are not bordering said lake, but are adjacent or cut by road leading to the Lake . Said territory will include lots Nos. 678 to 711 inclusively on the Northeast side of Lake Saint Joseph; the lots Nos. 712 to 728 inclusively on the Northwest side of Lake Saint Joseph, known as Head-of-the-Lake; the lots Nos. 729 to 754 inclusively, on the Southwest side of Lake Saint Joseph; the lots Nos. 755 and 756, equally situated on the Southwest side of Lake Saint Joseph and known as Sewell's Bay: the lots Nos. 466 to 461 inclusively, on the Southeast side of Lake Saint Joseph, being the starting point; the Lake itself and its bed, including islands, and to establish same in a town corporation under the name of "Town of Lake Saint Joseph",according to the provisions of the Cities and Towns Act, and in a distinct school munipality in accordance with the provisions of the Public Instruction Law,under the name of"Municipalité Scolaire de la ville de Lac Saint-Joseph".

Quebec, December 7th., 1932.

COOTE, DE GUISE & DUSSAULT,
Attorneys for applicants.

6778—51-4-o

Notice is hereby given that "La Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to the Act 8 Edouard VII, chapter 147 incorporating the said Corporation, in order to specify more exactly its rights and powers and to raise the limit of the immovable properties that it can legally own, and to ratify and validate a trust deed made by the said corporation in favour of "Trust Général du Canada".

Dated at Joliette, this 7th day of December 1932.

ALBERT VALOIS,
Agent.

6830—51-4-o

CITY OF MONTREAL

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the different acts amending the same, on the following matters:

Payment of certain sewers; annexation of part of the parish of Saint Laurent; replacement of the chairman of the executive committee; replacement of the director of departments; elections: right to vote of certain companies or corporations, preparation and revision of the electors' list; minutes of the Council; by-laws: fines, imprisonment, peddling or solicitation, inspection of dairies, gas or gas appliances, kiosks for the sale of newspapers, license numbers etc., licenses of conductors of motors vehicles for hire, excavations in the streets, slot machines, motor vehicles with non-pneumatic tires, parking of motor vehicles in private lanes, bicyles, cleaning and dyeing establishments; night clubs and cabarets; utilization of the reserve fund; loans: utilization of certain balance, enlargement of the city hall, renewal, discount, inventory of goods; taxes: date of payment, water, licenses of peddlers' employees, fire insurance companies, levied by resolution, dance-halls, trading by outsiders, brokers or representatives of brokers from outside of the province, collection agents, carriers, trucks transporting gasolene, etc., smoked meat establishments, boarding-houses for children, bottlers of aerated waters; sales of immovables by the

de recouvrement, rouliers, camions transportant gazoline etc., établissements de viandes fumées, pensions pour enfants, enbouteilleurs d'eau gazeuses; ventes d'immeubles par le shérif; expropriations; trottoirs; pavage; limitation d'évaluation *re* compagnies de chemin de fer; taxes scolaires sur immeubles appartenant à la cité; plan d'homologation: rue Prieur; rôles d'améliorations locales; mesures à l'effet de remédier au chômage; installation et inspection des chaudières à vapeur; fonds de pension; conduits souterrains; classification des rues; finances de la ville: budgets, comptabilité, subventions et allocations.

Le greffier de la cité,
J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du Greffier de la cité,
Hôtel de ville,
Montréal, 12 décembre 1932. 6831—51-4-o

ST. MARY'S MEMORIAL HOSPITAL.

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite par la "St. Mary's Memorial Hospital", à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi à l'effet d'amender la Charte du dit Hôpital (10 George V, Chap. 135) établissant que ses pouvoirs d'emprunter de l'argent et d'acquérir, détenir, aliéner et hypothéquer ses propriétés immobilières et nantir ses propriétés mobilières soient étendus.

Le 10 décembre 1932.

Les procureurs de la demanderesse,
PHELAN FLEET ROBERTSON & ABBOTT.
6833—51-4

Province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que les héritiers de la Succession de feu Eusèbe Labelle, en son vivant manufacturier, de la paroisse de Pont-Viau, s'adresseront à la Législature de Québec à la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de changer certaines dispositions testamentaires dudit feu Eusèbe Labelle pour augmenter le paiement en capital payable auxdits héritiers, augmenter aussi le paiement des revenus payables auxdits héritiers et leur faire des avances annuelles à même le capital, si nécessaire, et aussi pour payer à même le capital de ladite succession le coût d'améliorations et de réparations jugées nécessaires aux immeubles de la succession, et autres fins.

Montréal, le 7 décembre 1932.

Le procureur des requérants,
6835—51-4-o JOSEPH JEAN.

Avis est, par les présentes, donné que la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, d'adopter une loi amendant la Charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine, pour détacher l'Ile de la Poterie de la cité des Trois-Rivières, et l'annexer au territoire de la cité du Cap-de-la-Madeleine, et donnant au Conseil et aux Commissaires d'Ecoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine, le pouvoir de fixer, pour vingt ans, du 1er janvier 1933, l'évaluation des biens meubles et immeubles utilisés par la Consolidated Paper Corporation, Limited, Wayagamack Division, pour ses fins industrielles, dans l'Ile de la Poterie, à quatre millions de dollars ($4,000,000.00), pour toutes fins de taxes municipales ou scolaires; de révoquer, du 1er juillet 1933, la résolution des dits Commissaires d'Ecoles, fixant pour dix ans, du 1er juillet 1925, à trente mille dollars ($30,000.00), les taxes scolaires annuelles payables

sheriff; expropriations; sidewalks; pavings, limitation of valuation re: railway companies; school taxes on immovables belonging to the city; homologation plan: Prieur street; local improvement rolls; measures to alleviate unemployment; installation and inspection of steam-boilers; pension fund; underground conduits; classification of streets; city's finances: budgets, accounting, subsidies and allocations.

J. ETIENNE GAUTHIER
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.
Montreal, 12th December 1932. 6832—51-4-o

ST. MARY'S MEMORIAL HOSPITAL.

Public notice is hereby given that application will be made by St. Mary's Memorial Hospital, to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend the Charter of the said Hospital (10 George V, Chap. 135) by providing that its powers to borrow moneys and to acquire, hold, alienate and hypothecate its immovable property and pledge its movable property be enlarged.

December 10th., 1932.
PHELAN FLEET ROBERTSON & ABBOTT,
Attorneys for Applicant.
6834—51-4-o

Province of Quebec, district of Montreal.

Public notice is hereby given that the heirs of the Estate of the late Eusebe Labelle, in his lifetime manufacturer, of the parish of Pont Viau, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the passing of an Act for the purpose of changing certain testamentary provisions of the said late Eusebe Labelle, to increase the payment in capital payable to the said heirs, to also increase the payment of revenues payable to the said heirs and to make them annual advances out of the capital, if necessary, and also to pay out of the capital of the said Estate the costs for improvements and repairs deemed necessary to the immovables of the Estate, and for other purposes.

Montreal, December 7th., 1932.

JOSEPH JEAN,
6836—51-4 Attorney for applicants.

Notice is by these presents given that the city of Cap de la Madeleine, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act amending the Charter of the city of Cap de la Madeleine, for separating the Island de la Poterie from the city of Three Rivers, and annexing the same to the territory of the city of Cap de la Madeleine, and giving power to the Council and the School Commissioners of the city of Cap de la Madeleine, to fix, for twenty years, from the 1st. of January, 1933, the value of the moveables and immoveables used by the Consolidated Paper Corporation, Limited, Wayagamack Division, for its industrial purposes, in the Island de la Poterie, at four millions dollar ($4,000,000.00), for municipal or school taxation; to repeal, from the 1st. of July, 1933, the resolution of the said School Commissioners, fixing for ten years, from the 1st of July, 1925, to thirty thousand dollars

sur les biens meubles et immeubles détenus, pour fins industrielles, ci-devant par la St. Maurice Paper Co., Ltd., dans la cité du Cap-de-la-Madeleine, et maintenant par la dite Consolidated Paper Corporation, Limited, Wayagamack Division, et d'annuler toute convention basée sur ladite résolution; de substituer à ladite taxe annuelle, pour ladite période de treize ans, une évaluation fixe des dits biens de deux millions cinq cent mille dollars, ($2,500,000.00); d'autoriser ladite cité à emprunter, avec le consentement de ses contribuables et de la Commission des Affaires Municipales, et à affecter certaines sommes, à son expansion industrielle, à la construction d'une usine municipale, ou de bâtisses pour fins industrielles, et à l'établissement de nouvelles industries, dans son territoire.

Trois-Rivières, ce 12 décembre 1932.

Les procureurs de la requérante,
WILFRID GARIEPY,
J.-ALFRED CAMBRAY.

6849—51-4-o

Avis est, par les présentes, donné que les exécuteurs-testamentaires de feu Monsieur l'Abbé J.-Charles Boutet, en son vivant prêtre, curé retiré d'office, domicilié en la cité du Cap de la Madeleine, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir l'adoption d'une Loi interprétative de la clause 11° du testament du dit Abbé J.-Charles Boutet, reçu par Me J.-A. Villeneuve, notaire, le neuf juin mil neuf cent vingt-sept, No 2137 de ses minutes.

Trois-Rivières, 10 décembre 1932.

Pour les pétionnaires,
L'agent,
J.-A. TRUDEL

6851—51-4-o

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi pour entre autres fins les suivantes: changer le mode de l'imposition et du paiement des taxes de la commission scolaire, changer le mode de paiement des taxes scolaires arréragées, changer la qualification des électeurs, changer le mode des élections des commissaires d'écoles, exempter la commission scolaire de certaines taxes municipales, en particulier les taxes d'eau et celles de l'enlèvement de la neige, rémunérer les commissaires, et pour autres fins.

Verdun, 13 décembre 1932.

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun.
Le secrétaire,
R. E. MACKAY.

6905—51-4-o

La cité de Grand'Mère donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi confirmant un règlement adopté par la dite cité, afin de pourvoir à un emprunt de $60,000.00 ainsi qu'à un virement de $28,635.51, les deux dites sommes de $60,000.00 et $28,635.51 couvrant des travaux de chomage.

Pour les requérants,
DÉSILETS, ASSELIN & DESHAIES.

6907—51-4-o

Avis public est par les présentes donné que Dame Onésime Béchard, de Napierville, veuve de M. Zénon Béchard, en son vivant du même lieu, et Monsieur Armand Béchard, mécanicien, aussi de Napierville, s'adresseront à la Législa-

($30,000.00), the annual school taxes payable on the moveables and immoveables held, for industrial purposes, formerly by the St. Maurice Paper Co., Ltd., in the city of Cap de la Madeleine, and now by the said Consolidated Paper Corporation, Limited, Wayagamack Division, and to cancel all agreement based on the said resolution; to substitute to the said annual tax, for the said period of thirteen years, a fixed valuation of the same at two million five hundred thousand dollars ($2,500,000.00); to authorize the said city to borrow, with the consent of its rate payers and the Commission of Municipal Affairs, and to spend certain sums, for its industrial expansion, for the construction of a municipal or other building for industrial ends, and to the establishment of new industries, in its territory.

Three Rivers, this 12th. of December, 1932.

WILFRID GARIEPY,
J. ALFRED CAMBRAY,
Attorneys for the Petitioner.

6850—51-4-o

Notice is hereby given that the testamentary-executors of the late Reverend J. Charles Boutet, in his lifetime priest, ex-curate, of the city of Cap de la Madeleine, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain the adoption of a law interpreting the clause 11° of the last will and testament of said Reverend J. Charles Boutet, received by Me J. A. Villeneuve, notary, on the ninth day of June, nineteen hundred and twenty seven, No. 2137 of his originals.

Three Rivers, December 10th, 1932.

For the petitioners,
J. A. TRUDEL,
Agent.

6852—51-4-o

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of Verdun, in the county of Montreal-Verdun, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for, amongst other purposes, the following: change the mode of levying and of the payment of the taxes of the school commission, change the mode of payment of the arrears in school taxes, change the qualification of the electors, change the mode of the election for the school commissioners, exempt the school commission of certain municipal taxes, particularly, water taxes and taxes for removal of the snow, remuneration of the school commissioners and for other purposes.

Verdun, December 13th., 1932.

The School Commissioners for the municipality of Verdun, in the county of Montreal-Verdun.
R. E. MACKAY,
Secretary.

6906—51-4-o

The city of Grand'Mère gives notice that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to confirm a by-law adopted by the said city, to provide for a loan of $60,000.00 and also to provide for a change of appropriation concerning a sum of $28,635.51, both sums of $60,000.00 and $28,635.51 covering unemployment works.

DESILETS, ASSELIN & DESHAIES,
For the Petitioner.

6908—51-4-o

Public notice is hereby given that Mrs. Onésime Béchard, of Napierville, widow of the late Zénon Béchard, in his lifetime of the same place, and Mr. Armand Béchard, mechanician, of Napierville, will apply to the Legislature at its

ture à sa prochaine session pour obtenir une loi assurant les effets civils au mariage de la dite Dame Onésime Béchard, avec le dit Zénon Béchard, et validant leur contrat de mariage.

Québec, 19 décembre 1932.

Les procureurs des requérants,
SIROIS, SIROIS & LESAGE, notaires.

7071—52-4-o

Avis public est par le présent donné que la Corporation du Comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi pour valider les procédures suivies par le Conseil du Comté de Jacques-Cartier, en rapport avec l'élargissement, le redressement et le pavage en macadam bitumineux de la Montée Saint-Rémi, dans le Comté de Jacques-Cartier; pour faire déclarer que la proportion du coût de ces travaux qui n'a pas été fournie par le Gouvernement de la Province est à la charge des municipalités de la paroisse de la Pointe-Claire et de Dollard-des-Ormeaux et, que la Corporation de Dollard-des-Ormeaux est tenue de payer et rembourser à la Corporation du Comté de Jacques-Cartier pour sa part du coût desdits travaux la somme de $4,000.00 avec intérêts accrus, et pour autres fins.

Montréal, le 20 décembre 1932.

Les procureurs de la Corporation du Comté
de Jacques-Cartier,
PELLETIER & SYLVESTRE.

7075—52-4-o

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Canadian International Paper Company" s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander que la charte de la cité des Trois-Rivières soit amendée de manière à rendre plus claire l'interprétation de la loi et des règlements relatifs à la taxe de drainage payable par cette compagnie.

Trois-Rivières, 21 décembre 1932.

Les avocats de "Canadian Internationl
Paper Company,
BUREAU: BIGUÉ, GOUIN, GIRARD &
PROVENCHER.

7093—52-4-o

Avis est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte concernant les rôles d'évaluation et de cotisation et les pouvoirs d'emprunt des municipalités sous sa juridiction, la répartition de taxes foncières spéciales sur tous les immeubles situés dans ces municipalités pour payer le coût des pavages, des conduites d'eau, des égouts et des trottoirs, et pour l'organisation et le maintien de services de protection contre les incendies et de police, pour tous les travaux d'améliorations locales, avec pouvoir de refaire ou modifier les rôles déjà existants en rapport avec ces taxes, concernant l'intérêt des emprunts faits par la Commission et la répartition des charges de la Commission sur les municipalités intéressées, et pour autres fins.

Montréal, le 20 décembre 1932.

Les procureurs de la requérante,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.

7187—53-4-o

Avis est par les présentes donné qu'une application sera faite à la présente session de la Législature de la province de Québec pour amender la charte de la "Quebec Labrador Railway Com-

next session for the passing of an act establishing the civil effects of the marriage of the said Mrs. Onésime Béchard with the said late Zénon Béchard, and of their marriage contract.

Quebec, December 19th, 1932.

SIROIS, SIROIS & LESAGE, Notaries,
For the petitioners.

7072—52-4-o

Notice is hereby given that the Corporation of the County of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to validate the procedures followed by the County-Council of Jacques-Cartier, respecting the enlarging, straightening and paving in bituminous macadam of "Montée Saint-Rémi", in the County of Jacques-Cartier; to have it declared that the proportion of the cost of these works, which was not supplied by the Government of the Province, shall be paid by the Municipalities of the Parish of Pointe-Claire and of Dollard-des-Ormeaux, and that the Corporation of Dollard-des-Ormeaux is bound to pay and reimburse the Corporation of the County of Jacques-Cartier for its share of the cost of said works, the sum of $4,000.00, with accrued interest, and for other purposes.

Montreal, December 20, 1932.

PELLETIER & SYLVESTRE,
Attorneys for the Corporation of the County
of Jacques-Cartier.

7076—52-4

Notice is hereby given that the Canadian International Paper Company will apply to the Legislature, at its next session, to have the charter of the City of Trois Rivières amended in such a way as to render more clear the interpretation of the law and by-laws relating to the drainage tax payable by this Company.

Trois-Rivières, December 20th, 1932.

BUREAU, BIGUÉ, GOUIN, GIRARD &
PROVENCHER,
Solicitors for Canadian International
Paper Company.

7094—52-4-o

Notice is hereby given that the Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter concerning the valuation and assessment rolls and the borrowing power of the municipalities under its control, special assessment on all immoveable properties situated in those municipalities to pay the cost of paving, water mains, sewers and sidewalks, and for the organization and maintenance of systems for fire and police protection, as well as for all works or local improvements, with power to make new rolls or modify the existing rolls in connection with those taxes, concerning the interest on loans made by the Commission and the apportionment among the various municipalities of its expenses and other charges, and for other purposes.

Montreal, December 20th., 1932.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Solicitors for petitioner.

7188—53-4-o

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act amending the Charter of the "Quebec La-

pany", de manière à étendre à huit ans le délai pour commencer la construction et à quinze ans le délai pour la finir.

Québec, le 24 décembre 1932.

Le secrétaire,
ROBERT PEEBLES KERNAN.

7189—53-4-o

Avis est par les présentes donné que le bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi afin de lui permettre d'emprunter différentes sommes jusqu'à concurrence de $300,000.00 pour la construction de nouvelles écoles.

Sherbrooke, ce 23 décembre 1932.

Les procureurs du requérant,
PANNETON & BOISVERT.

7211—53-4-o

Avis est par les présentes donné que Alice Martel, dite Sœur Marie-de-Jésus-Hostie, Marie Allard, dite Sœur Marie de Saint-Dominique, Corinne Boudreault, dite Sœur Marie de Sainte-Agnès, Odile Tremblay, dite Sœur Marie-du-Calvaine, Joséphine Gnanac, dite Sœur Marie de Saint-Michel, toutes de la cité de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill constituant en corporation "La Congrégation des Sœurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi", avec les pouvoirs d'acquérir, aliéner, posséder des biens, plaider, contracter, s'obliger et obliger les autres envers elle, de faire tous les actes et exercer tous les droits qui lui sont nécessaires pour atteindre le but de sa destination, et aussi amendant et modifiant la loi 11, Geo. V, Chapitre 152.

Le procureur,
EUDORE BOIVIN, C. R., avocat.

Chicoutimi. 7213—53-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Eastern Canadian Union Conference Corporation of Seventh-Day Adventists, corps politique et incorporé en vertu du Chapitre 56 de George V, Statuts du Canada pour l'année 1916, présentera, à la prochaine Session de la Législature de la province de Québec, la requête du Révérend Maynard Vernon Campbell, président de la Quebec Association of Seventh-Day Adventists et autres, demandant la passation d'un acte autorisant la dite corporation de continuer leur ouvrage religieux à travers la province de Québec et leur accordant tous pouvoirs utiles pour l'accomplissement de leur travail, entre autres de garder des régistres de l'Acte Civil et exercer en rapport avec ces derniers tous pouvoirs civils appartenant aux ministres de congrégations religieuses, le droit d'imprimer et de vendre des ouvrages religieux dans la province de Québec et le droit de vendre et d'hypothéquer des lots de terre nonobstant toute loi à ce contraire.

Daté à Montréal, ce 27ième jour de décembre 1932.

L'agent et procureur des requérants,
HOWARD S. ROSS.

10 rue Saint-Jacques ouest,
Montréal. 7215—53-4-o

LA CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

La cité de Salaberry de Valleyfield donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sacharte la Loi 22 Georges V, chapitre 111, aux fins d'obliger la dite

brador Railway Company", in order to increase to eight years the limit of time for beginning construction and to fifteen years the limit of time to finish it.

Quebec, December 24th., 1932.

ROBERT PEEBLES KERNAN,
Secretary.

7190—53-4-o

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act allowing it to borrow different sums of money to the extent of $300,000.00 for the building of new schools.

Sherbrooke, December 22rd., 1932.

PANNETON & BOISVERT,
Attorneys for the applicant.

7212—53-4

Notice is hereby given that Alice Martel, in religion Sister Marie de Jesus Hostie, Marie Allard, in religion Sister Marie de Saint Dominique, Corinne Boudreault, in religion Sister Marie de Sainte Agnes, Odile Tremblay, in religion Sister Marie du Calvaire, Josephine Gnanac, in religion Sister Marie de Saint Michel, all of the city of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill, incorporation as a corporation "La Congrégation des Sœurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi", with powers to acquire, alienate, own property, sue, contract, obligate itself and obligate others towards it, to do all acts and exercise all rights which it may think necessary for the attainment of the purposes for which it is incorporated, and also to amend and modify the Act 11, Geo. V., Chapter 152.

EUDORE BOIVIN, K. C., Advocate,
Attorney.

Chicoutimi. 7214—53-4

Public notice is hereby given that Eastern Canadian Union Conference Corporation of Seventh-Day Adventists, a body politic and corporate by virtue of Chapter 56 of George V, Statutes of Canada for the year 1916 will, at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, present the petition of Reverend Maynard Vernon Campbell, President of The Quebec Association of Seventh-Day Adventists and others asking for the passing of an Act authorizing the said corporation to carry on religious work throughout the Province of Quebec and granting them all useful powers for the accomplishment of their work, including among others keeping registers of Civil Status and exercising in relation thereto all other civil powers appertaining to ministers of religious congregations, the right to print and sell religious literature in the Province of Quebec and the right to sell or hypothecate land notwithstanding the mortmain laws and other relevant matters.

Dated at Montreal, this 27th. day of December, 1932.

HOWARD S. ROSS,
Agent and Solicitor of the Petitioners.

10 Saint James Street West,
Montreal. 7216—53-4-o

THE CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD

Notice is hereby given that the city of Salaberry de Valleyfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for certain amendments to its charter, Act 22 Georges V, chapter 111, for the purpose of obligating

cité à procéder par le vote secret lorsqu'elle soumettra aux électeurs, y compris les électeurs propriétaires ou fonciers, l'approbation de règlements ou résolutions qui doivent être approuvés soit en nombre seulement, soit en nombre et en valeur.

Salaberry de Valleyfield, ce 24 décembre 1932.

Le greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield,
CHARLES CODEBECQ.

7253—53-4-o

Avis est par les présentes donné qu'une application sera faite, à la prochaine session de la Législature de Québec, pour la passation d'une loi autorisant les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de Saint-Féréol, dans le comté de Montmorency, à fixer le montant total des taxes scolaires de toutes les propriétés imposables de Quebec Power Company, et pour confirmer et ratifier une résolution passée par les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de Saint-Féréol, dans le comté de Montmorency, et un contrat intervenu entre les dits Commissaires d'Ecoles et Quebec Power Company; et autres fins.

Québec, 27 décembre 1932.

"QUEBEC POWER COMPANY".

7263—53-4-o

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lévis s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte pour les fins suivantes:

Pour soumettre la cité à l'article 64 de la loi des cités et villes; pour amender, quant à elle, les paragraphes 10 et 11 de l'article 469, l'article 526 l'article 526 de la loi des cités et villes et ajouter deux articles nouveaux après l'article 526-B de la loi des cités et villes, tel qu'édicté pour la cité, les dits amendements et additions référant aux taxes de commerce que la cité peut imposer sur différents commerces; et pour autres fins.

Québec, ce 29ème jour de décembre 1932.

Le procureur de la cité de Lévis,
V.-A. DE BILLY.

7265—53-4-o

Canada, Province de Québec, la corporation de la cité des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières.

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la cité des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander que sa charte soit amendée concernant les matières suivantes: Le pouvoir de passer des règlements pour obliger les propriétaires à démolir des bâtiments en partie détruits dont l'aspect serait contraire à l'esthétique; le mode de fixer la valeur réelle des immeubles au rôle d'évaluation; l'expropriation de terrains pour l'élargissement de rues et autres fins; la perception de la taxe scolaire; l'imposition d'une taxe spéciale sur les locataires et l'obligation de la payer pour avoir droit de vote aux élections municipales; pour autoriser la Cité à contracter différents emprunts; la rémunération du maire; la présidence des commissions permanentes.

Trois-Rivières, P. Q., 28 décembre 1932.

Le greffier,
ARTHUR BELIVEAU.

7267—53-4-o

Avis est par les présentes donné que les Syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt, corporation légale ayant sa place d'affaires dans la paroisse de Saint-David d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, s'adresseront à la Légis-

the said city to proceed by secret ballot when submitting to the electors, including electors who are property or real estate owners, the approval of By-laws or Resolutions which must be approved either in number only or in number and value.

Salaberry de Valleyfield, this 24th of December, 1932.

CHARLES CODEBECQ,
Clerk of the city of Salaberry de Valleyfield.

7254—53-4

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of Quebec, for the passing of an Act authorizing the School Commissioners of the Municipality of Saint-Féréol, in the County of Montmorency, to fix the total amount of School Taxes on all the taxable property of the Quebec Power Company, and to confirm and ratify a resolution passed by the School Commissioners for the municipality of Saint Fereol, in the County of Montmorency, and a contract passed between the said School Commissioners and the Quebec Power Company; and for other purposes.

Quebec, December 27, 1932.

"QUEBEC POWER COMPANY".

7264—53-4

Public notice is hereby given that the City of Levis will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter for the following purposes:

To subject the city to article 64 of the Cities and Towns' Act; to amend, as regards said city, paragraphs 10 and 11 of article 469, article 526 of the Cities and Towns' Act and to add two new articles after article 526-B of the Cities and Towns' Act, as enacted for the city, the said amendments and additions referring to business tax which the city may impose on various trades, and for other purposes.

Quebec, this 29th day of December, 1932.

V. A. DE BILLY,
Attorney for the city of Levis.

7266—53-4

Canada, Province of Quebec, the corporation of the city of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

Notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières, will apply to the Legislature, at its next session, for amendments to its charter, respecting the following matters: the power of passing regulations to oblige proprietors to demolish partly destroyed buildings the aspect whereof may be contrary to esthetics; the manner of fixing the real value of immovables on the valuation roll; the expropriation of lands for the widening of streets and other purposes; the collection of School taxes; the imposing of a special tax on tenants and the obligation of paying the same to be entitled to vote in the municipal elections; to authorize the City to contract different loans; the remuneration of the mayor; the presidency of permanent commissions.

Trois-Rivières, P. Q., December 28, 1932.

ARTHUR BELIVEAU,
Clerk.

7268—53-4

Notice is hereby given that the Trustees of the Parish of Saint David d'Estcourt, a body politic and corporate, having its place of business in the Parish of Saint David d'Estcourt, in the County of Temiscouata, will apply to the Legislature

lature de la Province de Québec pour lui demander d'adopter une loi ratifiant une entente intervenue entre eux et la Congrégation du Très Saint-Rédempteur et pour toutes autres fins.

Rivière-du-Loup, 28 décembre 1932.

Le procureur des requérants,
ALEX. MICHAUD.

7275—53-4-o

of the Province of Quebec, for the passing of an Act ratifying an agreement made between them and the "Congrégation du Très Saint-Rédempteur", and for all other purposes.

Rivière-du-Loup, December 28, 1932.

ALEX. MICHAUD,
Attorney for the Applicants.

7276—53-4

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-deux, et de Notre règne le vingt-troisième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie, Québec,
L.-P GEOFFRION.

5907—44-11

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

H. G. CARROLL.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY SEVENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty two and in the twenty third year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

5908—44-11

Minutes de notaire

Québec, le 12 décembre, 1932.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Gérald Robert, notaire, demeurant en la cité d'Outremont et pratiquant à Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire L.-A. Dumesnil, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

6819—51-5-o

Notarial Minutes

Quebec, December 12, 1932.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Gerald Robert, notary, residing in the city of Outremont, and practising at Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Notary L. A. Dumesnil, in his lifetime notary, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

6820—51-5

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for the admission to the study of the law.

Examens de janvier 1933.—Examinations of January, 1933.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	— Remarks
Dagneau	Geo.-Henri	21	Québec.	
Drouin	Henri	20	Amos.	
Hudon	Phil.-Auguste	43	Chicoutimi.	
Lambert	Thomas	25	Bienville.	
Laflamme	René	20	Lévis.	
Provencher	Jean-Paul	25	Québec.	
St-Laurent	Jos.-Emile	22	Québec.	
Labrecque	Alexandre-A	18	Québec	Brevet de Lettres.
Lavigueur	Armand	25	Québec	Brevet de Lettres.

Québec, ce 24 décembre, 1932.—Quebec, December 24th, 1932.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
PAUL LESAGE,
Secretary of the Bar of Quebec.

7197-98—53-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for the admission to the practice of law.

Examens de janvier 1933.—Examinations of January, 1933.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Drouin	Jacques	26	Québec.
Power	Gavan	24	Québec.

Québec, ce 24 décembre 1932.—Quebec, December 24th, 1932.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
PAUL LESAGE,
Secretary of the Bar of Quebec.

7199—7200—53-2-o

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE RICHELIEU—SECTION OF RICHELIEU

Aspirant à la pratique du droit.—Candidate to the practice of law.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Paquin	Rosaire	29	St-Robert.

Saint-Jean, 23 décembre 1932.—Saint John's, December 23rd, 1932.

Le secrétaire du Barreau de Richelieu,
MAURICE J. DEMERS,
Secretary of the Bar of Richelieu.

7201-02—53-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 10 janvier 1933.—Examinations, January 10th, 1933.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
1.—Bacon	Zénon	22	Montréal	Collèges Sudbury et Joliette.
2.—Cain	W. B	34	"	Prof. de Boissieu.
3.—Challies	G. S	22	"	Univ. McGill.
4.—Cordeau	G	22	"	College Bréboeuf.
5.—Dunn	G	27	"	Séminaire de Québec et collège Sainte-Marie.
6.—Gagnon	Maurice	20	"	Univ. d'Ottawa et de Montréal.
7.—Geoffrion	Jacques	27	"	Académie Roussin et prof. Lévesque.
8.—Landry	C	24	Joliette	Col. Joliette & Rigaud.
9.—Larose	Paul	21	Montréal	Col. Sainte-Marie & Bréboeuf.
10.—Laureys	J. L	19	"	McGill Univ.
11.—Lefebvre	Bernard	24	"	Sémin. de Montréal.
12.—Letendre	G	26	"	Col. Sainte-Marie & Montréal.
13.—Mondor	R. E	21	"	Col. de l'Assomption.
14.—Kauffman	B	26	"	McGill University.
15.—O'Connor	J. B	22	"	St. Leo's School & Loyola.
16.—Painchaud	Marcel	20	"	Col. de Montréal & Sainte-Marie.
17.—Plouffe	Rolland	19	"	Col. Sainte-Thérèse & Bréboeuf.
18.—Quinlan	C. G	23	"	Loyola College.
19.—Santoire	R	30	"	Col. de Valleyfield et de Montréal.
20.—Schaefer	S. L	31	"	Univ. McGill & Montréal.
21.—Solomovitch	H	18	"	Baron Byng High School.
22.—Spence	R	20	"	Catholic High School & prof. Levesque.
23.—Stein	A. L	24	"	Univ. McGill & Montreal.
24.—Wolfson	C	28	"	McGill University.
25.—Berger	E. M	19	"	Lisgar Coll. Ottawa.
26.—Létu	Jean	23	" l	Collèges Sainte-Marie et Saint-Laurent
27.—Paquin	Maurice	21	" l	Collège de Montréal.

Montréal, le 27 décembre 1932—Montreal, December 27th, 1932.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
JONATHAN ROBINSON,
Secretary of the Bar of Montreal.

7219—53-2-o—7220—53-2

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens du 10 janvier 1933.—Examinations, January 10th, 1933.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence Residence
1.—Aubuchon	P. M	26	Montréal.
2.—Bannon	J. M	27	"
3.—Berlin	S. S	23	"
4.—Coblentz	M	24	"
5.—Cohen	I. D	25	"
6.—Côté	P.-E	23	"
7.—Décarie	J.-J	24	"
8.—Déeary	Hercule	25	"
9.—Dorsey	L. M	27	"
10.—Freedman	Louis	27	"
11.—Gagnon	L.-P	23	"
12.—Genser	N. N	28	"
13.—Ginsberg	Hilliard	25	"
14.—Giroux	C.-E	30	"
15.—Hébert	René	26	"
16.—Loranger	Jean	22	"
17.—Millette	R.-A	26	"
18.—Shapiro	T. H	27	"
19.—Schwisberg	C. E	25	"
20.—Zaitlin	A. H. J	23	"
21.—Herman	M. C	24	"
22.—Lattoni	L	57	"
23.—Slapack	Max	24	"

Montréal, le 27 décembre 1932.—Montreal, December 27th, 1932.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
JONATHAN ROBINSON,
Secretary of the Bar of Montreal.

7221—53-2-o—7222—53-2

Lettres Patentes Supplémentaires

"Henry Gatehouse & Son, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour de décembre 1932, à la compagnie "Henry Gatehouse & Son, Inc.", augmentant ses pouvoirs comme suit, à savoir:

Exercer toute autre industrie soit manufacturière ou autrement, que la compagnie croira capable d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains et propriétés immobilières ou intérêts en iceux, avec ensemble toutes bâtisses ou constructions qui peuvent être érigées sur lesdits terrains ou propriétés immobilières ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, grever ou hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions qui sont actuellement et qui peuvent être, à l'avenir, érigées sur iceux et prendre pour iceux telle garantie de la manière qui semblera nécessaire, et prendre ou détenir des mortgages ou hypothè-ques pour toute balance impayée du prix d'achat sur aucun des terrains, propriétés immobilières, bâtisses ou constructions ainsi vendus et vendre ou autrement disposer de tels mortgages ou hypothèques;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits et dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques et autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement toute personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compa-

Supplementary Letters Patent

"Henry Gatehouse & Son, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1932, to the Company "Henry Gatehouse & Son, Inc.", increasing its powers as follows, to wit:

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands and immoveable property or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or immoveable properties, or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or hypothecate or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon and to take such security therefor as may be deemed necessary, and to take or hold mortgages or hypothecs for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, immoveable properties, buildings or structures so sold and to sell or otherwise dispose of such mortgages or hypothecs;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits and expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions and otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares of stock or other security of and in any other companies having objects altogether or in part similar to those of the company, or

gnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Louer, vendre ou autrement disposer de l'entreprise, du commerce, de la propriété et des biens de la compagnie ou toute partie d'iceux pour telle considération que la compagnie croira convenable et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Etablir des agences et succursales;

Faire toutes telles autres choses qui sont avantageuses ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, et faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
41 Sous-secrétaire de la Province.

carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To lease, sell or otherwise dispose of the undertaking, business, property and assets of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To establish agencies and branches;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
42–o Assistant Provincial Secretary.

"Student Treasure Tours, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-septième jour de décembre 1932, changeant le nom de, la compagnie "European Treasure Tours, Inc." en celui de "Student Treasure Tours, Inc."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
43–o Sous-secrétaire de la Province.

"Student Treasure Tours, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1932, changing the name of the company "European Treasure Tours, Inc." to that of "Student Treasure Tours, Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
44 Assistant Provincial Secretary.

"Woodward Press, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46, 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de décembre 1932, à la compagnie "Woodward Press, Incorporated", ratifiant un règlement de la compagnie comme suit, savoir:

Que le capital de la dite "Woodward Press Incorporated", qui consiste actuellement en quatre mille (4000) actions sans valeur au pair,

"Woodward Press, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 46, 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1932, to the company "Woodward Press, Incorporated", ratifying a By-law of the company as follows, to wit:

To have the capitalization of the said "Woodward Press, Incorporated", which now consists of four thousand (4000) shares of no par value,

soit réduit de mille (1000) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune, le montant du capital de la dite compagnie "Woodward Press, Incorporated" sera de dix mille ($10,000.00) dollars, divisé en mille (1000) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
45 Sous-secrétaire de la Province.

reduced to one thousand (1000) shares of the par value of ten dollars ($10.00) each, the amount of the capitalization of the said "Woodward Press, Incorporated", to be ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of the par value of ten dollars ($10.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the thirteenth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
46–o Assistant Provincial Secretary.

Assurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHARITABLE

Avis est par le présent donné que la "Maison de Charité Bonsecours" a obtenu le permis et est enregistrée pour faire des affaires de société charitable au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants ou d'atteindre d'autres objets analogues.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 21ième jour de décembre, 1932.

Pour le trésorier de la Province.
L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q. 7175—53-2-o

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION

Notice is hereby given that the "Maison de Charité Bonsecours" has been licensed and registered as charitable association for the purposes, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts, donations from its members or from the public, of making provision for those afflicted by sickness, accident or reverses of fortune, and for widows and orphans or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children, or for the purpose of attaining any other similar object.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this 21st day of December, 1932.

For the Treasurer of the Province,
J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q. 7176—53-2-o

Avis divers

"THE MACKAY REALTY INCORP'D".

Extrait d'un Règlement de la compagnie

Que le bureau de direction soit et il est par les présentes, augmenté de trois à quatre membres.

Le 12 décembre 1932.

Le secrétaire,
51 S. B. GORDON.

"THE CORKOTILE LINOLEUM COMPANY, LIMITED".

Extrait d'un Règlement de la compagnie

Que le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de quatre à trois membres.

Montréal, le 17e jour de décembre 1932.

Le secrétaire,
53 J.-A.-E. MONTMINY.

Miscellaneous Notices

"THE MACKAY REALTY INCORP'D".

Extract from a By-law of the Company

That the Board of Directors be and the same is hereby increased from three to four members.

December 12th., 1932.

S. B. GORDON,
52–o Secretary.

"THE CORKOTILE LINOLEUM COMPANY, LIMITED".

Extract from a By-law of the Company.

That the number of Directors of the Company be reduced from four to three members.

Montreal, 17th day of December, 1932.

J. A. E. MONTMINY,
54–o Secretary.

Bureaux-chef

Province de Québec, District de Montréal.

"CAUGHNAWAGA QUARRY, LIMITED".

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Caughnawaga Quarry, Limited", incor-

Chief Offices

Province of Quebec, District of Montreal.

"CAUGHNAWAGA QUARRY, LIMITED".

Notice is hereby given that "Caughnawaga Quarry, Limited", incorporated by letters patent

porée par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec le 1er septembre, 1932, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 3650 rue Armand, Rosemont, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montreal, ce 30 décembre, 1932.

Le président,
55–o J.-A. LEMAY.

"DAN J. BAHEN, LIMITED".

Avis est par les présentes donné que la "Dan J. Bahen Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec le 28ième jour de novembre 1932, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau-chef à 1389, rue Notre-Dame Ouest, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté en la cité de Montréal, Québec, ce vingt-huitième jour de décembre 1932.

Le secrétaire,
57 JAMES L. FOLEY.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 1st September, 1932, and having its head office at the city of Montreal, has established its office at 3650 Armand Street, Rosemount, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 30th day of December, 1932.

J. A. LEMAY,
56–o President.

"DAN J. BAHEN, LIMITED".

Notice is hereby given that "Dan J. Bahen, Limited", incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 28th day of November 1932, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 1389 Notre Dame Street West in the city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the city of Montreal, Quebec, this 28th day of December, 1932.

JAMES L. FOLEY,
58–o Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 1449-32.

Québec, le 3 janvier 1933.

Demande est faite: 1) De détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Suzanne-de-Boundary-Line, comté de Stanstead, les lots primitifs 11 à 17 inclusivement des rangs 3 et 4 du canton de Barford;

2) De détacher de la municipalité scolaire de Dixville, comté de Stanstead, les lots primitifs 11 à 17 inclusivement du rang 5 et la moitié sud des lots primitifs 12 à 17 inclusivement du rang VI, du même canton;

3) D'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "La Municipalité scolaire catholique de Dixville", comté de Stanstead.

91—1–2–o

No 22–29.

Québec, le 19 décembre 1932.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, ont laissé passer une année sans avoir d'école en opération dans leur dite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école, conformément à la loi; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la "Gazette Officielle" de Québec, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en conseil que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclaré dissoute dans le délai indiqué 110 des S. R. Q., 1925, (ch. 133).

Le Surintendant de l'Instruction publique,
7029—52–3–o CYRILLE-F. DELAGE.

Department of Education

No. 1449-32.

Quebec, January 3, 1933.

Application is made: 1) To detach from the School Municipality of Sainte Suzanne de Boundary Line, county of Stanstead, the original lots 11 to 17 inclusively of ranges 3 and 4 of the township of Barford;

2) To detach from the School Municipality of Dixville, county of Stanstead, the original lots 11 to 17 inclusively, in range 5 and the South half of original lots 12 to 17 inclusively in range VI of the same township;

3) To erect all the said territory into a separate School Municipality for Catholics only, under the name of "The Catholic School Municipality of Dixville", county of Stanstead.

92—1–2

No. 22–29.

Quebec, December 19th., 1932.

Whereas the Trustees of the dissentient schools of the School Municipality of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, have allowed one year to pass without having a school in operation in their said municipality, that the dissentients are now in too small a number to maintain a school, in accordance with the law; therefore I give notice that after three consecutive publications in the Quebec Official Gazette, I will recommend to the Lieutenant-Governor in Council that the Corporation of Trustees of the said dissentient schools for the said municipality be abolished in the delay prescribed by 110 of the R. S. Q., 1925, (Ch. 133).

CYRILLE F. DELAGE,
Superintendent of Public Instruction.
7030—52–3

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, par Clarke-B. Davis, d'Iroquois Falls, gérant, John Murdoch, de la ville de Chicoutimi, entrepreneur, Rodolphe-E. Joran, de la ville de Chicoutimi, ingénieur civil, Joseph-Adolphe Beauchemin, d'Amos, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi constituant en municipalité distincte, en vertu de la loi des Cités et Villes de 1925, une certaine étendue de terrain décrite comme suit:

Tout le territoire, tous les lots et toutes les subdivisions des lots compris dans les rangs cinq (5) et six (6) du canton Duparquet, comté d'Abitibi, pour déterminer le nom sous lequel ladite ville sera connue, la manière dont elle sera administrée, les qualités requises pour faire partie de son Conseil Municipal, le mode d'élection des membres dudit conseil, et pour toutes autres fins.

Québec, ce 30 décembre 1932.

Les procureurs des requérants,
SAVARD & SAVARD.

59—1-4-o

Avis est par les présentes donné que la Bourse de Commerce de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir certains amendements à sa charte, plus particulièrement pour ce qui a trait aux actions qu'elle est autorisée à émettre et à l'attribution du produit de la vente de toute action ou droit de sociétaire d'aucun de ses membres.

Montréal, 30 décembre 1932.

Les procureurs de la requérante,
BEAUBIEN, GADBOIS & DUFRESNE.

61—1-4-o

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Clarke B. Davis, of Iroquois Falls, Manager, John Murdoch, of the city of Chicoutimi, contractor, Rodolphe E. Joran, civil engineer, of the city of Chicoutimi, Joseph Adolphe Beauchemin, of Amos, for an act to incorporate, as a separate municipality, under the Cities and Towns' Act, 1925, a certain territory comprising all the land in ranges five (5) and six (6) of the Township of Duparquet, in the Abitibi County; all the lots and all subdivisions of lots situated in ranges five (5) and six (6) in the Abitibi County, to determine the name under which the said town shall be known, the manner in which it shall be administered, the qualifications required to be a member of its Municipal Council, the manner in which the members thereof shall be elected, and for other purposes.

Quebec, this 30th day of December, 1932.

SAVARD & SAVARD,
Attorneys for petitioners.

60—1-4-o

Notice is hereby given that the Montreal Stock Exchange will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, with a view of amending its charter, more especially in respect to the shares it is authorized to issue and to the disposal of the proceeds of the sale of any share or right of entry of any of its members.

Montreal, December 30, 1932.

BEAUBIEN, GADBOIS & DUFRESNE,
Attorneys for petitioner.

62—1-4-o

Ventes—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de Wilfrid Drouin, cultivateur, de Saint-Philibert, Co. Beauce, cédant.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le QUATORZIEME jour de FEVRIER, mil neuf cent trente-trois (1933) à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Philibert, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre étant le lot numéro neuf et la moitié nord-ouest du lot dix, du cadastre officiel pour le rang deux, du canton de Linière, section A—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus décrit sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

L'acquéreur devra se conformer et se soumettre à toutes les servitudes passives pouvant grever le dit immeuble, devra acquitter à l'avenir les taxes et autres contributions publiques.

L'acquéreur devra en plus du prix de vente payer une taxe de 3½% au Gouvernement de cette Province et ce tel que le prescrit la loi.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716 et 717 C.P.C. et article 45 de la Loi de Faillite, Chap. II, S.R.C., 1925.

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Wilfrid Drouin, farmer, of Saint Philibert, Co. of Beauce, Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FOURTEENTH day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty three (1933) at TEN o'clock in the forenoon, the following immovable shall be sold by public auction at the parochial church door of Saint Philibert, to wit:

A farm being lot number nine and the North-west half of lot ten, on the official cadastre for range two, in the township of Linière, Section A—with buildings, circumstances and dependencies.

The hereinabove described immovable will be offered for sale to the highest and last bidder.

The purchaser must comply with and submit to all the passive servitudes affecting the said immovable and must pay all future taxes and other public assessments.

In addition to the sale price, the purchaser must also pay a tax of 3½% to the Provincial Government and such as prescribed by Law.

The said sale shall be made pursuant to articles 716, 717 C.C.P., and article 45 of the Bankruptcy Act, Chap. 11, R.S.C., 1927.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Saint-Georges de Beauce, le 3 janvier 1933.
Le syndic,
63—1-2-o L. de G. CRÉPEAU.

Conditions of payment: cash.
Saint Georges de Beauce, January 3, 1933.
L. de G. CRÉPEAU,
64—1-2 Trustee.

SOUS LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de Omer Guay, marchand et forgeron, de Saint-Hilaire de Dorset, cédant.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le DIXIEME jour de FEVRIER mil neuf cent trente-trois (1933), à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Hilaire de Dorset, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé à Saint-Hilaire de Dorset, faisant partie du lot numéro dix-neuf-A (19A) du cadastre officiel pour le dixième rang du canton de Dorset, mesurant un demi-arpent de largeur par un arpent et vingt-cinq pieds de profondeur, borné en front au chemin public, en arrière et d'un côté au terrain de Adelbert Létourneau et de l'autre côté à une route publique—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus décrit sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

L'acquéreur devra se conformer et se soumettre à toutes les servitudes passives pouvant grever le dit immeuble, devra acquitter à l'avenir les taxes et autres contributions publiques.

L'acquéreur devra en plus du prix de vente payer une taxe de 3½% au Gouvernement de cette province et ce tel que le prescrit la Loi.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716 et 717 C. P. C. et article 45 de la Loi de Faillite, Chap. 11, S. R. C., 1927.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Saint-Georges de Beauce, le 3 janvier 1933.
Le syndic,
65—1-2-o L. de G. CRÉPEAU.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of Omer Guay, merchant and blacksmith, of Saint Hilaire de Dorset, assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TENTH day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty three (1933), at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the parochial church door of Saint Hilaire de Dorset, the following immovable, to wit:

An emplacement situate at Saint Hilaire de Dorset, forming part of lot number nineteen-A (19A) on the official cadastre for the tenth range of the township of Dorset, measuring one half arpent in width by one arpent and twenty five feet in depth, bounded in front by the public road, in rear and on one side by the land of Adelbert Letourneau and on the other side by a public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The hereinabove described immovable will be offered for sale to the highest and last bidder.

The purchaser must comply with and submit to all the passive servitudes affecting the said immovable and must pay all future taxes and public assessments.

The purchaser must moreover pay in addition to the purchase price, a taxe of 3½% to the Provincial Government and that as prescribed by Law.

The said sale shall be made pursuant to articles 716 and 717 C. C. P. and article 45 of the Bankruptcy Act, Chap. 11, R. S. C., 1927.

Conditions of payment: Cash.
Saint Georges de Beauce, January 3, 1933.
L. de G. CRÉPEAU,
66—1-2 Trustee.

LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Jacob Lauzière, cultivateur, de Saint-Joachim de Courval, comté Yamaska, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain 1933, à DEUX heures de l'après-midi, seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joachim de Courval, comté d'Yamaska, les immeubles suivants faisant partie du susdit actif, savoir:

1. Le lot numéro cent soixante et douze (No 172) du canton de Wendover, paroisse de Saint-Joachim de Courval, comté Yamaska.

2. Le lot numéro cent soixante et treize du canton de Wendover, comté de Yamaska, paroisse de Saint-Joachim de Courval.

3. Une terre, contenant un arpent et demi de largeur sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, bornée en front au chemin public du rang Saint-Pierre, en profondeur à la partie du même lot appartenant à Abraham Faucher ou représentants, du côté sud-est au lot de terre numéro trois cent soixante et deux et de l'autre côté au reste dudit lot dont il fait partie.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of Jacob Lauzière, farmer, of Saint Joachim de Courval, county of Yamaska, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SEVENTH day of FEBRUARY next, 1933, at TWO o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction at the parochial church-door of Saint Joachim de Courval, county of Yamaska, the following immoveables forming part of the aforesaid estate, to wit:

1. Lot number one hundred and seventy two (No. 172) of the township of Wendover, parish of Saint Joachim de Courval, county of Yamaska.

2. Lot number one hundred and seventy three of the township of Wendover, county of Yamaska, parish of Saint Joachim de Courval.

3. A farm measuring one arpent and a half in width by twenty arpents in depth, the whole more or less, bounded in front by the public road of Saint Pierre range, in depth by the part of the same lot belonging to Abraham Faucher or representatives, on the Southeast side by the lot of land number three hundred and sixty two and on the other side by the residue of said lot of which it forms part.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C. C. P., and also article 45 of the Bank-

de la loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
L.-S. JOYAL.

Bureau du syndic:
Saint-Cyrille de Wendover,
Comté de Drummond, P. Q. 67—1-2-o

LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de l'actif de Dame Victoria Limoges, de la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, Cédante autorisée.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que sous l'autorité d'une ordonnance émanée de la Cour Supérieure du District de Richelieu, siégeant en matière de faillite, signée par le Juge Louis Coderre, le vingt décembre 1932, je soussigné, Syndic en l'affaire susdite, vendra, à l'enchère publique, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, le NEUVIEME jour de FEVRIER 1933, à DIX heures de l'avant-midi, les immeubles suivants:

1. A.—Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse par et sous le numéro deux cent dix-sept (No 217);

B.—Un lot de terre sis et situé en la même paroisse, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-David par et sous le numéro sept cent cinquante et un (No 751);

2. Un lot de terre sis et situé en la dite paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse par et sous le numéro deux cent dix-huit (No 218);

CHARGES

Le Syndic aura le droit d'exiger de l'adjudicataire dès après l'adjudication la moitié du prix de vente avec suffisante caution pour le paiement de la balance dans les trente jours suivants.

Le Syndic se réserve le droit de refuser toute offre ou enchère.

Sur demande l'adjudicataire devra signer un contrat en bonne et due forme avec le Syndic, devant le notaire du Syndic, et fournir les copies requises.

La vente des dits immeubles est faite pour avoir l'effet du décret.

Saint-Guillaume, ce 31 décembre 1932.

Le syndic,
69—1-2-o J. DESROSIERS.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, en faillite, No 103. IN RE: F.-J. Payette, Montréal, failli, et J.-Albert Lejour, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistraire de la Loi de Faillite, District de Montréal, en date du 14ième jour de novembre, 1932, seront vendus par encan public, au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le DOUZIEME jour de JANVIER, 1933, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

ruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

L. S. JOYAL,
Trustee.

Office of the trustee,
Saint Cyrille de Wendover,
County of Drummond, P. Q. 68—1-2

THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of the estate of Dame Victoria Limoges, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, Authorized Assignor.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that under the authority of an Order issued by the Superior Court, for the district of Richelieu, sitting in bankruptcy, signed by Judge Louis Coderre, on the twentieth of December, 1932, the undersigned Trustee in the aforesaid matter, will sell, at public auction, at the church door of the parish of Saint Guillaume d'Upton, on the NINTH day of FEBRUARY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovables:

1. A.—A lot of land lying and situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish by and under number two hundred and seventeen (No 217);

B.—A lot of land lying and situate in the same parish, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint David by and under number seven hundred and fifty one (No. 751);

2. A lot of land lying and situate in the said parish of Saint Guillaume d'Upton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish by and under number two hundred and eighteen (No. 218).

CHARGES

The Trustee shall have the right to exact from the purchaser on and after the adjudication half the purchase price with sufficient security for the payment of the balance within thirty days following.

The Trustee reserves the right to refuse any offer or bid.

Upon demand the purchaser must sign a contract ingood and proper form with the Trustee, before the Notary of the Trustee, and furnish the required copies.

The sale of the said immovables shall be made so as to have the effect of a Sheriff's sale.

Saint Guillaume, this 31st of December, 1932.

J. DESROSIERS,
70—1-2 Trustee.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, Under the Bankruptcy Act, No. 103. IN RE: F. J. Payette, Montreal, Bankrupt, and J. Albert Lejour, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Court, District of Montreal, rendered under date of November 14th., 1932, will be sold by public auction at the Sheriff's office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the TWELFTH day of January, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovables hereinafter designated:

DÉSIGNATION

1. (*a*) Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-200) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, Montréal, d'une largeur de vingt-sept pieds en front et de vingt-cinq pieds en arrière par cent trente-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

(*b*) Un lot de terre formant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent un de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-201) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant la dite partie du lot, quatorze pieds de largeur à prendre sur une profondeur de quarante-six pieds, mesure anglaise et plus ou moins, la dite partie du lot bornée: en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-est par partie du lot No 8-200 dudit plan; en avant et sur l'autre côté, par le résidu dudit lot No 8-210—avec toutes les constructions érigées sur lesdits lots et partie de lot ci-dessus décrits et notamment celles portant les numéros civiques 4435 et 4437 de la rue Christophe Colomb et droit de passage dans les ruelles avoisinant lesdits lots et avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

2. Un lot de terre situé dans la paroisse de la Pointe aux Trembles, au Parc Richelieu, ayant front sur l'avenue du Boulevard, connu et désigné sous le numéro vingt-six de la subdivision officielle du lot primitif numéro soixante-seize (76-26) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe aux Trembles, sans bâtisse, avec droit à la ruelle en arrière dudit lot;

3. Un lot de terre ayant front sur la rue Baldwin dans le quartier Mercier-Maisonneuve à Montréal, connu sous le numéro quinze de la subdivision officielle du lot No trois cent quatre-vingt-dix-huit des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe;

4. Un emplacement ayant front sur la Première Avenue, Rosemont, Montréal, connu et désigné sous le No deux de la subdivision du lot originaire numéro deux cent six (206-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant en largeur dix-sept pieds et neuf dixièmes de pied sur le front, et vingt-deux pieds et sept dixièmes de pied en arrière, par cent cinq pieds de profondeur et en superficie deux mille cent trente et un pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Revisés du Canada 1927, chapitre 11, et aura l'effet du décret.

Pour conditions de vente, cahier des charges et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.

10 Saint-Jacques-Est,
Montréal.
Tél. HArbour 0138.

6709—50-2-o

DESIGNATION

1. (*a*) A lot of land known and designated as number two hundred of the official subdivision of original lot number eight (8-200) on the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, Montreal, measuring the said lot twenty seven feet in front and twenty five feet in rear, by one hundred and thirty five feet in depth, English measure and more or less;

(*b*) A lot of land forming part of lot known and designated as number two hundred and one of the official subdivision of original lot number eight (8-201) on the official plan and book of reference, measuring, the said part of lot, fourteen feet in length to be taken on a width of forty six feet, English Measure and more or less, the said part of lot bounded: in rear by a lane, on the South east side by part of lot No. 8-200 on the said plan; in front and on the other side, by the residue of said lot No. 8-210; with all buildings erected on the said lots and part of lot hereinabove described and especially those bearing civic numbers 4435 and 4437 Christophe-Colomb Street and right of way in the lanes adjoining the said lots and with the servitudes active and passive, apparent or otherwise attached to the said immovables.

2. A lot of land situated in the parish of Pointe aux Trembles, Richelieu Park, fronting on Boulevard Avenue, known and designated as number twenty six of the official subdivision of original lot number seventy-six (76-26) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, without any buildings, with right of way in the lane at the rear of said lot;

3. A lot of land fronting on Baldwin Avenue, Mercier-Maisonneuve Ward, Montreal, known and designated as number fifteen of the official subdivision of lot number three hundred and ninety eight of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe;

4. An emplacement fronting on First Avenue, Rosemount, Montreal, known and designated as number two of the subdivision of original lot number two hundred and six (206-2) on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, measuring, in width, seventeen and nine-tenths feet in front, and twenty two and seven-tenths feet in rear, by one hundred and five feet in depth, and an area of two thousand one hundred and thirty one feet, English measure and more or less.

The said sale will be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11, and will have the effect of a sheriff's sale.

For conditions of sale, book of charges and other information, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.

10 Saint James Street East,
Montreal.
Telephone: HArb. 0138.

6710-50-2-o

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Alfred Blier, cultivateur, Saint-Alexandre de Kamouraska, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER, 1933, à NEUF heures de l'avant-midi, seront

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Alfred Blier, farmer, Saint Alexandre of Kamouraska, P.Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY THIRD day of JANUARY, 1933, at NINE o'clock in the forenoon, will be sold by

vendus par encan public, sur les lieux, à la ferme du dit cédant, les immeubles suivants:

1. Une terre, contenant deux arpents de front sur environ trente-sept arpents de profondeur, située au quatrième rang de Saint-Alexandre—avec les bâtisses dessus construites, connue et désignée sous le numéro cinq cent dix-huit (518) du cadastre de Saint-Alexandre.

2. Une terre, située au même endroit, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, connue et désignée sous le numéro cinq cent dix-sept (517) du cadastre de Saint-Alexandre.

3. Une terre, située partie au quatrième et partie au cinquième rang de Saint-Alexandre, contenant environ deux arpents de front sur environ neuf arpents de profondeur, bornée au nord au chemin public, au sud à la rivière du Loup, à l'est à Ludger Bérubé et à l'ouest à Cyriac Dumont, laquelle est connue sous le numéro cinq cent quatre (504) et partie de sept cent vingt-six (pt. 726) du cadastre de Saint-Alexandre.

4. Une terre, située à Saint-Joseph de Kamouraska, contenant deux arpents de front sur environ trente arpents de profondeur, connue et désignée sous les numéros quatre cent soixante-cinq et sept cent soixante-quatorze (465 et 774) du cadastre de Saint-Alexandre.

Cette vente se fera pour chaque item séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 du C.P.C. et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,
GEORGES COTÉ, N.P.

20, Rue de la Cour,
Rivière-du-Loup. 6911—51-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, (En faillite), No 222. In re: Hôtel La Riviera, Inc., faillie, et A.-J. Benoit, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du régistraire de la Loi de faillite, district de Montréal, en date du 14 décembre 1932, sera vendu par encan public, au bureau du shérif, à Saint-Jean, le JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER 1933, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

Un certain terrain faisant partie des lots numéros quatre-vingt-douze et quatre-vingt-treize (Nos 92 et 93) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Valentin, contenant un arpent et cent quatre pieds de largeur sur quatre arpents et cent cinquante-sept pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, borné à l'est par la rivière Richelieu, au sud par partie du dit No 92, à l'ouest par partie des dits Nos 92 et 93, et au nord par le lot numéro quatre-vingt-quatorze des dits plan et livre de renvoi officiels—avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent actuellement, ainsi qu'un droit de passage pour communiquer au chemin du Roi, tel que décrit dans l'acte de vente de Georges Raymond, ès-qualité, à James-E. Masten, et enregistré à Saint-Jean, sous le No 42761 du Régistre B; à distraire du terrain

public auction, on the premises, at the farm of the said assignor, the following properties:

1. A farm, situated in the fourth range of Saint Alexandre, containing two arpents in front by about thirty seven arpents in depth—with the buildings thereon erected, known and designated under number five hundred and eighteen (518) of the cadastre for the parish of Saint Alexandre.

2. A farm, situated in the same place, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, known and designated under number five hundred and seventeen (517) of the cadastre for the parish of Saint Alexandre.

3. A farm, situated part in the fourth and part in the fifth range of Saint Alexandre, containing about two arpents in front by about nine arpents in depth, bounded to the north by the public road, to the south by the river du Loup, to the east by Ludger Bérubé and to the west by Cyriac Dumont, which is known under number five hundred and four (504) and part of number seven hundred and twenty six (pt. 726) of the cadastre for the parish of Saint Alexandre.

4. A farm, situated in the parish of Saint Joseph, containing two arpents in front by about thirty arpents in depth, known and designated under numbers four hundred and sixty five and seven hundred and seventy four (465 and 774) of the cadastre for the parish of Saint Alexandre.

This sale will be made for each item separately and to the highest and last bidder.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles 716-717 of the C.C.P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

GEORGES COTÉ, N.P.,
Trustee.

20, Rue de la Cour,
Rivière-du-Loup. 6912—51-2-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 222. In re: Hotel La Riviera, Inc., insolvent; and A. J. Benoit, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated December 14, 1932, there will be sold at public auction, at the Sheriff's Office, Saint John's, on THURSDAY, the TWENTY SIXTH day of JANUARY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, the hereinafter designated immovable:

A certain lot of land forming part of lots numbers ninety two and ninety three (Nos. 92 and 93) of the official cadastre for the parish of Saint Valentin, measuring one arpent and one hundred and four feet in width by four arpents and one hundred and fifty seven feet in depth, the whole more or less, English measure, bounded on the East by the Richelieu River, on the South by part of said No. 92, on the West by part of said Nos. 92 and 93 and on the North by lot number ninety four of said official plan and book of reference—with all the buildings presently erected thereon, as well as a right of way to communicate with the King's Highway, as described in a deed of sale of Georges Raymond, *es-qualité*, to James E. Masten, and registered at Saint John's, under No. 42761 of Register B; to be deducted from the

sus-décrit la partie d'icelui vendue à Emile De Rostaing, en vertu du contrat de vente enregistré à Saint-Jean, sous le No 28653 du Régistre B.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, et équivaut à une vente faite par le shérif.

Les titres, certificats et cahier des charges peuvent être examinés en tout temps en s'adressant chez le syndic soussigné.

Les conditions de la vente: argent comptant.

Saint-Jean, 17 décembre 1932.

Le syndic,
A.-J. BENOIT.

7031—52-2-o

LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Edmond Guillemet, cultivateur, de Saint-Rosaire, comté d'Arthabaska, cause No 2380-F, cédant.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER, 1933, à ONZE heures de l'avant-midi, (11 a. m.), sera vendu par encan à la porte de l'église de Saint-Rosaire, l'immeuble de cette faillite, tel que ci-après décrit, savoir:

"Une terre située dans le troisième rang du canton de Bulstrode, dans la paroisse de Saint-Rosaire, contenant environ cent dix-huit acres en superficie d'après le livre de renvoi officiel et connue et désignée au cadastre officiel du canton de Bulstrode, division d'enregistrement d'Arthabaska, comme étant la demie est du numéro cent quatre-vingt-deux (½ Est 182)—avec les bâtisses dessus, bornée au sud au chemin de front entre les troisième et quatrième rangs, en profondeur à la ligne de division entre le troisième et le deuxième rang, à l'ouest à Aurèle Allard et à l'est à Donat Champagne".

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716-717) du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite qui équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Victoriaville, le 19 décembre 1932.

Le syndic,
AUGUSTE BOURBEAU, B.A., B.L.C.

7033—52-2-o

LOI DE FAILLITE.

VENTE PAR ENCAN.

No 2445-F. Re Clément Levasseur, cultivateur, de la paroisse de Tingwick, comté d'Arthabaska, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER 1933, à DIX heures de l'avant-midi sera vendu à la porte de l'église de Saint-Patrice-de-Tingwick, comté d'Arthabaska, l'immeuble de cette faillite, ci-après décrit, savoir:

Cette partie du lot de terre numéro dix-huit (18) dans le septième rang du canton de Tingwick—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, contenant quatre-vingt-douze acres en superficie, plus ou moins, et connu au cadastre officiel pour le dit canton de Tingwick, sous les numéros sept cent vingt et sept cent vingt A, (Nos 720-720*a*).

said lot of land hereinabove described, that part thereof sold to Emile de Rostaing, in virtue of a contract of sale registered at Saint John's under No. 28653 of Register B.

The said sale shall be made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also article 45 of the Bankruptcy Act, and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

The titles, certificate and list of charges may be seen at any time at the office of the undersigned trustee.

Conditions of sale: Cash.

Saint John's, December 17, 1932.

A. J. BENOIT,
Trustee.

7032—52-2

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Edmond Guillemet, farmer, of Saint Rosaire, county of Arthabaska, case No. 2380-F, Assignor.

Notice is hereby given that TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1933, at ELEVEN o'clock in the morning (11 a. m.), the immoveables in this bankruptcy, such as hereafter described, shall be sold at public auction at the church door of the parish of Saint Rosaire.

"A land situated in the third range of the township of Bulstrode, in the parish of Saint Rosaire, containing about one hundred and eighteen acres in superficies according to the official book of reference and known and designated at the official cadastre for the township of Bulstrode, registry office for Arthabaska, being the half East of the number one hundred and eighty two (½ East 182)—with the buildings thereon, bounded South front road between the third and fourth ranges, in depth to the division line between the third and second ranges, to the West by Aurele Allard and to the East by Donat Champagne".

This sale is to be made pursuant the articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716-717) of the C. C. P., and also to article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Victoriaville, December 19th., 1932.

AUGUSTE BOURBEAU, B.A., B.C.L.,
Trustee.

7034—52-2-o

BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

No. 2445-F. In re Clément Levasseur, farmer of Tingwick, county of Arthabaska.

Notice is hereby given that THURSDAY the TWENTY SIXTH day of JANUARY, at TEN o'clock in the morning shall be sold at the church door of Tingwick, county of Arthabaska, the immoveables in this bankruptcy, such as hereafter described, shall be sold at auction.

That part of the lot number eighteen (18) in the seventh range of the township of Tingwick—with a dwelling and other buildings thereon erected, containing ninety two acres in superficies, more or less, and known at the official cadastre for the township of Tingwick, under the numbers (720 and 720*a*) seven hundred and twenty, and seven hundred and twenty A.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716–717) du C. P. C., et à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite, qui équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Victoriaville, ce 19 décembre 1932.

Le syndic,
AUGUSTE BOURBEAU, B.A., B.C.L.

7035—52–2–o

LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

No 2267-F.

IN RE: Donat Moulin, boulanger, de Danville, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER 1933, à TROIS heures de l'après-midi, (3 P. M.) sera vendu par encan à la porte de l'église de Danville, comté de Richmond, l'immeuble de cette faillite, ci-après décrit:

Un emplacement situé à Danville sur le côté sud-ouest de la rue Water, formant partie du lot numéro dix-sept (17) du quatrième rang de Shipton, borné en front par la rue Water, en arrière au sud-ouest, par le ruisseau, du côté sud-est par la cour du moulin à farine de Austin Burbank, et du côté nord-ouest par une ligne à trois pieds de distance de la maison bâtie sur ledit emplacement, avec droit de passage sur le côté nord-ouest et en arrière de l'autre emplacement appartenant autrefois à Emilien Côté et maintenant Joseph LaFrance, et adjacent à celui présentement cédé—avec bâtisses et dépendances y construites.

Le terrain plus haut décrit et présentement cédé est maintenant connu sous le numéro vingt-deux (22) au cadastre officiel du village de Danville.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716-717) du C. P. C., et à l'article quarante-cinq (45) de la loi de Faillite, qui équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
AUGUSTE BOURBEAU, B.A., B.L.C.

Victoriaville, ce 19 décembre 1932.

7037—52–2–o

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

AVIS DE VENTE.

Dans l'affaire de Pierre Maheux, cultivateur, de Saint-Martin, comté de Beauce, cédant.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour de JANVIER 1933, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Martin, comté de Beauce l'immeuble suivant, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Martin, comté de Beauce étant les lots numéros trente-sept "A" et trente-sept "B" (37–*a* et 37–*b*) du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Jersey—avec bâtisses dessus érigées et dépendances.

L'immeuble ci-dessus décrit sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

L'acquéreur devra se conformer et se soumettre à toutes les servitudes passives pouvant grever le dit immeuble devra acquitter à l'avenir les taxes et autres contributions publiques.

This sale is to be made pursuant to articles 716–717 of the C. P. C., and also to article fourty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: Cash.

Victoriaville, December 19th., 1932.

AUGUSTE BOURBEAU, B.A., .B.C.L.
Trurtee

7036—52–2–o

BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

No. 2267-F.

IN RE: Donat Moulin, baker, of Danville, County of Richmond.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of JANUARY 1933, at THREE (3) o'clock in the afternoon, at the church door of Danville, county of Richmond, the immoveables in this bankruptcy, such as hereafter described, shall be sold at auction.

A piece of land situated at Danville, on the Southwest side of Water Street, forming part of lot number seventeen (17) of the fourth range of Shipton, bounded in front by the Water Street, in the rear at Southwest, by the ditch, on the Southeast by the yard of the flour mill of Austin Burbank, and on the Northwest by a line at three feet distance of the building on said piece of land, with right of passage on the Northwest and in the rear of the other piece of land belonging formerly to Emilien Côté and now to Joseph LaFrance, and now immediately to the one presently ceded—with buildings and housebuildings.

The piece of land above described and presently ceded is now known under the number twenty two (22) of the official cadaster of the village of Danville.

This sale is to be made pursuant to articles 716-717 of the C.C.P., and also to article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: Cash.

AUGUSTE BOURBEAU, B.A., B.C.L.,
Trustee.

Victoriaville, 19 December, 1932.

7038—52–2–o

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

NOTICE OF SALE.

In the matter of Pierre Maheux, farmer, of Saint Martin, county of Beauce, Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of JANUARY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the parochial church door of Saint Martin, county of Beauce, the following immovable, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Martin, county of Beauce, being lots numbers thirty seven "A" and thirty seven "B" (37–*a* and 37–*b*) of the official cadastre for the first range of the township of Jersey—with buildings thereon erected and dependencies.

The hereinabove described immovable will be offered for sale to the highest and last bidder.

The purchaser must comply with and submit to all the passive servitudes affecting the said immovable and must pay all future taxes and other public assessments.

L'acquéreur devra en plus du prix de vente payer une taxe de 3½% au Gouvernement de cette Province et ce tel que le prescrit la Loi.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716, 717 et 719*a* C. P. C., et article 45 de la Loi de faillite, Chap. 11, S. R. C., 1927.

Conditions de paiement: 20% comptant et la balance sous trois jours.

Saint-Georges de Beauce, le 19 décembre 1932.

Le syndic,
7077—52-2-o L. de G. CRÊPEAU.

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Lucien Blais, cultivateur, Saint-Paul du Buton, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER 1933, à NEUF heures et TRENTE de l'avant-midi, sera vendu par encan public, sur les lieux, à la ferme du susdit cédant à Saint-Paul du Buton, comté de Montmagny, Qué., l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Une ferme sise et située en la paroisse de Saint-Paul du Buton, comté de Montmagny, de la contenance de 82 acres en superficie plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Montminy, comme étant le lot No vingt et un (21) du quatrième rang sud-ouest dudit canton Montminy—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

ITEM B.—Le roulant, la récolte, lot de bois, etc. Pour être vendu en détail le tout d'une valeur d'environ..... $500.00

Les item A et B seront offerts en vente au plus haut enchérisseur.

La vente de l'item A est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres, certificat, et inventaire peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés et seront visibles avant la vente.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, le 20 décembre 1932.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureau: 147, Côte de la Montagne,
Québec, Qué. 7105—52-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Armand Gagnon, éleveur de renards, La Malbaie, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER 1933, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de La Malbaie, comté de Charlevoix, Québec, l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Un certain terrain situé au village de La Malbaie, contenant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front à la rue Sainte-Catherine, en arrière à E.-J. Duggan, d'un côté vers l'est à C. Gagnon fils, et vers l'ouest à Ulysse Tremblay; le dit terrain étant le lot de terre numéro quatre-vingt-dix-huit (98) de la subdivision du lot numéro cinq cent quatre-vingt (580) des plan et livre de renvoi

In addition to the sale price, the purchaser must also pay a tax of 3½% to the Provincial Government and such as prescribed by Law.

The said sale shall be made pursuant to articles 716, 717 and 719*a* C. C. P., and article 45 of the Bankruptcy Act, Chap. 11, R. S. C., 1927.

Conditions of payment: 20% cash and the balance within three days.

Saint Georges de Beauce, December 19th., 1932.

L. de G. CRÊPEAU,
7078—52-2 Trustee.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Lucien Blais, farmer, Saint Paul du Buton, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of JANUARY, 1933, at HALF PAST NINE o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction on the premises, at the farm of the aforesaid assignor, at Saint Paul du Buton, county of Montmagny, Que., the estate in this bankruptcy, as follows:

ITEM A.—A farm lying and situate in the parish of Saint Paul du Buton, county of Montmagny, containing 82 acres in superficies, more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Montminy, as being lot number twenty one (21) of the fourth Southwest range of the said township of Montminy—with buildings, circumstances and dependencies.

ITEM B.—The rolling-stock, crop, lot of wood, etc. (To be sold in separate lots). The whole being of a value of about..... $500.00

Items A and B will be offered for sale to the highest and last bidder.

The sale of item A shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P., and to the article forty five of the Bankruptcy Act, the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

The titles, certificates and inventory may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees and may be seen before the sale.

Conditions of sale: Cash.

Quebec, December 20, 1932.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Quebec, Que. 7106—52-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Armand Gagnon, Fox-breeder, La Malbaie, Quebec, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY SEVENTH day of JANUARY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, the assets in this Estate shall be sold by public auction at the parochial church door of La Malbaie, county of Charlevoix, Quebec, as follows:

ITEM A.—A certain lot of land situate in the Village of La Malbaie, measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, more or less, bounded in front by Sainte Catherine street, at the rear by E. J. Duggan, on one side towards the East by C. Gagnon junior, and on the West by Ulysse Tremblay; said land being lot of land number ninety eight (98) of the subdivision of lot number five hundred and eighty (580) on the official ca-

officiels du cadastre pour ladite paroisse de La Malbaie—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

L'item A sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, le 22 décembre 1932.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec, Qué. 7107—52-2-o

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de: Philibert Ouellet, cultivateur, Saint-Paul-du-Buton, comté de Montmagny, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER 1933, à ONZE heures a. m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul-du-Buton, comté de Montmagny, P. Q., l'immeuble en cette affaire comme suit:

Item A.—Une certaine propriété de ferme—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Montminy, comté de Montmagny, comme étant le numéro vingt-neuf-A (29-A) dans le troisième rang sud-ouest du dit canton.

L'item "A" sera offert en vente au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné et l'on pourra visiter la propriété en s'adressant sur les lieux.

Cet immeuble sera vendu conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Daté à Québec, ce 22ième jour de décembre 1932.

Le syndic autorisé,
LUCIEN CHAREST.

Bureaux: 85, rue Saint-Pierre,
Edifice "Canadian Pacific Express",
Québec, Qué. 7129—52-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure "En Faillite", No 88. Dans l'affaire de M. Andréa Beauvais, failli, Saint-Jean, Qué.

Sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigide, district d'Iberville, LUNDI, le SIXIEME jour de FÉVRIER prochain, 1933, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant:

"Une terre de la grandeur superficielle d'environ quatre-vingt-dix arpents, connue sous le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Brigide d'Iberville—avec une maison, grange et les dépendances y érigées".

dastral plan and book of reference for the said parish of La Malbaie—with buildings, circumstances and dependencies.

Item A will be offered for sale to the highest and last bidder.

The said sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P. and also article forty five of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, December 22nd., 1932.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Authorized Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Quebec, Que. 7108—52-2

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of: Philibert Ouellet, farmer, Saint Paul du Buton, county of Montmagny, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY SEVENTH day of JANUARY, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the parochial church door of Saint Paul du Buton, county of Montmagny, P. Q., the immovable of this estate, to wit:

Item a.—A certain farm property—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Montminy, county of Montmagny, as being number twenty nine-A (29-A) in the third range Southwest of the said township.

Item "A" will be offered for sale to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned trustee and the property may be visited by applying on the premises.

The said immovable shall be sold pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) of the C. C. P., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Dated at Quebec, this 22nd day of December, 1932.

LUCIEN CHAREST,
Authorized Trustee.

Offices: 85 Saint Peter Street,
Canadian Pacific Express Building,
Quebec, Que. 7130—52-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy", No. 88. In the matter of M. Andrea Beauvais, assignor, Saint Jean, P. Q.

The following immoveable property shall be sold by public auction at the parochial church door of Sainte Brigide of Iberville, on MONDAY, the SIXTH day of FEBRUARY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, to wit:

"A farm measuring three arpents in front by thirty arpents in depth, known under the lot number one hundred and ninety nine (199) on the official cadastral plan for the parish of Sainte Brigide of Iberville—with a house, barns and other buildings thereon erected".

Conditions de vente: Comptant.

Chaque enchérisseur devra faire un dépôt d'au moins $500.00 entre les mains du syndic avant d'enchérir.

L'acquéreur devra payer en outre les droits du Gouvernement et la commission usuelle du syndic.

Les titres, les procès-verbaux et le cahier de charge et conditions de la vente seront visibles au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, suivant les dispositions de l'article 45 de la loi des faillites, et équivaut à une vente par le shérif.

Saint-Césaire, P. Q., le 24 décembre 1932.

Le syndic,
P. L. FORTUNAT NOISEUX.

Saint-Césaire, P. Q. 7191—53-2-o

Conditions of payment: Cash.

Each bidder must make a deposit of not less than $500.00 in the hands of the trustee before bidding.

The purchaser must pay, moreover, the government duties and the usual commission to the trustee.

The titles, "procès-verbaux" and the list of charges and conditions of the sale may be seen at the office of the undersigned trustee.

This sale shall be made pursuant to a judgment of the Superior Court and in conformity with the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act, and to have the effect of a sheriff's sale.

Saint Cesaire, P. Q., December the 24th., 1932.

P. L. FORTUNAT NOISEUX,
Trustee.

Saint Cesaire, P. Q. 7192—53-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, en Faillite, No 156. Dans l'affaire de Wilfrid Boudreau, menuisier, 2343 Cuvillier, Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le QUATORZIEME jour de FÉVRIER 1933, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice à Saint-Jean, les immeubles suivants, savoir:

Un lopin de terre situé en la ville d'Iberville, connu sous la partie nord du lot numéro trois cent quinze des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville—avec bâtisses dessus érigées; cette partie, qui contient soixante-douze pieds français de largeur le long de la rue Richelieu sur la profondeur du dit lot, est bornée en front vers l'ouest par la dite rue Richelieu, au nord par le lot numéro 319, à l'est par le lot numéro 318, et au sud par le reste du dit lot numéro 315.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Les titres et certificats peuvent être examinés en s'adressant au bureau du soussigné.

Condition: Comptant.

Un dépôt de 10% du montant de l'enchère sera exigé de chaque enchérisseur.

Cette vente est faite en conformité avec le jugement rendu par le Registraire de la Cour de Faillite à Montréal, en date du 20ième jour de décembre 1932, et conformément à l'article 45 de la Loi de Faillite, et aura l'effet du décret.

Montréal, le 21ième jour de décembre 1932.

Le syndic,
CONRAD BOYER.

201 Notre-Dame Ouest,
Montréal. 7193—53-2-o

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, "In Bankruptcy", No. 156. In the matter of Wilfrid Boudreau, joiner, 2343 Cuvillier, Montreal, bankrupt.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the Sheriff's office, Court House, at Saint John's, the following immoveables, to wit:

A parcel of land situate in the town of Iberville, known as being the North part of lot number three hundred and fifteen, on the official plan and book of reference of the said town of Iberville—with the buildings thereon erected; said part measuring seventy two feet, in width, French measure, along the Richelieu street by the depth of said lot, is bounded in front to the West by the said Richelieu street, on the North by lot number 319, on the East by lot number 318, and on the South by the residue of said lot number 315.

As the whole presently subsists, with all the active, passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

The titles and certificates may be examined by applying to the office of the undersigned.

Conditions: Cash.

A deposit of 10% of the amount of the bid shall be exacted from each bidder.

This sale is made in conformity with the judgment rendered by the Registrar of the Bankruptcy Court, at Montreal, dated the 20th. day of December, 1932, and pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, the 21st. day of December, 1932.

CONRAD BOYER.
Trustee.

201 Notre Dame West,
Montreal. 7194—53-2

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Quebec Theatre Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 novembre 1915.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 décembre 1932, la compagnie "The Quebec

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Quebec Theatre Company, Limited", incorporated by letters patent dated the 24th of November, 1915.

Notice is also given that from and after the 31st day of December, 1932, the company "The

Theatre Company, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
47-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wallford Security Company" constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 septembre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 décembre 1932, la compagnie "Wallford Security Company", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de décembre 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
49-o Sous-secrétaire de la Province.

"ART. BRONZE, LIMITED"

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la "Art Bronze, Limited", donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, de la province de Québec, en vertu de la section 25 de la dite Loi, pour lui demander d'accepter l'abandon de sa charte à compter d'une date qui sera fixée par le Loeutenant-Gouverneur en Conseil.

Daté à Montréal, ce trente et unième jour de décembre 1932.

Le secrétaire,
71 B.-V. ATKINSON.

Quebec Theatre Company, Limited", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
48 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wallford Security Company", incorporated by letters patent dated the 22nd of September, 1928.

Notice is also given that from and after the 31st day of December, 1932, the company "Wallford Security Company" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of December, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
50 Assistant Provincial Secretary.

"ART BRONZE, LIMITED"

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Art Bronze, Limited", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, under Section 25 of the said Act, for acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Montreal, this 31st day of December, 1932.

B. V. ATKINSON,
72-o Secretary

VENTES PAR LE SHÉRIF

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 13614. } ALPHONSE BOUFFARD demandeur; contre MATHIAS POULIN (Bégin), défendeur.

1. Tous les droits et prétentions que le dit Joseph Bégin a et peut avoir à l'avenir sur le lot numéro un du dixième rang nord-est du canton de Watford, suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Watford, comté de Dorchester—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Deux arpents de terre de front sur la profondeur du lot, à prendre du côté sud-ouest du lot numéro un du onzième rang nord-est du canton de Watford susdit, étant le lot numéro un-A (1A) suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit onzième rang de Watford, borné d'un côté au sud-ouest par le lot A, et de l'autre côté au nord-est par le dit Joseph Bégin—avec les bâtisses dessus construites et dépendances;

3. Une terre située au même endroit que la précédente, étant le lot numéro deux, et environ trois arpents de front sur la profondeur du lot à

SHERIFF'S SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 13614. } ALPHONSE BOUFFARD, plaintiff; against MATTHIAS POULIN (Begin), defendant.

1. All the rights and pretensions which the said Joseph Begin has and may have in the future on lot number one in the tenth Northeast range of the township of Watford, according to the official cadastral plan and book of reference for the said Township of Watford, county of Dorchester—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Two arpents of land in front by the depth of the lot, to be taken on the Southwest side of lot number one in the eleventh Northeast range of the township of Watford aforesaid, being lot number one-A (1A) according to the official cadastral plan and book of reference for the said eleventh range of Watford, bounded on one side to the Southwest by lot A, and on the other side to the Northeast by the said Joseph Begin—with the buildings thereon erected, and dependencies.

3. A farm situate at the same place as the preceding one, being lot number two, and about three arpents in front by the depth of the lot to

prendre du côté nord-est du lot numéro un, contigu au dit lot deux, les lots un-B (1B) et deux-A (2A) et deux (2) suivant le cadastre officiel pour le dit onzième rang de Watford, bornée la dite terre, au sud-ouest par Jean Rainville, au nord-est par le lot trois—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette donation est faite sujette à la réserve de la coupe du bois de commerce sur les lots en dernier lieu mentionnés, réservée en l'acte de vente de Octave Rainville, au dit Joseph Bégin, en date du 29 juillet 1899, devant L. Moisan, notaire.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain 1933, à DIX heures ET QUART de l'avant-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 3 janvier 1933.
[Première publication, le 7 janvier 1933]
93—1-2-o

be taken on the Northeast side of lot number one, contiguous to said lot two, lots one-B (1B) and two-A (2A) and two (2), according to the official cadastre for the said eleventh range of Watford, bounded, the said farm, on the Southwest by Jean Rainville, on the Northeast by lot three—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said donation is made subject to the reserve of the cutting of timber on the lots lastly mentioned, reserved in the deed of sale of Octave Rainville to the said Joseph Begin, dated July 29, 1899, before L. Moisan, notary.

To be sold at the church door of the parish of Saint Prosper, on the SEVENTH day of FEBRUARY next, 1933, at A QUARTER PAST TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, January 3, 1933.
[First publication, January 7, 1933]
94—1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, demanderesse; contre DAME MARIE LETOURNEAU ET AL., défendeurs.
No 13512.

Un emplacement situé à Saint-Prosper, Dorchester, ayant cinquante-cinq pieds de front sur cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro six-B (6B) au cadastre officiel fait pour le rang sept sud-ouest du canton Watford, comté de Dorchester—avec les bâtisses y construites, borné au nord-est au chemin public, ausud-ouest à Norbert Samson, au sud-est à Louis Bernier et au nord-ouest à Edmond Gagné.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Prosper, le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 2 janvier 1933.
[Première publication, le 7 janvier 1933]
95—1-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, plaintiff; against DAME MARIE LETOURNEAU ET AL., defendants.
No. 13512.

An emplacement situate at Saint Prosper, Dorchester, measuring fifty five feet in front by one hundred and thirty feet in depth, English measure, known and designated as forming part of lot number six-B (6B) on the official cadastre made for the Southwest seventh range of the township of Watford, county of Dorchester—with the buildings thereon erected, bounded on the Northeast by the public road, on the Southwest by Norbert Samson, on the Southeast by Louis Bernier and on the Northwest by Edmond Gagné.

To be sold at the church door of Saint Prosper, on the SEVENTH day of FEBRUARY next, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, January 2, 1933.
[First publication, January 7, 1933]
96—1-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford,

Canada, Province de Québec, No 413. EUGENE FOURNIER, demandeur; vs JOHN ARNOLD, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une ferme sise et située dans le canton de Bolton, district de Bedford, connue et désignée comme étant les lots numéros cinq cent cinquante et un et cinq cent cinquante-deux (551 et 552), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Bolton, district de Bedford—avec les bâtisses sus érigées, sauf et excepté cette partie des dit lots appartenant à Pierre Edmond Schinck.

Pour être vendue en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Etienne de

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Fedford.

Canada, Province of Quebec, No. 413. EUGENE FOURNIER, plaintiff; vs JOHN ARNOLD, defendant.

As belonging to defendant.

A farm being and situate in the township of Bolton, district of Bedford, known and designated as being lots numbers five hundred and fifty one and five hundred and fifty two (551 and 552), on the official plan and book of reference for the township of Bolton, district of Bedford—with the buildings thereon erected save and except that part of said lots belonging to Pierre Edmond Schinck.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint Etienne de Bolton, at

Bolton, à Saint-Etienne, dit district, le NEUVIEME jour de FEVRIER 1933, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, Qué., le 30 décembre 1932.

[Première publication, le 7 janvier 1933]

73—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—District de Terrebonne.

Canada, Province de Québec, No 1403. } JOS. VERMETTE, demandeur; vs ALCIDAS ROBERT, défendeur, et ALCIDAS ROBERT, *ès-qualité*, Tiers-Saisie.

Comme appartenant au Tiers-Saisie, es-qual.:

Une ferme connue et désignée comme étant le lot numéro deux cent quarante-neuf (249), moins cependant la partie dudit lot se trouvant au sud du chemin public qui le traverse, et le lot numéro trois cent quatorze (314), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Farnham, partie Est, district de Bedford, de la contenance en tout de cent quarante-neuf acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses et toutes autres améliorations dessus construites.

Pour être vendue en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent-Ferrier d'Adamsville, dans le village d'Adamsville, dit district, ce HUITIEME jour de FEVRIER 1933, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C. B. JAMESON.

Sweetsburg, Qué., le 30 décembre 1932.

[Première publication, le 7 janvier 1933]

75—1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, Province de Québec, No 484 } DELORIMUS FORTIER, demandeur; vs JOSEPH LAPLANTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots numéros deux cent soixante et quatorze et deux cent soixante et quinze (274 et 275), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, district de Bedford—avec les édifices sus-érigés.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église parossiale de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, dans le canton de Milton, dit district, le QUINZIEME jour de FEVRIER 1933, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, Qué., le 3 janvier 1933.

[Première publication, le 7 janvier 1933]

89—1-2

Saint Etienne, said district, on the NINTH day of FEBRUARY, 1933, at TWO o'clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sweetsburg, Que., December 30th, 1932.

[First publication, January 7, 1932]

74—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Terrebonne.

Canada, Province of Quebec, No. 1403. } JOS. VERMETTE, plaintiff; vs ALCIDAS ROBERT, defendant, and ALCIDAS ROBERT, *ès-qualité, Tiers-Saisie.*

As belonging to *Tiers-Saisie, es-qual.:*

A farm known and designated as being lot number two hundred and forty nine (249), less however, that part of said lot lying South of the public road crossing the same, and lot number three hundred and fourteen (314) on the official plan and book of reference for the Township of Farnham, East part, district of Bedford, the whole containing an area of one hundred and forty nine acres, more or less—with the buildings and all other improvements thereon erected.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint Vincent-Ferrier d'Adamsville, in the Village of Adamsville, said district on the EIGHTH day of FEBRUARY, 1933, at TWO of the clock in the after noon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office, Sheriff.

Sweetsburg, Que., December 30th, 1932.

[First publication, January 7, 1933]

76—1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Canada, Province of Quebec, No 484. } DELORIMUS FORTIER, plaintiff; vs JOSEPH LAPLANTE, defendant.

As belonging to defendant:

Lots numbers two hundred and seventy four, and two hundred and seventy five (274 and 275), of the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of Saint Valerien de Milton, district of Bedford—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint Valerien de Milton, in the township of Milton, said district, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, 1933, at TWO of the clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's Office, Sheriff.

Sweetsburg, Que., January 3rd, 1933.

[First publication, January 7, 1933]

90—1-2-o

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette, No 3567. } DAME AMANDA LAJOIE, demanderesse; vs ULRIC BOURGEOIS *es-qualité*, défendeur.

1. Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot No 202 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Joliette, contenant 25 pieds de front par 153 pieds de profondeur et borné comme suit: en front par la rue Manseau, en profondeur et d'un côté par le résidu du lot

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 3567. } DAME AMANDA LAJOIE, plaintiff; vs ULRIC BOURGEOIS, *es-qualite*, defendant.

1. An emplacement known and designated as forming part of the lot No. 202, on the official plan and book of reference for the town of Joliette, measuring 25 feet in front by 153 feet in depth, and bounded as follows: in front by Manseau Street, in depth and on one side by the resi-

No 202 et de l'autre côté par le lot No 201 dudit cadastre—avec bâtisses dessus construites.

2. Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, comme faisant partie du lot No 201, contenant environ 36 pieds de front sur environ 106½ pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front à la rue Manseau, d'un côté au No 200, de l'autre côté au No 202, en profondeur au No 203 pour partie et pour partie au No 201, avec droit de jouir en commun avec le propriétaire du No 200 dudit cadastre, d'un passage mitoyen se trouvant entre le No 200 et le No 201—avec bâtisses y érigées;

Les emplacements ci-dessus, avec bâtisses, qui avaient été annoncés pour être vendus au bureau du shérif en la cité de Joliette le 2 février 1932, à 10 heures de l'avant-midi, seront vendus le VINGT-QUATRIEME jour du mois de JANVIER 1933, au bureau du shérif, en la cité de Joliette, à DIX heures a. m.

Bureau du shérif, ce 28 décembre 1932.

Le shérif,

77–o GEORGES DESROCHES.

due of lot No. 202 and on the other side by lot No. 201 of the said cadastre—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette, as forming part of lot No. 201, measuring about 36 feet in front by about 106½ feet in depth, more or less, bounded in front by Manseau Street, on one side by No. 200 and on the other side by No. 202, in depth partly by No. 203 and partly by No. 201, with the right to enjoy, in common with the proprietor of No. 200 of the said cadastre, a right of way being between No. 200 and No. 201—with the buildings thereon erected.

The hereinabove emplacements, with buildings, formerly announced to be sold at the Sheriff's Office, in the city of Joliette, the 2nd of February, 1932, at 10 o'clock in the forenoon, will be sold the TWENTY FOURTH day of the month of JANUARY, 1933, at the Sheriff's Office, in the city of Joliette, at TEN o'clock A. M.

Sheriff's Office, this 28th day of December, 1932.

GEORGES DESROCHES,

78 Sheriff.

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: No 4135. } JOSEPH MARTINEAU, fils de Prudent, rentier, de la paroisse de Saint-François, demandeur; contre PRUDENT MORIN, cultivateur, de Saint-François, défendeur.

1. Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-François comme étant le lot numéro deux cent un (201)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une terre complantée en bois debout contenant seize à dix-sept arpents en superficie, plus ou moins, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante (partie 260) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-François, comprise dans les bornes suivantes:—au sud à la Rivière Morigeau, au nord à Louis-Omer Martineau, au nord-est à A. Laliberté et D. Gagnon, et au sud-est à Alphonse Laflamme.

3. Une terre complantée en bois debout contenant quatre arpents de front sur vingt-deux arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro huit B (partie 8*b*) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton d'Armagh, deuxième rang, comté de Bellechasse, bornée comme suit: au sud au trait carré sud du deuxième rang du canton Armagh, au nord aux représentants de Alphonse Jean, au nord-est à Joseph Martineau et au sud-ouest à Alphonse Laflamme.

Pour être vendus les item 1 et 2 à la porte de l'église paroissiale de Saint-François, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain (1933) à DEUX heures de l'après-midi et l'item No 3, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cajétan d'Armagh, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 12 décembre, 1932.

[Première publication, 17 décembre, 1932]

6839—51–2–o

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: No. 4135. } JOSEPH MARTINEAU, son of Prudent, annuitant, of the parish of Saint Francis, plaintiff; against PRUDENT MORIN, farmer, of Saint Francis, defendant.

1. A farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Francis as being lot number two hundred and one (201)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A wooded lot of land, containing sixteen to seventeen arpents in area, more or less, known and designated as forming part of lot number two hundred and sixty (Part 260) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Francis, comprised within the following boundaries: on the South by the Morigeau River; on the North by Louis Omer Martineau, on the Northeast by A. Laliberté and D. Gagnon and on the Southeast by Alphonse Laflamme.

3. A wooded lot of land measuring four arpents in front by twenty two arpents in depth, more or less, known and designated as forming part of lot number eight B (Part 8*b*) on the official cadastral plan and book of reference for the township of Armagh, second range, County of Bellechasse, bounded as follows: on the South, by the South *trait carré* of the second range of the township of Armagh, on the North by the representatives of Alphonse Jean, on the Northeast by Joseph Martineau, and on the Southwest by Alphonse Laflamme.

To be sold, Items 1 and 2, at the parochial church door of Saint Francis, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of JANUARY next (1933) at TWO o'clock in the afternoon and Item No. 3, at the church door of the parish of Saint Cajétan d'Armagh, at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montmagny, December 12, 1932.

[First publication, December 17th., 1932]

6840—51–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 113512 } DAME ALEXINA PAYETTE, veuve de David Corbeil, demanderesse; vs GAUDIAS ROCHON, défendeur.

Un emplacement portant les numéros civiques 2230 et 2240 de la rue Fullum, quartier Rosemont, angle sud des rues Fullum et Bellechasse, mesurant soixante pieds de largeur en front, cinquante-huit pieds de largeur en arrière et cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, composé des lots trois cent vingt-sept et trois cent vingt-huit de la subdivision du lot originaire deux cent huit (208-327 et 328) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village de la Côte de la Visitation—avec toutes les constructions dessus érigées et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 janvier 1933.
[Première publication, le 7 janvier 1933]
97—1-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 113512. } DAME ALEXINA PAYETTE, widow of David Corbeil, plaintiff; vs GAUDIAS ROCHON, defendant.

An emplacement bearing civic numbers 2230 and 2240 Fullum Street, Rosemount Ward, South corner of Fullum and Bellechasse Streets, measuring sixty feet in width in front, fifty eight feet in width in rear and one hundred and five feet in depth, English measure and more or less, composed of lots three hundred and twenty seven and three hundred and twenty eight of the subdivision of original lot two hundred and eight (208-327 and 328) on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation—with all the buildings thereon erected and the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, January 3, 1933.
[First publication, January 7, 1933]
98—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No C-108064 } CREDIT FONCIER FRANCO - CANADIEN, demanderesse; vs LELLE M.-I. PICHETTE, défenderesse; et LA SOCIETE D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, curatrice au délaissement.

Comme appartenant à la défenderesse mais entre les mains de la curatrice au délaissement.

Trois lots de terre situés sur la rue Notre-Dame-Ouest, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, et connus sous les numéros cent soixante et douze, cent soixante et treize et cent soixante et quatorze de la subdivision du lot numéro dix-sept cent quatre aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus érigées ayant front sur la rue Notre-Dame-Ouest.

Pour être vendus à mon bureau, en la Cité de Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $4,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Boyer, en date du 23 décembre 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 janvier 1933.
[Première publication, le 7 janvier 1933]
99—1-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. C-108064. } CREDIT FONCIER FRANCO - CANADIEN, plaintiff; vs MISS M. I. PICHETTE, defendant; and LA SOCIETE D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, curatrix to the surrender of property.

As belonging to the defendant but in the hands of the curatrix to the surrender of property.

Three lots of land situate on Notre-Dame Street West, in Saint Henry's ward, of the city of Montreal, and known under numbers one hundred and seventy two, one hundred and seventy three and one hundred and seventy four of the subdivision of lot number one thousand seven hundred and four, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected, fronting on Notre Dame Street West.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $4,000.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Boyer, dated the 23rd of December, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, January 3, 1933.
[First publication, January 7, 1933]
100—1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-102556. } E.-HORACE CIMON, avocat, de la Rivière du Loup, dans la province de Québec, agissant en sa qualité de curateur à la substitution créée en vertu du testament de feue Delle Marie-Esther Julie Jodoin, en son vivant de Montréal, DAME MARIE-ANTOINETTE JODOIN, du même endroit, épouse séparée de biens du dit E.-Horace Cimon, agissant en sa qualité d'appelée à la dite substitution, et le dit E.-HORACE CIMON,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-102556. } E. HORACE CIMON, advocate, of Rivière du Loup, in the Province of Quebec, in his quality of curator to the substitution created in virtue of the will of the late Miss Marie Esther Julie Jodoin, in his lifetime of Montreal, DAME MARIE-ANTOINETTE JODOIN, of the same place, wife separate as to property of the said E. Horace Cimon, acting in her quality of substitute to the said substitution, and the said E.

pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, GORDON SHERWOOD HUBBELL, de la cité de Westmount, marchand, DELLE MERIZA MAJOR, de la cité de Montréal, fille majeure, et usant de ses droits, DELLE ANNA-M. WAIT, du même endroit, fille majeure, et EDOUARD CHOLETTE, notaire, du même endroit, demandeurs; vs DAME ANN-BELL-EVELYN WILSON, de la cité de Montréal, veuve de François-Xavier Samson, en son vivant du même endroit, agissant tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs John-Francis Wilson-Samson, et Jacqueline-Frances-Evelyn Wilson-Samson, et JEAN-BAPTISTE MARTIN, des cité et district de Montréal, propriétaire de taverne, défendeurs.

Immeuble saisi comme appartenant à la défenderesse Dame Ann-Bell-Evelyn Wilson-Samson.

Un certain emplacement ayant front sur l'Avenue Esplanade, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision cent vingt-trois, du lot officiel numéro quinze (15-123) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par cent deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 5142, 5144 et 5146 de ladite Avenue Esplanade, avec le droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 janvier 1933.

[Première publication, le 7 janvier 1933]
101—1-2-o

HORACE CIMON, to authorize his said wife for the purposes hereof, GORDON SHERWOOD HUBBELL, of the city of Westmount, merchant, MISS MERIZA MAJOR, of the city of Montreal, spinster of age in the use of her rights, MISS ANNA M. WAIT, of the same place spinster of age, and EDOUARD CHOLETTE, notary, of the same place, plaintiffs; vs DAME ANN BELL EVELYN WILSON, of the city of Montreal, widow of François-Xavier Samson, in his lifetime of the same place, acting both personally and in her quality of tutrix to her minor children, John Francis Wilson-Samson and Jacqueline Frances Evelyn Wilson-Samson, and JEAN BAPTISTE MARTIN, of the city and district of Montreal, tavern proprietor, defendants.

Immovable seized as belonging to the defendant Dame Ann Bell Evelyn Wilson-Samson.

A certain emplacement fronting on Esplanade Avenue, in the city of Montreal, known as being subdivision one hundred and twenty three of official lot number fifteen (15-123) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred and two feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 5142, 5144 and 5146 of the said Esplanade Avenue, with right of way in common with others in the lane in rear thereof.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 3, 1933.

[First publication, January 7, 1933]
102—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OLIER PIGEON, de-
No 107605 } mandeur; vs DELLE BERTHE BEAUDRY, défenderesse.

Quatre lots de terre ayant front sur la sixième Avenue en la ville de Montréal-Nord, connus et désignés comme étant les numéros huit cent soixante et treize, huit cent soixante et quatorze, huit cent soixante et quinze et huit cent soixante et seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante (No 50-873, 874, 875 et 876) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 10791 de la Sixième Avenue, et tous les droits y inhérents.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 janvier 1933.

[Première publication, le 7 janvier 1933]
103—1-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OLIER PIGEON, plain-
No. 107605. } tiff; vs MISS BERTHE BEAUDRY, defendant.

Four lots of land fronting on Sixth Avenue, in the town of Montreal-North, known and designated as being numbers eight hundred and seventy three, eight hundred and seventy four, eight hundred and seventy five and eight hundred and seventy six of the official subdivision of the original lot number fifty (Nos. 50-873, 874, 875 and 876) on the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Recollet, each of said lots measuring twenty five feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less—with buildings thereon erected, bearing civic number 10791 Sixth Avenue, and all the rights attached thereto.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to said immoveables.

To be sold *en bloc*, at my office, in the City of Montreal, on the NINTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 3, 1933.

[First publication, January 7, 1933]
104—1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH BOUTIN, de-
No C-110410. } mandeur; vs PAUL-STANISLAS VIAU, défendeur.

Un emplacement faisant front sur l'Avenue Prud'homme, dans le quartier Notre-Dame-de-Gráces, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux de la subdivision numéro douze du lot numéro cent quatre-vingt-un (181-12-2) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt et un pieds et six pouces de largeur par cent treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, et avec droit de passage dans la ruelle en arrière dudit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 décembre 1932.
[Première publication, le 17 décembre 1932]
6861—51-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH BOUTIN, plain-
No. C-110410. } tiff; vs PAUL STANISLAS VIAU, defendant.

An emplacement fronting on Prud'homme Avenue, in Notre Dame de Graces Ward, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision number two of subdivision number twelve of lot number one hundred and eighty one (181-12-2) on the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal, measuring twenty one feet and six inches in width by one hundred and thirteen feet in depth, English measure, and more or less—with the buildings thereon erected, and with right of way in the lane at the rear of the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 13th., 1932.
[First publication, December 17th., 1932]
6862—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ANGE-EMMA
No B-103193. } COUSINEAU, veuve de Joseph Boucher, demanderesse; vs DAME MERCEDES BOUCHER, épouse contractuellement séparée de biens de Charles-Edouard Lessard, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros dix-huit et dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro douze (12-18 et 19) aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, borné en front par la rue Saint-Hubert et en arrière par la rue Saint-Christophe—avec les maisons et bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 décembre, 1932. 6863—51-2-o
[Première publication, 17 décembre, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ANGE EMMA
No. B-103193. } COUSINEAU, widow of Joseph Boucher, plaintiff; vs DAME MERCEDES BOUCHER, wife separate as property by marriage contract of Charles Edouard Lessard, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An emplacement fronting on Saint Hubert Street, in the city of Montreal, composed of the lots of land known and designated under numbers eighteen and nineteen of the subdivision of original lot number twelve (12-18 and 19) of the official plan and book of reference for the village of Saint Jean Baptiste, bounded in front by Saint Hubert Street and in rear by Saint Christophe Street—with the houses and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 13, 1932. 6864—51-2
[First publication, December 17th., 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CREDIT FONCIER
No C-104394. } FRANCO-CANADIEN, demanderesse; vs ALFRED-F. LASALLE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Hôtel-de-Ville, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro deux cent dix-neuf (219) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Cousineau, en date du 12 novembre 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 décembre 1932. 6865—51-2-o
[Première publication, 17 décembre, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
No. C-104394. } FRANCO-CANADIEN, plaintiff; vs ALFRED F. LASALLE, defendant.

An emplacement fronting on City Hall Street, in the city of Montreal, known and designated as being number two hundred and nineteen (219) of the official plan and book of reference for Saint Louis Ward—with buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $800.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Hon. Judge Cousineau, dated November 12, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 13, 1932. 6866—51-2
[First publication, December 17th., 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DEMOISELLE OLYM-
No 112059. } PE FAUBERT, demanderesse; vs ANGELO BRENIE, défendeur.

Un morceau de terrain situé en la ville de Greenfield Park, dans le comté de Chambly, formant partie du lot numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro un, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent trente-deux (Ptie de 232-1-3) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil mesurant environ, ledit morceau de terrain quatre-vingt-seize pieds de largeur jusqu'à une profondeur de deux cent quatre-vingt-huit pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par une rue, étant le numéro officiel 232-1, d'un côté par le numéro officiel 232-1-2 et de l'autre côté, partie par le résidu dudit lot numéro 232-1-3 et partie par le lot numéro 232-1-4—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 13 décembre 1932.

[Première publication, le 17 décembre 1932]

6867—51-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS OLYMPE FAU-
No. 112059. } BERT, plaintiff; vs ANGELO BRENIE, defendant.

A parcel of land situate in the Town of Greenfield Park, in the county of Chambly, forming part of lot number three of the official subdivision of lot number one, of the official subdivision of lot number two hundred and thirty two (Pt. 232-1-3) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Antoine de Longueuil, said parcel of land measuring about ninety six feet in width up to a depth of two hundred and eighty eight feet, the whole English measure and more or less, bounded in front by a street, being official number 232-1, on one side by official number 232-1-2 and on the other side partly by the residue of said lot number 232-1-3 and partly by lot number 232-1-4—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, December 13th., 1932.

[First publication, December 17th., 1932]

6868—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } BERNARD LAHAIE,
No C-104966. } demandeur; vs J.-H. LEBEUF, défendeur.

Deux lots de terre situés en la Ville de Saint-Laurent, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, sous le No 466, subdivisions officielles Nos 16 et 17—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la Cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, 13 décembre 1932. 6869—51-2-o

[Première publication, le 17 décembre 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } BERNARD LAHAIE,
No. C-104966. } plaintiff; vs J. H. LEBEUF, defendant.

Two lots of land situate in the Town of Saint Laurent, known and designated on the official plan and book of reference for the Parish of Saint Laurent, in the County of Jacques Cartier, under No. 466, official subdivisions Nos. 16 and 17—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, December 13, 1932. 6870—51-2

[First publication, December 17, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OMER DESERRES,
No D-105612. } LIMITEE, demanderesse; vs EVARISTE BOIES, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro vingt du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499-20) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, à Montréal,—avec maison portant les numéros civiques 1972, 1974 et 1976, de la rue DeMontigny et une autre maison portant le numéro 1971 de la rue Campion, qui borne l'emplacement en arrière et toutes autres bâtisses dessus érigées, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, 13 décembre 1932. 6871—51-2-o

[Première publication, le 17 décembre 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OMER DESERRES, LI-
No. D-105612. } MITEE, plaintiff; vs EVARISTE BOIES, defendant.

A lot of land known and designated as being subdivision number twenty of original lot number four hundred and ninety nine (499-20) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, Montreal—with a house bearing civic numbers 1972, 1974 and 1976, DeMontigny Street, and another house bearing No. 1971 Campion Street, which bounds the emplacement in rear and all other buildings thereon erected, as the whole presently subsists with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, December 13, 1932. 6872—51-2

[First publication, December 17, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH ROCH, demandeur; vs DAILY LOAN
No A-90581. } & INVESTMENT, LTD., défenderesse.

Le lot de terre situé sur l'Avenue Victoria, en la cité de Westmount, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme la subdivision numéro quatre-vingt-deux (82) du lot numéro deux cent quinze (215) et contenant cinquante pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 décembre 1932. 6873—51-2-o
[Première publication, 17 décembre, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH ROCH, plaintiff; vs DAILY LOAN & INVESTMENT, LTD., defendant.
No. A-90581. }

That lot of land situate on Victoria Avenue, in the city of Westmount, known and designated on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, as being subdivision number eighty two (82) of lot number two hundred and fifteen (215) and measuring fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 13, 1932. 6874—51-2
[First publication, December 17th., 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-NAPOLEON ROY, demandeur; vs DAME
No F-107788. } ALMA OUIMET, épouse séparée de biens de Jos.-Léon Patenaude, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur le chemin de la Côte Sainte-Catherine en la cité d'Outremont, de forme irrégulière, étant la plus grande partie du lot numéro 30 de la subdivision officielle du lot numéro (36 (36-p. 30) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; ledit emplacement mesurant en front cent trente-sept pieds et 5/10 de pieds de largeur et trente pieds et 5/10 de pieds dans la partie ouest par une profondeur de cent quarante-trois pieds dans la ligne sud-est; vingt-huit pieds dans la ligne nord-est et deux cent huit pieds et 5/10 de pieds dans la ligne nord et formant une superficie totale de quinze mille trente-neuf (15,039) pieds carrés mesure anglaise, plus ou moins; bornée en front au sud-est ou est par une autre portion dudit lot numéro 30 formant maintenant partie du chemin de la Côte Sainte-Catherine, en arrière à l'ouest par une autre partie dudit lot numéro 30, la propriété de Joseph Hermas Lamarche, ou représentants; d'un côté au sud-ouest par la subdivision un de la subdivision 31, dudit lot numéro 36; et de l'autre côté au nord-est et au nord par les lots de subdivision numéros 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, et 11, du lot numéro 35 aux dits plan et livre de renvoi officiels; ledit emplacement portant le numéro civique 343 du chemin de la Côte Sainte-Catherine en la cité d'Outremont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,729.70 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Boyer en date du 24 novembre 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 décembre, 1932. 6875—51-2-o
[Première publication, 17 décembre, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. NAPOLEON ROY, plaintiff; vs DAME ALMA
No. F-107788. } OUIMET, wife separate as to property of Jos. Léon Patenaude, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, defendant.

An emplacement fronting on Côte Sainte Catherine Road, in the city of Outremont, of irregular figure, being the greater part of lot number 30 of the official subdivision of lot number 36 (36-Pt. 30) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal; said emplacement measuring in front one hundred and thirty seven feet and 5/10 of a foot in width and thirty feet and 5/10 of a foot in the West part by a depth of one hundred and forty three feet in the Southeast line; twenty eight feet in the Northeast line and two hundred and eight feet and 5/10 of a foot in the North line, and containing a total area of fifteen thousand and thirty nine (15039) square feet, English measure and more or less; bounded in front on the Southeast or East by another part of said lot number 30 now forming part of Côte Sainte Catherine Road, at the rear, on the West, by another part of said lot number 30, property of Joseph Hermas Lamarche, or representatives; on one side on the Southwest by the subdivision one of subdivision 31 of said lot number 36; and on the other side, on the Northeast and North, by subdivision lots numbers 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 and 11 of lot number 35 on said official plan and book of reference; said emplacement bearing civic number 343 of Côte Sainte Catherine Road, in the city of Outremont.

Tobe sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,729.70 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Boyer dated November 24, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 13, 1932. 6876—51-2
[First publication, December 17th., 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY, demanderesse; vs DAME MILLY SELINA CRAYTON DAVIES, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de HUgERT WHITE, du même endroit, et ledit
No B-67083. }

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY, Plaintiff; vs DAME MILLY SELINA CRAYTON DAVIES, of the City and District of Montreal, wife separate as to property of HUBERT WHITE, of the same place, and the
No. B-67083. }

Hubert White, aux fins d'autoriser sa dite épouse, défenderesse.

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Mayfair, situé à Parkdale, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, mesurant trente pieds de largeur par cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, étant la partie sud-est de la subdivision deux cent trente de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-neuf (149 S. E., Pt. 230) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, borné comme suit: au nord-est par le No 149-242 (avenue Mayfair) au sud-est par le lot No 149-229, au sud-ouest par le lot No 148, et au nord-ouest par le résidu du dit lot No 149-230—avec toutes les bâtisses sus-érigées, portant le numéro civique No 290 ancien numéro, nouveau numéro 4568 avenue Mayfair, le mur nord-ouest est mitoyen avec les prémisses adjacentes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 décembre 1932. 6877—51-2-o
[Première publication, le 17 décembre 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH DUQUETTE,
No B-79417. } demandeur; vs JOSEPH ARMAND MORIN, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Marie-Anne est compose des lots numéros quarante-sept et quarante-huit de la subdivision du lot numéro onze (11-47 et 48) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, contenant chacun desdits lots vingt-cinq (25) pieds de largeur par quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière dudit emplacement—avec une maison portant les numéro civiques 1166 à 1180 inclusivement de la dite rue Marie-Anne Est, et 4 logements situés en arrière desdits lots portant les numéros civiques 2, 4, 6 et 8 de l'Avenue Lafrance.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 décembre 1932. 6915—51-2-o
[Première publication, 17 décembre, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIA PRUD'-
No 113220. } HOMME, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Roch, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes,demandeurs; vs ZÉNON JUTRAS *et al.*, défendeurs; et LÉONIDAS BARRÉ, curateur-au-délaissement.

Comme appartenant aux défendeurs, mais entre les mains du curateur au délaissement:

Un emplacement faisant front sur la deuxième Avenue, en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent quarante-deux du lot numéro quatre mille six cent soixante-neuf (4669-542) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-treize pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—

said Hubert White, for the purpose of authorizing his said wife, Defendant.

That certain emplacement fronting on Mayfair Avenue, situated at Parkdale in the Notre Dame de Grace Ward, of the City of Montreal, measuring thirty feet in width by one hundred and fifteen feet in depth English measure more or less, being the South East part of Subdivision two hundred and thirty of the official subdivision of lot number one hundred and forty nine (149 S. E. Pt. 230) on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, bounded as follows: To the North East by No. 149-242 (Mayfair Avenue), to the South East by lot No. 149-229, to the South West by lot No. 148, and to the North West by the residue of said lot No. 149-230—with all the buildings thereon erected bearing civic No. 290 old number, new number 4568 Mayfair Avenue, the North West wall whereof is *miloyen* with the adjoining premises.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 13, 1932. 6878—51-2
[First publication, December 17, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH DUQUETTE,
No. B-79417. } plaintiff; vs JOSEPH ARMAND MORIN, defendant.

An emplacement fronting on Marie Anne Street East, composed of lots numbers forty seven and forty eight of the subdivision of lot number eleven (11-47 and 48) on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation, each of said lots measuring twenty five (25) feet in width by ninety (90) feet in depth, English measure and more or less, with a common right right of way, in the lane situate at the rear of said emplacement—with a house bearing civic numbers 1166 to 1180 inclusively of said Marie Anne Street East, and 4 dwellings situate at the rear of said lots bearing civic numbers 2, 4, 6 and 8 of Lafrance Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 14, 1932. 6916—51-2
[First publication, December 17th., 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIA PRUD'-
No. 113220. } HOMME, wife separate as to property by marriage contract of Paul Roch, and the latter both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiffs; vs ZENON JUTRAS *et al.*, defendants; and LEONIDAS BARRE, curator to the surrender.

As belonging to the defendants, but in the hands of the curator to the surrender.

An emplacement fronting on second Avenue in the city of Verdun, known and designated as being subdivision number five hundred and forty two of lot number four thousand six hundred and sixty nine (4669-542) of the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by seventy three feet and six inches in depth, English measure and more or less—with

avec les bâtisses y érigées et portant les numéros civiques 319 à 323 de la dite deuxième Avenue.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 décembre 1932.
[Première publication, le 17 décembre 1932]
6921—51-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THOMAS KIRK, demandeur; vs HERCULE LEMIRE *et al.*, défendeurs.
No B-109197. }

Un certain emplacement situé en la cité de Montréal et borné en front par la rue Versailles, connu et désigné comme la subdivision officielle No 47 de la subdivision officielle No 466 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, comprenant vingt-trois pieds et quatre pouces (23′ 4″) de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds (98′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec l'usage d'une ruelle en arrière, connu sous le No de subdivision 69 du lot originaire 466 dudit cadastre, en commun avec d'autres et avec les bâtisses dessus érigées et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 décembre 1932. 6917—51-2-o
[Première publication, 17 décembre, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THOMAS KIRK, demandeur; vs HERCULE LEMIRE *et al.*, défendeurs.
No C-110197. }

(*a*) Deux lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions officielles 25 et 26 du lot originaire No 209 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans la cité de Montréal—avec bâtisses et dépendance.

(*b*) Quatre lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions Nos 126, 127, 128 et 129, du lot originaire officiel No 196 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis dans la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 décembre 1932.
[Première publication, le 17 décembre 1932]
6919—51-2-o

the buildings thereon erected and bearing civic numbers 319 to 323 of the said second Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 14th., 1932.
[First publication, December 17th., 1932]
6922—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THOMAS KIRK, plaintiff; vs HERCULE LEMIRE *et al.*, defendants.
No. B-109197. }

A certain emplacement situate in the city of Montreal, and bounded in front by Versailles Street, known and designated as official subdivision No. 47 of official subdivision No. 466 on the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward, measuring twenty three feet and four inches (23′ 4″) in width by ninety eight feet (98′) in depth, English measure and more or less—with use of a lane at the rear, known under subdivision No. 69 of the original lot 466 of said cadastre, in common with others, and with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 13, 1932. 6918—51-2
[First publication, December 17th., 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THOMAS KIRK, plaintiff; vs HERCULE LEMIRE *et al.*, defendants.
No. C-110197. }

(*a*) Two lots of land known and designated as being official subdivisions 25 and 26 of original lot No. 209 of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte Saint Louis, in the city of Montreal—with buildings and dependencies.

(*b*) Four lots of land known and designated as being subdivisions Nos. 126, 127, 128 and 129, of official original lot No. 196 of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte Saint Louis, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 14th., 1932.
[First publication, December 17th., 1932]
6920—51-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } ZÉPHIR BOISCLAIR, commerçant, domicilié à Sainte-Monique, district de Nicolet, demandeur; vs HENRI LONGVAL, domicilié à Sainte-Monique, district de Nicolet, défendeur.
District de Nicolet, }
No 814. }

NICOLET

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } ZEPHIR BOISCLAIR, trader, residing at Sainte Monique, district of Nicolet, plaintiff; vs HENRI LONGVAL, residing at Sainte Monique, district of Nicolet, defendant.
District of Nicolet, }
No. 814. }

Un lot de terre en la paroisse de Sainte-Monique, à la concession du Grand-Saint-Esprit, du côté nord-est de la dite concession, mesurant environ trois arpents de largeur sur environ vingt-cinq arpents de profondeur, et connu et désigné comme étant le lot numéro vingt (20) du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Monique: à distraire de ce lot les emplacements concédés à M. Arsène Longval et à M. Elphège Marcotte, suivant leurs titres respectifs.

Cette vente est faite à la charge par l'acquéreur de payer à l'avenir les termes non encore échus des cotisations pour réparations d'église et presbytère.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Monique, district de Nicolet, MARDI le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU.
Nicolet, le 12 décembre 1932. 6841—51-2-o
[Première publication, 17 décembre, 1932]

A lot of land in the parish of Sainte Monique, in the Grand Saint Esprit concession, on the Northeast side of the said concession, measuring about three arpents in width by about twenty five arpents in depth and known and designated as being lot number twenty (20) of the cadastre for the county of Nicolet, for the parish of Sainte Monique; to be deducted from the said lot the emplacements granted to Mr. Arsène Longval and to Mr. Elphège Marcotte, according to their respective deeds.

The said sale shall be made subject to payment by the purchaser of all future instalments not yet due on the apportionments for the repairing of the church and presbytery.

To be sold at the parochial church door of Sainte Monique, district of Nicolet, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JANUARY next, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, December 12, 1932. 6842—51-2
[First publication, December 17th., 1932]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: LÉONIDAS GRENIER, entrepreneur-peintre, de la ville de Beauport; contre HERMÉNÉGILDE BÉLANGER, fils, de la ville de Beauport, à savoir:

No 23852.

Le lot No 582-*a* (cinq cent quatre-vingt-deux-A) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un emplacement situé dans la ville de Beauport—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Beauport, comté de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLÉOPHAS BLOUIN.
Québec, ce 21 décembre 1932.
[Première publication, le 24 décembre 1932]
[Deuxième publication, le 7 janvier 1933]
7087—52-2-o

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: JOSEPH JOBIN, actuellement de la cité de Québec, rentier; contre ADJUTOR JOBIN, de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, à savoir:

No 23372.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, concession Saint-Romain, mesurant un arpent de largeur, depuis l'extrémité sud de la dite terre jusqu'au hangar puis faisant une équerre vers le nord-est d'environ 10 pieds et suivant ensuite une ligne légèrement oblique pour rejoindre la ligne primitive au chemin public, puis un arpent de largeur jusqu'à l'extrémité nord, bornée au sud par la terre de J.-Baptiste Sanfaçon, au nord par le chemin de la concession de la Miséricorde, à l'est par la terre ci-après décrite et à l'ouest par la terre de Joseph Talbot, avec en plus une parcelle de terrain à l'extrémité sud de la dite terre, mesurant 18 pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis la terre décrite et le ruisseau.

Cette terre fait partie des lots connus et désignés sous les numéros (partie 1149 et 1150) onze cent quarante-neuf et onze cent cinquante, sur le plan et dans le livre de renvoi officiel du cadas-

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: LEONIDAS GRENIER, master painter, of the town of Beauport; against HERMENEGILDE BELANGER, junior, of the town of Beauport, to wit:

No. 23852.

Lot No. 582-*a* (five hundred and eighty two-A) on the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being an emplacement situate in the town of Beauport—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Beauport, county of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, at HALF PAST TWO of the clock in the afternoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 21st., 1932.
[First publication, December 24th., 1932]
[Second publication, January 7th., 1933]
7088—52-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: JOSEPH JOBIN, presently of the city of Quebec, annuitant; against ADJUTOR JOBIN, of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, to wit:

No. 23372.

1. A farm situate in the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, concession Saint Romain, measuring one arpent in width, from the South extremity of the said farm to the shed and thence turning at right angle towards the Northeast of about 10 feet and then following a slightly oblique line to rejoin the original line at the public road, and thence one arpent in width up to the North extremity, bounded on the South by the land of J. Baptiste Sanfaçon, on the North by the road of the "concession de la Miséricorde", on the East by the land hereinafter described and on the West by the land of Joseph Talbot, with moreover a parcel of land at the South extremity of the said farm, measuring 18 feet in width by whatever depth there may be from the described farm to the brook.

The said farm forms part of the lots known and designated under numbers (Part 1149 and 1150) eleven hundred and forty nine and eleven hundred and fifty, on the official cadastral plan

tre pour la paroisse de Saint-Ambroise.

2. Une terre située en la même paroisse et concession, mesurant 18 perches de largeur, sur 20 arpents de profondeur, plus ou moins, bornée au nord par le chemin de la concession de la Miséricorde, au sud par la concession Saint-Bernard, à l'est par la terre de François Sanfaçon, et à l'ouest par celle ci-haut décrite—avec la maison, grange, et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette terre est maintenant connue et désignée sous les numéros (1147 et 1148) onze cent quarante-sept et onze cent quarante-huit), sur le plan et dans le livre de renvoi officiel du cadastre pour la paroisse de Saint-Ambroise.

3. Une terre à bois située en la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, en la cinquième concession, mesurant 2 arpents de largeur, 30 arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, bornée à l'est et à l'ouest par les concessions voisines, au nord par la terre de M. Provençal, et au sud par celle de Charles Talbot, étant la dite terre le lot maintenant connu et désigné sous le numéro 312-A, trois cent douze-A, et une partie du lot connu et désigné sous le numéro partie 312, du cadastre pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier.

Pour être vendus, les lots premièrement et deuxièmement décrits, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Emile, comté de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin, et le lot troisièmement décrit, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gabriel de Valcartier, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 21 décembre, 1932. 7089—52–2–o
[Première publication, 24 décembre, 1932]
[Deuxième publication, 7 janvier, 1933]

and book of reference for the parish of Saint Ambroise.

2. A farm situate in the same parish and concession, measuring 18 perches in width by 20 arpents in depth, more or less, bounded on the North by the road of the "Concession de la Miséricorde", on the South by the "Concession Saint-Bernard", on the East by the land of François Sanfaçon and on the West by that hereinabove described—with the house, barn, and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said farm is now known and designated under numbers (1147 and 1148) eleven hundred and forty seven and eleven hundred and forty eight on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Ambroise.

3. A wooded lot of land situate in the parish of Saint Gabriel de Valcartier, in the fifth concession, measuring 2 arpents in width by 30 arpents in depth, the whole more or less, and without warranty of exact measurement, bounded on the East and on the West by the adjoining concessions, on the North by the land of Mr. Provençal and on the South by that of Charles Talbot, the said lot of land being now known and designated under No. 312-A three hundred and twelve-A and a part of lot known and designated under number part 312 of the cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier.

To be sold, the lots firstly and secondly described, at the parochial church door of Saint Emile, county of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot thirdly described, at the parochial church door of Saint Gabriel de Valcartier, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 21, 1932. 7090—52–2
[First publication, December 24th., 1932]
[Second publication, January 7th., 1933]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8669. } DAME LAURENCE CREVIER, GEORGES SHOONER, EVARISTE SHOONER et JEAN SHOONER, faisant affaires ensemble à Pierreville, district de Richelieu, comme marchands généraux, sous la raison sociale de "Shooner & Cie", demandeurs; contre WILLIE HAMEL, de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, district de Richelieu, défendeur, à savoir:

Le lot numéro huit cent soixante et un (861) du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, sis et situé dans la concession dite "Haut de la Rivière".

Le lot numéro huit cent quarante-sept (847) du cadastre de la paroisse de Saint-François du Lac, sis et situé sur "L'Ile aux Pins".

Pour être vendus, le lot en premier lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas de Pierreville, MARDI, le SEPTIEME jour du mois de FEVRIER mil neuf cent trente-trois (1933) à MIDI; et celui en deuxième lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de Saint-François du Lac, le même jour, à DEUX

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Superior Court,

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8669. } DAME LAURENCE CREVIER, GEORGES SHOONER, EVARISTE SHOONER and JEAN SHOONER, carrying on business together at Pierreville, district of Richelieu, as general merchants, under the firm name of "Shooner & Cie", plaintiffs; against WILLIE HAMEL, of the parish of Saint Thomas de Pierreville, district of Richelieu, defendant, to wit:

Lot number eight hundred and sixty one (861) on the cadastre for the parish of Saint Thomas de Pierreville, lying and situate in the concession called "Haut de la Rivière".

Lot number eight hundred and forty seven (847) on the cadastre for the parish of Saint François du Lac, lying and situate on "Ile aux Pins".

To be sold, the lot firstly described, at the parochial church door of Saint Thomas de Pierreville, on TUESDAY, the SEVENTH day of the month of FEBRUARY, one thousand nine hundred and thirty three (1933) at TWELVE o'clock noon; and the one secondly described, at the parochial church-door of Saint François

heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 30 décembre 1932. 79—1-2-o
[Première publication, 7 janvier, 1933]

du Lac, the same day, at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, December 30, 1932. 80—1-2
[First publication, January 7th, 1933]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 824. JOHN C. HOLLAND, du village de Rock Island, dans le district de Saint-François, imprimeur et publiciste, et y faisant affaires comme tel, sous les nom et raison sociale de "The Journal Printing Company", demandeur; contre SIDNEY B. TELFORD, de la ville de Derby Line, dans l'Etat de Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Tous ces certains lots de terre situés dans le village de Rock Island, dans le district de Saint-François, connus aux plan du cadastre et livre de renvoi du dit village de Rock Island, comme suit:

Le lot numéro dix-sept (17) et partie du lot numéro huit (ptie 8) bornés et décrits comme suit: Commençant à la borne du coin nord-ouest du lot cadastral numéro dix et allant de là vers le nord sur une prolongation dans une ligne droite de la ligne ouest du dit lot cadastral numéro dix, à la ligne sud du terrain de la Massawippi Valley Railway Company, ou ses représentants; de là dans une direction est, le long de la dite ligne de la compagnie de Chemin de Fer et le terrain du dépôt, au grand chemin, conduisant au dit dépôt, de là à l'est le long du dit grand chemin au coin nord-est, au lot cadastral numéro dix-huit; de là au sud et à l'ouest le long des lots cadastraux numéros dix-sept, douze, onze et dix, au point de départ; le terrain limitrophe à la dite partie du dit lot cadastral numéro huit étant l'autre partie du dit lot, le terrain de la dite compagnie de Chemin de Fer et la rue y conduisant et les dits lots cadastraux dix-sept, douze, onze et dix; sauf et excepté cependant à compter de la dite partie du dut lot cadastral numéro huit, cette partie d'icelui concédée par acte par la veuve William Daniel Gallagher à Joseph Lowell William T. Nourse et James E. St-Pierre, le 11ème jour de décembre 1909, par acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement de la Division de Stanstead, le 10 janvier 1910, dans le régistre B-Volume 46, numéro 10216, et aussi cette partie d'icelui concédée par elle à John Paquette, le 1er juin 1908; enregistrée dans le régistre B, Volume 46, numéro 10874—avec toutes les bâtisses et améliorations sus-érigées et faites.

Pour être vendu "en bloc" suivant ordonnance de la Cour, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Merci de Rock Island, MERCREDI, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain (1933) à ONZE heures et TRENTE (11.30) de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif. C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 30 décembre 1932.
[Première publication, 7 janvier 1933]
81—1-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 824. JOHN C. HOLLAND, of the village of Rock Island, in the district of Saint Francis, printer and publisher and doing business there as such under the firm name of "The Journal Printing Company", Plaintiff; against SIDNEY B. TELFORD, of the town of Derby Line, in the state of Vermont, one of the United States of America, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

All those certain lots of land situated in the village of Rock Island, in the district of Saint Francis, known on the cadastral plan and in the book of reference of said village of Rock Island, as follows:

Lot number seventeen (17) and part of lot number eight (Pt. 8) bounded and described as follows: Commencing at the North-westerly corner post of cadastral lot number ten and running from thence Northerly upon a prolongation in a straight line of the Westerly line of said cadastral lot number ten, to the Southerly line of the land of the Massawippi Valley Railway Company, or representatives; thence in an Easterly direction, along the said line of the Railway Company and the depot ground, to the highway leading to said depot; thence Easterly along said highway to the North-easterly corner, to cadastral lot number eighteen; thence Southerly and Westerly along cadastral lots numbers seventeen, twelve, eleven and ten, to the place of beginning; the land conterminous to said part of said cadastral lot number eight being the other part of said lot, the land of said Railway Company and the street leading thereto, and said cadastral lots seventeen, twelve, eleven and ten; save and except however from said part of said cadastral lot number eight, that part thereof deeded by widow William Daniel Gallagher to Joseph Lowell William T. Nourse, and James E. St-Pierre, on December 11th, 1909 by deed registered in Stanstead Division Registry Office on January 10th, 1910, in register B-volume 46, number 10216, and also that part thereof deeded by her to John Paquette, on June 1st 1908, registered in register B, volume 46, number 10874—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold "en bloc" in virtue of an Order of the Court, at the church door of the parish of Notre Dame de la Merci de Rock Island, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of FEBRUARY next, (1933) at HALF PAST ELEVEN (11.30) of the clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, December 30, 1932.
[First publication, January 7, 1933]
82—1-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 792. ELMER L. COLT, commerçant, du village de Ayer's Cliff, dans le district de Saint-François, demandeur; contre E.-N. DUSTIN, du village de Ayer's Cliff, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Les lots numéros huit cent huit et huit cent neuf (808–809), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanstead, contenant cent cinquante-six arpents de terre, plus ou moins—avec les bâtisses et améliorations faites et érigées.

Pour être vendu, suivant ordonnance de la dite Cour Supérieure, "en bloc" à la porte de la salle du Conseil du comté dans le village de Ayer's Cliff, dit district, JEUDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois de JANVIER prochain (1933), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, ce 12 décembre 1932.

[Première publication, le 17 décembre 1932]

6843—51–2–o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 792. ELMER L. COLT, trader, of the village of Ayer's Cliff, in the district of Saint Francis, plaintiff; against E. N. DUSTIN, of the village of Ayer's Cliff in the district of Saint Francis, defendant:

Seized as belonging to the said defendant,

Lots numbers eight hundred and eight and eight hundred and nine (808–809), upon the official plan and in the book of reference for the township of Stanstead, containing one hundred and fifty six (156) acres of land more or less—with the buildings and improvements thereon made and erected.

To be sold, pursuant to an Order of the said Superior Court, "*en bloc*" at the door of the county Council Hall, in the village of Ayer's Cliff, said district, on THURSDAY, the NINETEENTH day of the month of JANUARY next, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's Office, Sheriff.

Sherbrooke, this 12th of December, 1932.

[First publication, December 17th., 1932]

6844—51–2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 2078. NAPOLEON DEMERS, demandeur; contre ULRIC GENDRON, défendeur et J.-W. ST-ONGE, syndic, mis-en-ause.

Saisie comme appartenant au dit défendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, sur le treizième rang, de la contenance de quatre arpents et demi de large sur environ vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant les numéros treize cent soixante et neuf (1369) et treize cent soixante et dix (1370) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham—avec les bâtisses y érigées.

2. Une autre terre sise et située en la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, sur le treizième rang, de la contenance de deux arpents et quart de large par vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant la partie sud-ouest du numéro treize cent soixante et onze (P. S. O. 1371) du cadastre officiel du canton de Grantham, voisine du No 1370 d'un côté, et de Félix Bergeron de l'autre côté—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, MARDI, le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain (1933), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 30 décembre 1932.

[Première publication, le 7 janvier 1933]

83—1–2–o

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 2078. NAPOLEON DEMERS, plaintiff; against ULRIC GENDRON, defendant, and J. W. ST. ONGE, trustee, *mis-en-cause.*

Seized as belonging to the said defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Nazaire d'Acton, on the thirteenth range, containing four arpents and a half in width by about twenty eight arpents in depth, the whole more or less, known and designated as being the numbers thirteen hundred and sixty nine (1369) and thirteen hundred and seventy (1370) on the official plan and book of reference of the *canton* de Grantham—with the buildings thereon erected.

2. Another land situate in the parish of Saint Nazaire d'Acton, on the thirteenth range, containing two arpents and a quarter in width by twenty eight arpents in depth, the whole more or less, being the South West part of number thirteen hundred and seventy one (S. W. P. 1371), on the official cadastre of the *canton* of Grantham, neighboring of No. 1370 on one side, and Felix Bergeron, on the other side—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Nazaire d'Acton, TUESDAY, on the SEVENTH day of FEBRUARY next, (1933), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.

Saint Hyacinthe, December 30th, 1932.

[First publication, January 7, 1933]

84—1–2–o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 112383. IRENE COUTURE, demanderesse; contre ANTONIN DESNOYERS, défendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie de Bagot, sur le rang de la rivière, en bas, contenant environ cinquante-sept arpents

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 112383. IRENE COUTURE, plaintiff; against ANTONIN DESNOYERS, defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Pie de Bagot, down the range of the river, containing about fifty seven arpents and fifty seven perches

et cinquante-sept perches en superficie, étant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-treize (p. 393) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées; à distraire cependant de ce numéro l'emplacement de la beurrerie appartenant à M. Latulippe; laquelle terre tenant au nord-est le No 347, au sud-ouest la branche est de la rivière Yamaska, au nord-ouest le No 392, et au sud-est une route et l'emplacement de la dite beurrerie.

2. Une autre terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie de Bagot, sur le rang de la rivière, en bas, d'une superficie d'environ cinquante sept arpents et neuf perches, étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-quatorze (394) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec une grange y érigée; à distraire de ce lot le chemin public appartenant à A. Lanctot ou représentants, conduisant à la rivière.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pie de Bagot, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 6 décembre 1932.
[Première publication, 17 décembre, 1932]
6845—51-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: ROSE-ANNA LAPRADE, demanderesse; contre J.-B. LERICHE, défendeur; et L.-A. BRUNELLE, syndic, mis-en-cause. No 2051.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-André d'Acton, sur le deuxième rang, de la contenance de trois arpents de large par la concession du premier rang, le tout plus ou moins, étant partie des numéros quatre-vingt-dix (Pt. 90) et quatre-vingt-onze (Pt. 91) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, bornée d'un côté par Joseph Coutu, de l'autre côté Victor Desparts, au front le chemin du deuxième rang et en profondeur par la paroisse de Saint-Valérien, le dit terrain ayant un arpent et demi, ouest du lot numéro quatre-vingt-dix, et un arpent et demi est du lot numéro quatre-vingt-onze—sans bâtisse et terre nue, mais ayant droit de passage sur l'autre partie du numéro quatre-vingt-dix pour aller à la route du pont, en suivant la côte de la rivière.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André d'Acton, à Actonvale, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, (1933), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, le 13 décembre 1932.
[Première publication, le 17 décembre 1932]
6923—51-2-o

in superficies, being a part of lot number three hundred and ninety three (P. 393) on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected; to withdraw from that lot the emplacement of the butter dairy belonging to M. Latulippe; that land bounded at the North east side by No. 347, at the Southwest side by the East branch of the Yamaska river, at the Northwest side by No. 392 and at the Southeast side by a road and the emplacement of the said butter dairy.

2. Another land situate in the parish of Saint Pie de Bagot, down the range of the river, of about fifty seven arpents and nine perches in superficies, being lot number three hundred and ninety four (394) on the official plan and book of reference of the said parish—with a barn thereon erected; to withdraw from that lot the public road belonging to A. Lanctot or representatives, going to the river.

To be sold at the parochial church door of Saint Pie de Bagot, TUESDAY, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, December 6th., 1932.
[First publication, December 17th., 1932]
6846—51-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: ROSE ANNA LAPRADE, plaintiff; against J. B. LERICHE, defendant. No. 2051.

Seized as belonging to the said defendant:

A land situate in the parish of Saint Andre d'Acton, on the second range, containing three arpents in width by the concession of the first range, the whole more or less, being a part of numbers ninety (Pt. 90) and ninety one (Pt. 91) on the official plan and book of reference of said parish, bounded on one side by Joseph Coutu, on the other side Victor Desparts, in front by the road of the second range, and on depth by the parish of Saint Valerien, that piece of ground being one arpent and a half on the West side of lot number ninety, and one arpent and a half on the East side of lot number ninety one—without building, but having a right of way on the other part of number ninety for going to bridge road, following the river shore.

To be sold at the parochial church door of Saint Andre d'Acton, at Actonvale, WEDNESDAY, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, (1933), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, December 13th., 1932.
[First publication, December 17th., 1932]
6924—51-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4459. ODILE MILLETTE, marchand, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, demandeur; vs CHARLES-AUGUSTE RATELLE, du même lieu, défendeur.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4459. ODILE MILLETTE, merchant, of the Town of Saint Jerome, district of Terrebonne, plaintiff; vs CHARLES AUGUSTE RATELLE, of the same place, defendant.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros 300-301-302 et partie du No 271, cette partie se trouve entre les lots Nos 272 et 270, à un bout, et les lots Nos 300, 301, 302 et 303 à l'autre bout et d'un côté le No 266 et l'autre côté le reste du dit No 271 appartenant à Joseph Forget ou représentants, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, dit district—avec bâtisses dessus érigées et formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le SEPTIEME jour de FEVRIER mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 29 décembre 1932.
[Première publication, 7 janvier 1933]
85—1-2-o

As belonging to said defendant, the following immovables, to wit:

Those lots of land known and designated under numbers 300-301-302 and part of No. 271, said part situate between lots Nos. 272 and 270, at one end, and lots Nos. 300, 301, 302 and 303 at the other end, and on one side No. 266 and on the other side the residue of said No. 271 belonging to Joseph Forget or representatives, on the official plan and book of reference for the parish of Saint Jerome, said district—with the buildings thereon erected, and forming one single exploitation.

To be sold at the Catholic parochial church door in the Town of Saint Jerome, said District, on the SEVENTH day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office. Sheriff.
Saint Jerome, December 29, 1932.
[First publication, January 7, 1933]
86—1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4638. } HECTOR CHAMPAGNE, avocat de Saint-Eustache, dit district, demandeur; vs ARTHUR LAROCQUE *et al.*, de Saint-Joseph-du-Lac, dit district.

Comme appartenant au défendeur Léopold Larocque, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quarante (No 140) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, dit district—avec les bâtisses dessu érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Joseph-du-Lac, district de Terrebonne, le VINGTIEME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-trois, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 17 décembre 1932.
[Première publication le 17 décembre 1932]
6847—51-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4638. } HECTOR CHAMPAGNE, advocate, of Saint Eustache, said district, plaintiff; vs ARTHUR LAROCQUE *et al.*, of Saint Joseph du Lac, said district.

As belonging to the defendant Leopold Larocque, the following immovable, to wit:

A lot of land known and designated under number one hundred and forty (No. 140) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Joseph du Lac, said district—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door of Saint Joseph du Lac, district of Terrebonne, on the TWENTIETH day of JANUARY, nineteen hundred and thirty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jerome, December 7th., 1932.
[First publication, December 17th., 1932]
6848—51-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Canada, Province de Québec, No 1756. } GEORGES LAMY, journalier, de la ville de Louiseville, district des Trois-Rivières, demandeur; vs JOSEPH FERRON, de la paroisse de Sainte-Anne de Yamachiche, dit district, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse d'Yamachiche, à la concession des petites terres, connue et désignée sous les numéros mille un et mille deux (1001 et 1002) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse d'Yamachiche—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

A distraire un emplacement appartenant à Onil Ferron, en vertu de son contrat de mariage reçu devant le notaire A.-O. Bellemare, le 18 janvier 1916, et enregistré sous le No 88269, et mesurant un arpent de largeur par un arpent de profondeur, prenant son front à la concession des

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

Canada, Province of Quebec, No. 1756. } GEORGES LAMY, labourer, of the town of Louiseville, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs JOSEPH FERRON, of the parish of Sainte Anne de Yamachiche, said district, defendant.

1. A farm situate in the parish of Yamachiche, in the "Petites Terres" concession, known and designated under numbers one thousand and one and one thousand and two (1001 and 1002) on the official registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Yamachiche—with a house and other buildings thereon erected.

To be deducted an emplacement belonging to Onil Ferron, in virtue of his marriage contract passed before Notary A. O. Bellemare, on the 18th of January, 1916, and registered under No. 88269, and measuring one arpent in width by one arpent in depth, fronting on the Petites

petites terres et borné en profondeur de chaque côté par Octave Ferron ou représentants.

2. Une portion de terre en bois debout située à la concession du village des Caron, dans la même paroisse, ayant un demi-arpent de largeur sur la profondeur qu'il y a depuis une clôture qui sert de borne, et la sépare de la terre de Nérée Bellemare, à aller se terminer aux terres du village de la Rivière-du-Loup, bornée au nord-est par Victor H. Bellemare, et au sud-ouest par le dit Nérée Bellemare, faisant partie la dite portion de terre du lot numéro mille vingt-neuf (1029) du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice.

3. Une terre située en la même paroisse, faisant partie du lot numéro huit cent cinquante-deux (852) du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, mesurant environ deux arpents et demi de largeur sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin conduisant aux petites terres à aller au terrain de Wilfrid Mineau, joignant au nord-est à Agapit Bellemare, et au sud-ouest à Onil Ferron.

4. Une terre située en la même paroisse, à la concession de la commune, contenant trois quarts d'arpent de largeur, plus ou moins, sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin de la commune à aller aux prairies des Ilets, joignant d'un côté à Octave Ferron et de l'autre côté à François Boisvert, ou représentants, connue et désignée sous le numéro neuf cent trente-cinq du dit cadastre officiel du comté de Saint-Maurice.

5. Une portion de terre située en la même paroisse, connue et désignée comme étant la juste moitié nord-est du lot numéro neuf cent trente-six (936) du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice.

6. Une portion de terre située en la même paroisse, connue et désignée sous le numéro huit cent soixante-treize du dit cadastre officiel du comté de Saint-Maurice—avec la moitié d'une grange y érigée.

Pour être vendues à la porte de l'Eglise de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, le HUITIEME jour de FEVRIER mil neuf cent trente-trois, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 30 décembre 1932.

[Première publication, le 7 janvier 1933]
87—1-2-o

Terres concession and bounded in depth on each side by Octave Ferron or representatives.

2. A parcel of land in standing timber situate in the Caron Village concession, in the same parish, measuring one half arpent in width by the depth there may be from a fence used as a boundary and separating the same land from the land of Neree Bellemare, and ending at the lands of the Village of Rivière du Loup, bounded on the Northeast by Victor H. Bellemare, and on the Southwest by said Neree Bellemare, said parcel of land forming part of lot number one thousand and twenty nine (1029) on the official cadastre for the County of Saint Maurice.

3. A farm situate in the same parish, forming part of lot number eight hundred and fifty two (852) on the official cadastre for the county of Saint Maurice, measuring about two and one half arpents in width by the depth there may be from the road leading to the "petites terres" as far as the land of Wilfrid Mineau, bounded on the Northeast by Agapit Bellemare, and on the Southwest by Onil Ferron.

4. A farm situate in the same parish, in the "commune" concession, measuring three quarters of an arpent in width, more or less, by the depth there may be from the "commune" road as far as the "Prairies des Ilets", bounded on one side by Octave Ferron, and on the other side by François Boisvert or representatives, known and designated under number nine hundred and thirty five, on said official cadastre for the County of Saint Maurice.

5. A parcel of land situate in the same parish, known and designated as the exact Northeast half of lot number nine hundred and thirty six (936) on the official cadastre for the County of Saint Maurice.

6. A parcel of land situate in the same parish, known and designated under number eight hundred and seventy three on said official cadastre for the County of Saint Maurice—with one half of a barn thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, on the EIGHTH day of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty three, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office. Sheriff.
Trois-Rivières, December 30, 1932.

[First publication, January 7, 1933]
88—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1684.

JOSEPH - NARCISSE BOURASSA, bourgeois-rentier, des cité et district des Trois-Rivières, demandeur; vs JOSEPH-AUGUSTE BIRTZ' en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de Eugène Levasseur, et de Dame Amanda Marineau, savoir: MAGELLA LEVASSEUR, épouse de Salvator Balleux, et les dits Magella Levasseur et Salvator Balleux, et le dit Salvator Balleux, tant personnellement qu'aux fins d'autoriser sa dite épouse; s'ils désirent intervenir; Juliette Levasseur, Paul Levasseur, Monique Levasseur; PHILIPPE LEVASSEUR, enfant devenu majeur des dits Eugène Levasseur et de Dame Amanda Marineau; GERMAINE LEVASSEUR, devenue majeure, épouse de Rodrigue Lepage et ce dernier, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, aux fins des présentes; et DAME AMANDA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres, No. 1684.

JOSEPH NARCISSE BOURASSA, bourgeois-annuitant, of the city and district of Trois Rivieres, plaintiff; vs JOSEPH AUGUSTE BIRTZ, in his quality of tutor to the minor children of Eugene Levasseur, and Dame Amanda Marineau, to wit: MAGELLA LEVASSEUR, wife of Salvator Balleux, and the said Magella Levasseur and Salvator Balleux, and the said Salvator Balleux, both personally and to authorize his said wife; if they desire to intervene; Juliette Levasseur, Paul Levasseur, Monique Levasseur; PHILIPPE LEVASSEUR, child of age of the said Eugene Levasseur and of Dame Amanda Marineau; GERMAINE LEVASSEUR, of age, wife of Rodrigue Lepage and the latter, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof; and DAME AMANDA MARINEAU, wife of

MARINEAU, épouse du dit Eugène Levasseur, interdit, en sa qualité de curatrice au dit Eugène Levasseur, tous des cité et district des Trois-Rivières, défendeurs.

1. Un terrain ayant front sur et au côté sud-ouest de la rue Niverville, en la cité des Trois-Rivières, mesurant quarante pieds et six pouces de largeur par environ quatre-vingts pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise et faisant partie vers le sud-est du lot de terre désigné sous le numéro seize-cent-cinq (Pt. 1605) du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières—avec les bâtisses dessus, circonstances et dépendances, comme aussi avec et sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, établies par titres ou destination de père de famille; borné comme suit:—En front par la dite rue Niverville; en profondeur au lot No 1607 du dit cadastre; d'un côté vers le sud-est, au terrain de Joseph Levasseur, et de l'autre côté vers le nord-ouest au surplus du susdit lot No 1605.

2. Un terrain ayant front sur et au côté sud-ouest de la rue Niverville, en la cité des Trois-Rivières, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur par environ quatre-vingts pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, comprenant le lot de terre désigné sous le numéro seize-cent-quatre (1604) sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, et une partie sur et au côté nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro seize-cent-cinq (1605) du même cadastre, et borné comme suit:—En front par la dite rue Niverville; en profondeur à partir des lots Nos 1602 et 1606 du dit cadastre; d'un côté vers le nord-ouest au lot numéro 1603 du dit cadastre; et vers le sud-est au surplus du susdit lot No 1605—avec les bâtisses y érigées et dont les principales portes d'entrée sont désignées respectivement sous les Nos 41, 41*a* et 43, 43*a* de la dite rue Niverville, circonstances et dépendances, comme aussi avec et sujet aux passages actuellement à l'usage de l'immeuble susdécrit et des bâtisses y érigées et autres servitudes apparentes ou occultes et y relatives.

Pour être vendus au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 13 décembre 1932.
[Première publication, le 17 décembre 1932]
6879—51–2–o

1. A lot of land fronting on the Southwest side of Niverville street, in the city of Trois Rivieres, measuring forty feet and six inches in width by about eighty feet in depth, the whole English measure and forming part, to the Southeast, of the lot of land designated under number sixteen hundred and five (Pt. 1605) of the official cadastre for the city of Trois Rivieres—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as also with and subject to the active and passive, apparent and unapparent servitudes, established by title or destination of the Father of the family; bounded as follows: In front by the said Niverville street, in depth by lot No. 1607 of said cadastre, on one side to the Southeast by the land of Joseph Levasseur, and on the other side to the Northwest by the surplus of the aforesaid lot No. 1605.

2. A lot of land fronting on and at the Southwest side of Niverville street, in the city of Trois Rivieres, measuring fifty five feet in width by about eighty feet in depth, the whole English measure, comprising the lot of land designated under number sixteen hundred and four (1604) on the official cadastral plan and book of reference for the city of Trois Rivieres, and a part on and at the Northwest side of the lot of land known and designated under number sixteen hundred and five (1605) of the same cadastre, and bounded as follows: In front by the said Niverville street; in depth starting at lots Nos. 1602 and 1606 of said cadastre; on one side to the Northwest by lot No. 1603 of said cadastre and to the Southeast by the surplus of said lot No. 1605—with the buildings thereon erected and whereof the principal entrances are designated respectively under Nos. 41, 41*a*, and 43, 43*a* of said Niverville street, circumstances and dependencies, as also with and subject to the rights of way presently used for the hereinabove described immovable and the buildings thereon erected and other apparent or unapparent servitudes attached thereto;

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois Rivieres, on the EIGHTEENTH day of JANUARY, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, December 13th, 1932.
[First publication, December 17th, 1932]
6880—51–2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: J.-N. BRUNELLE, demandeur; vs AMEDEE MATHIEU, défendeur. No 577.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, sur le côté ouest du chemin de fer du Grand Trunk, de forme triangulaire, connue et désignée, au cadastre officiel de la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant la partie du lot No 83, située du côté ouest du chemin de fer du Grand Trunk, bornée en front vers le

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: J. N. BRUNELLE, plaintiff; vs AMEDEE MATHIEU, defendant. No 577.

As belonging to the defendant:

A piece of land situated in the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska, on the West side of the Grand Trunk Railway, of triangular form, known and designated upon the official plan and book of reference for the part of Township of Arthabaska forming the parish of Sainte Victoire, as being the part of lot No. 83, situated on the West side of the Grand Trunk Railway, bounded in

nord-ouest par le chemin de front du rang B, vers le sud-est par le chemin de front du 1er rang du canton d'Arthabaska et vers le nord-est par le chemin longeant le chemin de fer du Grand Trunck—avec une maison, grange, écurie et autres bâtisses dessus construites, comprenant briqueterie et toutes les machines, machineries, poulies, outils, outillages et autres accessoires servant à la fabrication de la brique et placés à perpétuelle demeure.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, (Victoriaville) le HUITIEME jour de FEVRIER prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 4 janvier 1933. 119—1-2-o
[Première publication, 7 janvier, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 694. STANISLAS JOYAL, demandeur ; vs ADÉLARD BONNEAU, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé au village de Saint-Joseph-de-Grantham, mesurant 66 pieds de largeur par 132 pieds de profondeur, connu et désigné comme étant le No 272 des subdivisions officielles du lot No 145 du cadastre officiel du canton de Grantham—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric-de-Drummondville, le NEUVIEME jour de FÉVRIER prochain, (1933), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, P. Q., le 4 janvier 1933.
[Première publication, le 7 janvier 1933]
121—1-2-o

front towards the North West by the front road of Range B, towards the South East by the front road of the 1st range of the township of Arthabaska and towards the North East by the road running along the Grand Trunk Railway—with a house, barn, stable and other buildings thereon erected, comprising a brick-kiln and all and every machines, machineries, pullies, tools, implements and other accessories employed & serving for the fabrication of the brick and placed thereon at perpetual stay or for a permanency.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire d'Arthabaska, (Victoriaville) on the EIGHTH day of FEBRUARY next (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, January 4th., 1933. 120—1-2-o
[First publication, January 7th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 694. STANISLAS JOYAL, plaintiff; vs ADELARD BONNEAU, defendant.

As belonging to the defendant:

An emplacement situated in the village of Saint Joseph de Grantham, containing 66 feet in width by 132 feet in depth, known and designated as being the No. 272 of the official subdivisions of lot No. 145 of the official plan and book of reference for the township of Grantham—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederic of Drummondville, on the NINTH day of FEBRUARY next, (1933), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, P. Q., January 4th., 1933.
[First publication, January 7th., 1933]
122—1-2-o

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-108307. LONDON LIFE INSURANCE CO., demanderesse; vs A.-D. PALTIEL, de la cité et du district de Montréal; et DAVID GROBSTEIN, des même lieux, en sa qualité de syndic à la faillite de A.-D. Paltiel, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Hampton, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur sur quatre-vingt-douze pieds et six pouces de profondeur et composé: (A) de la subdivision huit cent quatre-vingt-neuf du lot numéro cent soixante-neuf (169-889), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur sur quarante pieds de profondeur; et (B) de la subdivision neuf cent neuf du lot numéro cent soixante-huit (168-909), aux dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-quatre pieds de largeur sur cinquante-deux pieds six pouces de profondeur—avec la bâtisse portant le numéro civique 4012 de l'Avenue Hampton, dont le mur nord-ouest est mitoyen. Les mesures ci-dessus sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins. Avec le droit de placer des fenêtres dans le mur sud-est de la dite propriété, ce droit étant stipulé être une ser-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-108307. LONDON LIFE INSURANCE CO., plaintiff; vs A. D. PALTIEL, of the city and district of Montreal; and DAVID GROBSTEIN, of the same place in his quality as Trustee in Bankruptcy of the estate of A. D. Paltiel, defendants.

An emplacement fronting on Hampton Avenue in the city of Montreal, containing twenty-four feet in width by ninety two feet six inches in depth, composed of: (A) subdivision eight hundred and eighty nine of lot number one hundred and sixty nine (169-889) on the official plan and book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, containing twenty four feet in width by forty feet in depth, and of: (B) subdivision nine hundred and nine of lot number one hundred and sixty eight (168-909) on the said official plan and book of reference, containing twenty four feet in width by fifty two feet six inches in depth—with the building bearing civic number 4012, Hampton Avenue, whereof the North West wall is *mitoyen*. The above measurements are English measure and are more or less. With the right of maintaining windows in the South East wall of the said property, such rights being stipulated a servitude in favour of the property

vitude en faveur de la propriété sus-décrite sur la subdivision huit cent quatre-vingt-huit du dit lot numéro cent soixante-neuf et la subdivision neuf cent huit du dit lot numéro cent soixante-huit. Avec droit de passage à pied et en voiture et animaux en tous temps dans la ruelle en arrière connue comme étant la subdivision neuf cent vingt-quatre du dit lot numéro cent soixante-huit et dans la ruelle y communiquant, composée de la subdivision neuf cent quinze du dit lot numéro cent soixante-huit et la subdivision huit cent quatre-vingt-quinze du dit lot numéro cent soixante-neuf.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de FÉVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $620.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 27 décembre 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 3 janvier 1933.
[Première publication, le 7 janvier 1933]
105—1–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TRUST AND
No 107742. } LOAN CO. OF CANADA, demanderesse; vs DELLE MARIE-JULIETTE CHAPUT, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Seymour en la cité de Montréal, et composé:

a. Du lot de subdivision numéro neuf du lot originaire numéro mille six cent quarante et un-A aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, et;

b. Du lot de subdivision numéro quarante-trois du lot originaire numéro mille six cent quarante et un aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine.

Avec ensemble les bâtisses y érigées, et avec le droit de se servir de la ruelle en commun avec les autres y ayant droit connue comme étant les lots de subdivision numéros trente et un et trente-deux du lot originaire numéro mille six cent quarante et un et les lots de subdivision numéros dix et quatorze du lot originaire numéro mille six cent quarante et un-A auxdits plan et livre officiels, mais sans le droit de l'obstruer.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $850.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer en date du 28 décembre, 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 3 janvier, 1933. 107—1–2
[Première publication, 7 janvier, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CREDIT FONCIER
No C-98128. } FRANCO - CANADIEN, demanderesse; vs CHARLES BREGER ET AL., défendeurs, et D. GROBSTEIN *es-qual.*, mis-en-cause.

Cette certaine propriété située et ayant front sur la rue Wellington, dans le quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Montreal, autrefois connue comme étant l'immeuble Hôtel Royal, composée et décrite comme suit:

(1) De la partie nord-est du lot de terre connu

above described upon subdivision eight hundred and eighty eight of said lot number one hundred and sixty nine and subdivision nine hundred and eight of the said lot number one hundred and sixty eight. With the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times in the lane in rear, known as subdivision nine hundred and twenty four of the said lot number one hundred and sixty eight and in the lane giving communication therewith, composed of subdivision nine hundred and fifteen of said lot number one hundred and sixty eight and subdivision eight hundred and ninety five of the said lot number one hundred and sixty nine.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $620.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated the 27th. December, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 3rd., 1933.
[First publication, January 7th., 1933]
106—1–2–o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TRUST AND
No. 107742. } LOAN CO. OF CANADA, plaintiff; vs DELLE MARIE JULIETTE CHAPUT, defendant.

An emplacement fronting on Seymour Avenue in the city of Montreal, composed of:

a. Subdivision lot number nine of original lot number one thousand six hundred and forty one-A on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward and

b. Subdivision lot number forty three of original lot number one thousand six hundred and forty one on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward.

Together with the buildings thereon erected, and with the right to use the lane in common with others having rights therein known as subdivision lot number thirty one and thirty two of original lot number one thousand six hundred and forty one and subdivision lot numbers ten and fourteen of original lot number one thousand six hundred and forty one-A on the said official plan and book of reference, but with no right to encumber the same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $850.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated December 28th., 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 3rd, 1933. 108—1–2–o
[First publication, January 7th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
No. C-98128. } FRANCO - CANADIEN, plaintiff; vs CHARLES BREGER ET AL., defendants, and D. GROBSTEIN, *es-qual., mis-en-cause.*

That certain property situate and fronting on Wellington Street, in the Saint Ann's Ward of the said City of Montreal, heretofore known as the Royal Hotel property, composed and described as follows:

(1) Of the North East part of the lot of land

et designé sous le numéro huit cent quarante-six (846) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, mesurant onze pieds de largeur en front sur la rue Wellington, sur environ treize pieds de largeur en arrière sur une autre portion du dit lot No 846 utilisée comme passage en commun, sur une profondeur d'environ quarante-neuf pieds six pouces sur le côté nord-est et une profondeur de trente-neuf pieds sur le côté sud-ouest où elle atteint une largeur d'environ treize pieds, de là sur une profondeur additionnelle de dix pieds six pouces jusqu'à la dite ruelle en arrière; la dite partie du lot étant bornée en front par la rue Wellington, en arrière par le dit passage en commun, du côté nord-est par une partie du lot No 845 du dit quartier ci-après immédiatement décrit et du côté sud-ouest par une autre portion du dit lot No 846 appartenant à Richard Turner.

Et (2) De la plus grande partie du lot connu et désigne sous le numéro huit cent quarante-cinq (845) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, contenant, la dite partie du lot, trente et un pieds de largeur en front sur la rue Wellington, mesurés à partir de la ligne de division entre les dits lots 846 et 845 et trente-cinq pieds six pouces de largeur jusqu'à une profondeur d'environ quarante-neuf pieds six pouces à partir de la dite rue Wellington et trente-deux pieds trois pouces de largeur sur la ligne arrière du dit lot officiel, la section d'en avant du dit lot ayant la même profondeur sur son côté sud-ouest que la dite portion du lot No 846 ci-dessus décrit, à laquelle profondeur le dit lot se rétrécit et s'étend au nord-est du dit passage en commun et a une profondeur additionnelle jusqu'à la ligne arrière du dit lot No 845, la ligne du côté nord-est du lot présentement décrit déviant de la ligne de la rue Wellington à un point trente et un pieds au nord-est de la ligne de division entre les dits lots Nos 845 et 846, mesurant cinquante et un pieds neuf pouces de profondeur, à laquelle profondeur le lot s'étend de neuf pieds huit pouces dans une direction nord-est, de là une profondeur additionnelle de trois pieds six pouces où le lot a une extension additionnelle de deux pieds six pouces dans une direction nord-est, de là, une profondeur additionnelle de cinquante-huit pieds le long de la ligne de division entre le dit lot No 845 et les lots Nos 844 et 849 adjacents à la ligne arrière du dit lot No 845 et bornée comme suit: en front au sud-est par la rue Wellington, en arrière partie par le dit passage en commun et partie par une portion du lot No 847 du dit quartier, du côté sud-ouest partie par une portion du lot No 846 ci-dessus décrit, partie par le dit passage en commun et partie par le coin ouest du dit lot No 845, du côté nord-est partie par la portion du dit lot No 845 vendue par feu Dame Marion Patterson, veuve de Robert Cronshaw, à Robert Acton et partie par la ligne de division entre le dit lot No 845 et les lots Nos 844 et 849 adjacents.

Avec le vaste édifice sus-érigé. Avec le droit d'entrée et de sortie en tous temps dans le dit passage à et de la rue Magdalen, en commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $1,250.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Boyer, en date du 23 décembre 1932.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 3 janvier 1933. 109—1-2

[Première publication, le 7 janvier 1933]

known and designated by the number eight hundred and forty six (846) on the official plan and book of reference of said Saint Ann's Ward, measuring eleven feet in width in front on Wellington Street by about thirteen feet in width in rear on another portion of said lot No 846 used as a common passage by a depth of about forty nine feet six inches on the North East side and a depth of thirty nine feet on the South West side, where it widens into a width of about thirteen feet, thence by a further depth of ten feet six inches to said lane in rear; bounded said part of lot in front by Wellington Street, in rear by the said common passage, on the North East side by part of lot No. 845 of said Ward next described and on the South West side by another portion of said lot No. 846 belonging to Richard Turner.

And (2) of the greater part of the lot known and designated by the number eight hundred and forty five (845) on the official plan and book of reference of said Saint Ann's Ward, containing said part of lot thirty one feet in width in front on Wellington Street, measuring from the division line between said lots 846 and 845 and thirty five feet six inches in width at a depth of about forty nine feet six inches from said Wellington Street and thirty two feet three inches in width on the rear line of said official lot, the front section of said lot being the same depth on its South West side as said portion of lot No. 846 above described, at which depth the said lot narrows and projects to the North East of the said common passage and has a further depth to the rear line of said lot No. 845, the North East side line of the lot presently described taking a departure from the line of Wellington Street at a point thirty one feet North East of the division line between said lots Nos. 845 and 846 measuring fifty one feet nine inches in depth, at which depth the lot extends in a North Easterly direction nine feet eight inches, thence a further depth of three feet six inches where the lot has a further projection in a North Easterly direction of two feet six inches, thence a further depth of fifty eight feet along the division line between said lot No. 845 and lots Nos. 844 and 849 adjoining to the rear line of said lot No. 845 and bounded as follows: In front to the South East by Wellington Street, in rear partly by said passage in common and partly by a portion of lot No. 847 of said Ward, on the South West side partly by a portion of lot No. 846 above described, partly by said passage in common and partly by the Westerly corner of said lot No. 845, on the North East side partly by the portion of said lot No. 845 sold by the late Dame Marion Patterson, widow of Robert Cronshaw, to Robert Acton and partly by the division line between said lot No. 845 and the lots Nos. 844 and 849 adjoining.

With the large building thereon erected. With the right of egress and ingress at all times through said passage way to and from Magdalen Street, in common with others having rights therein.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the NINTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,250.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Boyer, dated December 23rd, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, January 3rd, 1933. 110—1-2-o

[First publication, January 7, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 106894. PEOPLE'S THRIFT & INVESTMENT CO., demanderesse; vs DAME DELIA LANGLOIS, veuve de Wilfrid Hugron, *es-nom* et *es-qualité et al.*, défendeurs.

Une moitié indivise de la moitié nord-est du lot No 2579 aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, laquelle dite partie mesure 22 pieds et 6 pouces de largeur par 100 pieds de profondeur, bornée comme suit: en front par St-Charles, en profondeur par le lot No 2597 du dit cadastre, sur un côté par le lot No 2597 du dit cadastre, sur un côté par l'autre moitié du dit lot No 2579 et sur l'autre côté par le lot No 2580 du dit cadastre

A la charge de garder libre du dit côté sud-ouest du dit lot No 2579 une lisière faisant front sur la dite rue Saint-Charles mesurant 4 pieds de front sur une longueur de 65 pieds de profondeur, laquelle lisière, avec une lisière semblable que le propriétaire de l'autre moitié du dit lot 2579 doit fournir, formera un passage commun—avec les bâtisses sus-érigées et portant les numéros civiques 2706, 2708 et 2710 de la rue Saint-Charles dans la cité de Montréal, telle que la dite propriété se trouve actuellement avec tous les droits et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendue à mon bureau en la cité de Montréal, ce DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 3 janvier 1933.

[Première publication, 7 janvier 1933]

111—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 106894. PEOPLE'S THRIFT & INVESTMENT CO., plaintiff; vs DAME DELIA LANGLOIS, widow of Wilfrid Hugron, *es-nom* and *es-qualité et al.*, defendants.

An undivided half of Northeast half of lot No. 2579 upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, which said part measures 22 feet and 6 inches in width by 100 feet in depth, bounded as follows: in front by Saint Charles, in depth by lot No. 2597 of the said cadastre, on one side by the lot No. 2597 of the said cadastre, on one side by the other half of the said lot No. 2579 and on the other side by lot No. 2580 of the said cadastre.

At the charge of holding free on the said Southwest side of the said lot No. 2579 a strip fronting on the said Saint Charles Street measuring 4 feet in front by a length of 65 feet in depth and which, with a similar strip the proprietor of the other half of the said lot 2579 with right to furnish to form a common passage—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 2706, 2708 and 2710 Saint Charles in the City of Montreal, as the said property now exists with all its right and appurtenances without exception or reserve whatsoever.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY, next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 3rd, 1933.

[First publication, January 7th, 1933]

112—1-2-o

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 23258. DAMASE LETOURNEAU, de Saint-Ubalde, Co. Portneuf; contre JOSEPH DELISLE, de Saint-Ubalde, Co. Portneuf, à savoir:

Le lot No 168 (cent soixante et huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans le rang Saint-Achille—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 5 janvier 1933. 137—1-2-o

[Première publication, 7 janvier 1933]
[Deuxième publication, le 21 janvier 1933]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 23679. THOMAS SAVOIE, cultivateur, Sainte-Marie, comté de Beauce; contre JOSEPH NOLET, cultivateur, Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière.

1. Les lots Nos 664 et 665 (six cent soixante et quatre et six cent soixante et cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé concession Saint-Frédéric, mesurant 3 arpents de front sur 30 arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 23258. DAMASE LETOURNEAU, of Saint Ubalde, County of Portneuf; against JOSEPH DELISLE, of Saint Ubalde, county of Portneuf, to wit:

Lot No. 168 (one hundred and sixty eight), on the official cadastre for the parish of Saint Ubalde, county of Portneuf, being a lot of land situate in range Saint Achille—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ubalde, county of Portneuf, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 5, 1933. 138—1-2

[First publication, January 7, 1933]
[Second publication, January 21, 1933]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 23679. THOMAS SAVOIE, farmer Sainte Marie, county of Beauce; against JOSEPH NOLET, farmer, Saint Sylvestre, county of Lotbinière.

1. Lots Nos. 664 and 665 (six hundred and sixty four and six hundred and sixty five), of the official cadastre for the parish of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the Saint Frederic concession, measuring 3 arpents in front by 30 arpents in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Les lots Nos 666 et 667 (six cent soixante et six et six cent soixante et sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé concession Saint-Frédéric, mesurant 3 arpents de front sur 30 arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

3. Les lots Nos 668 et 669 (six cent soixante et huit et six cent soixante et neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé c ncession Saint-Frédéric, mesurant 3 arpents de front sur 30 arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 5 janvier 1933. 139—1-2-o
[Première publication, le 7 janvier 1933]
[Seconde publication, le 21 janvier 1933]

2. Lots Nos. 666 and 667 (six hundred and sixty six and six hundred and sixty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the Saint Frederic concession, measuring 3 arpents in front by 30 arpents in depth, the whole more or less—with the building thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lots Nos. 668 and 669 (six hundred and sixty eight and six hundred and sixty nine), of the official cadastre for the parish of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the Saint Frederic concession, measuring 3 arpents in front by 30 arpents in depth, the whole more or less—with the building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 5, 1933. 140—1-2
[First publication, January 7, 1933]
[Second publication, January 21, 1933]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: HORMISDAS LETOURNEAU, demandeur; contre EUGENE-L. DESAUTELS, défendeur. No 2073.

1. Deux terrains sis et situés en la cité de Saint-Hyacinthe, sur la rue Payan, connus et désignés comme étant les lots numéros deux cent quatre-vingt-onze (291) et deux cent quatre-vingt-douze (292) de la subdivision officielle du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe, avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans la ruelle attenante.

2. Deux terrains sis et situés en la cité de Saint-Hyacinthe, sur la rue Turcotte, connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent trente-sept (337) et trois cent trente-huit (338) de la subdivision officielle du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité, avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans la ruelle attenante.

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MERCREDI, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 4 janvier 1933.
[Première publication, le 7 janvier 1933]
123—1-2-o

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: HORMISDAS LETOURNEAU, plaintiff; against EUGENE L. DESAUTELS, defendant. No. 2073.

1. Two pieces of ground situate in the city of Saint Hyacinthe, on Payan Street, known and designated as being lots numbers two hundred and ninety one (291) and two hundred and ninety two (292) of the official subdivision of lot number six hundred and eighty three (683) on the official plan and book of reference of the city of Saint Hyacinthe, with the right of passage in common with others having rights therein in the lane in rear.

2. Two pieces of ground situate in the city of Saint Hyacinthe, on Turcotte Street, known and designated as being lots numbers three hundred and thirty seven (337) and three hundred and thirty eight (338) on the official subdivision of lot number six hundred and eighty three (683) on the official plan and book of reference of the said city, with the right of passage in common with others having rights therein in the lane in rear.

To be sold at my office, at the Court House, in the city of Saint Hyacinthe, WEDNESDAY, on the EIGHTH day of FEBRUARY next, (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, January 4th., 1933.
[First publication, January 7th., 1933]
124—1-2-o

Bureau-chef

Avis est par le présent donné que le bureau-chef et la principale place d'affaires de la Compagnie "La Compagnie du Pont de Gaspé, Limitée", sera tenue dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Montréal, ce septième jour de novembre 1932.

Le secrétaire,
115-o ARTHUR GAGNE.

Chief Office

Notice is hereby given that the head-office and principal place of business of the company "La Compagnie du Pont de Gaspé, Limitée" shall be situated inn the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Montreal, this seventh day of November, 1932.

ARTHUR GAGNE,
116 Secretary.

Examen du barreau—Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidat pour l'admission à l'étude du droit.—Candidate for the admission to the study of the law.

Examens de janvier 1933.—Examination of January, 1933.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Savard	Alfred	20	Québec.

Québec, ce 4 janvier, 1933.—Quebec, January 4th, 1933.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
PAUL LESAGE,
Secretary of the Bar of Quebec.

135—6-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 24 décembre 1932.

M. J.-A. Gauthier, de la cité de Montréal, pharmacien, 500 rue Beaubien Est: juge de paix pour le district de Montréal.

M. Alfred Dallaire, de la ville de Jonquières, comptable: juge de paix pour le district de Chicoutimi.

MM. Josué Côté, de Pointe-aux-Outardes, et John Tremblay, de Rivière-aux-Vases: juges de paix pour le district de Saguenay.

Québec, le 27 décembre 1932.

M. Albert Boulais, de Papineauville, notaire: juge de paix pour le district de Hull.

117—o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, December 24th., 1932.

Mr. J. A. Gauthier, of the city of Montreal, druggist, 500 Beaubien Street East: to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Mr. Alfred Dallaire, of the town of Jonquieres, accountant: to be a Justice of the Peace for the district of Chicoutimi.

Messrs. Josue Cote, of Pointe aux Outardes, and John Tremblay, of Riviere aux Vases: to be Justices of the Peace for the district of Saguenay.

Quebec, December 27th., 1932.

Mr. Albert Boulais, of Papineauville, notary: to be a Justice of the Peace for the district of Hull.

118

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Messieurs Godefroy Dumont Laviolette, gérant, Wilfrid Lafrenière, industriel et Aimé Gendron, industriel, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec au cours de sa prochaine session, pour demander l'amendement de la charte de la cité de Montréal, relativement à la taxe sur les personnes faisant le commerce de buanderie, dans les limites de la cité de Montréal.

Les procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.

129—1-4-o

La Corporation du Comté de Rimouski et la Corporation du comté de Matane donnent par les présentes conjointement avis public qu'elles s'adresseront à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi:

a) Ratifiant, confirmant et déclarant légal et valide, à toutes fins que de droit, le procès verbal en date du 5 juillet 1929, dressé par Alfred Lavoie, de Rimouski, surintendant spécial, tel qu'homo-

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Messrs Godefroy Dumont Laviolette, manager, Wilfrid Lafrenière, manufacturer, and Aimé Gendron, manufacturer, all of the city of Montreal, district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the purpose of asking an amendment to the Charter of the city of Montreal, concerning the tax upon persons carrying on the trade of laundry within limits of the city of Montreal.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for petitioners.

130—1-4-o

Public notice is hereby jointly given by the Municipal Corporation of the County of Rimouski and the Municipal Corporation of the County of Matane that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act:

a) To ratify, confirm and declare legal and valid, for all legal purposes, the proces verbal dated the 5th of July, 1929, drawn up by Alfred Lavoie, of Rimouski, special superintendent, as

logué par le bureau des délégués des dits deux comtés à sa séance du 20 juillet 1929, répartissant le coût total de la reconstruction du pont situé à l'embouchure de la rivière Métis, sur les corporations municipales de Sainte-Flavie, de Grand-Métis et de Métis sur Mer, en proportion de leur évaluation respective;

b) Statuant que la proportion payable par chacune des dites trois municipalités est basée sur les rôles d'évaluation en vigueur le 20 juillet 1929, et non pas la proportion existant antérieurement à la loi 60 Victoria, chapitre 70.

Les procureurs des requérantes,
ST. LAURENT, GAGNE, DEVLIN
127—1-4-o & TASCHEREAU.

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi permettant à Dame Rémi Décary, née Alice Morin, de la cité de Montréal, d'hypothéquer les biens à elle donnés par Hubert Morin comme grevée de substitution et pour autres fins.

Montréal, 4 janvier 1933.

La pétitionnaire,
131—1-4-0 ALICE MORIN.

homologated by the board of delegates of said both counties, at their session held the 20th of July, 1929, apportionning the total cost of the rebuilding of the bridge at the mouth of the Metis River, on the Municipal Corporations of Sainte Flavie, Grand-Metis, and Metis Beach, in proportion to their respective valuation;

(*b*) To enact that the proportion payable by each of the said three Municipal Corporations is based on the valuation rolls in force on the 20th of July, 1929, and not the proportion existing before the passing of the Act 60 Victoria, Chapter 70.

ST. LAURENT, GAGNE, DEVLIN
& TASCHEREAU,
128—1-4-o Attorneys for Petitioners.

Notice is given that an application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an act allowing Dame Rémi Décary, née Alice Morin, of the city of Montreal, to hypothecate the properties bequathed to her by Hubert Morin and for other purposes.

Montreal, January 4th., 1933.

ALICE MORIN,
132—1-4-o Petitioner.

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Hull, Cour Supérieure, (En matière de faillite), No 4155. Dans l'affaire de S. Silverman, Hull, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le DIXIEME jour de FEVRIER 1933, à UNE heure de l'après-midi, sera vendu au bureau du shérif de la cité de Hull, au Palais de Justice, l'immeuble suivant, à savoir:

DESCRIPTION

Lot No 1:

Toute cette partie ou parcelle de terrain sise et située dans la cité de Hull, Province de Québec, étant composée du lot connu et désigné sous le numéro six cent trente-deux (632), du quartier numéro trois de la dite cité de Hull, d'après les plan et livre de renvoi officiels de la dite cité — avec les édifices sus construits et érigés et portant le numéro civique 57, rue du Pont (Bridge), Hull.

Lot No 2:

Toute cette propriété connue et désignée, d'après les plan et livre de renvoi officiels du quartier No trois de la cité de Hull, comme étant la partie sud du lot numéro six cent dix-neuf (619) mesurant trente chaînons de largeur par quatre-vingt-deux chaînons de profondeur; la partie sud-ouest du lot six cent dix-huit (618), mesurant trente chaînons de largeur sur quarante chaînons de profondeur; et la partie nord du lot six cent vingt (620) mesurant vingt chaînons de largeur sur cent vingt chaînons de profondeur, et la dite propriété étant bornée comme suit: En front à l'est par la rue Bridge, au nord par le terrain occupé par Dosithée De Repentigny ou ses représentants, en arrière par la propriété de Fred McLean de la Succession D. Dupuis, et au sud par la propriété de Melle Séguin—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

La dite vente est faite suivant jugement de la Cour Supérieure (en matière de Faillite), daté le 24 décembre 1932 et conformément à l'article

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Hull, (Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 4155. In the matter of S. Silverman, Hull, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TENTH day of FEBRUARY, 1933, at ONE o'clock in the afternoon, there will be sold at the sheriff's office of the City of Hull, at the Court House, the following immoveable, to wit:

DESCRIPTION

Lot No. 1:

All and singular that certain parcel or tract of land and premises lying and being in the city of Hull and Province of Quebec, being composed of lot six hundred and thirty two (632), of ward three of the said city of Hull, as known and described according to the official plan and book of reference for the said city—with buildings thereon made and erected and bearing civic number 57 Bridge Street, Hull.

Lot No. 2:

All that property known and described according to the official plan and book of reference for Ward three of the city of Hull, as Southern part of lot number six hundred and nineteen (619), measuring thirty links in width by eighty two links in depth; the South-Western part of six hundred and eighteen (618), measuring thirty links in width by forty links in depth; and the Northern portion of lot six hundred and twenty (620), measuring twenty links in width by one hundred and twenty links in depth, and said property bounded as follows: In front to the East by Bridge Street, to the North by the land occupied by Dosithée De Repentigny or representives, in the rear by the property of Fred McLean of D. Dupuis' Estate, and to the South by the property of Miss Seguin—with all the buildings thereon erected.

The said sale is made pursuant to a judgment of the Superior Court (sitting in Bankruptcy), dated December 24th, 1932 and pursuant to art. 45 and

45 et suivants de la Loi des Faillites, la dite vente ayant l'effet du décret. Pour plus amples renseignements s'adresser au soussigné.

Daté ce 3ème jour de janvier 1933.

Le syndic,
JOSEPH-G. DUHAMEL.

Bureau: Suite 96,
152 rue Notre-Dame-Est,
Montréal, P. Q. 113—1-2

Province de Québec, District de Montréal, No 281.

Dans l'affaire de L. Viau et P.-S. Viau, de Montréal, faisant affaires sous le nom de A. Dubord & Cie, à Montréal, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-après décrits appartenant à M. Paul Stanislas Viau, l'un des cédants autorisés, seront vendus séparément, suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 3 décembre 1932, portant le No 281 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques suivant le mode de vente du shérif, de façon à ce que les dites ventes aient le même effet qu'une vente par le shérif dans la Province de Québec, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice en la cité de Montréal, JEUDI, le NEUVIEME jour du mois de FEVRIER, mil neuf cent trente-trois, à ONZE heures de l'avant-midi.

DÉSIGNATIONS

1. Un emplacement ayant front sur l'Avenue Prud'homme, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux de la subdivision numéro quatorze du lot numéro cent quatre-vingt-un (181-14-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec deux flats y érigés portant les Nos 1037 et 1039 de l'Avenue Prud'homme.—Avec droit de passage à pied et en voiture dans la ruelle située en arrière dudit emplacement.

2. Un emplacement ayant front sur l'Avenue Prud'homme, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, de la cité de Montréal, mesurant vingt et un pieds et six pouces de largeur par cent treize pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné comme étant la subdivision numéro un de la subdivision du numéro douze, du lot numéro cent quatre-vingt-un (181-12-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.—Avec les bâtisses dessus érigées portant les Nos 1009 et 1011 de l'Avenue Prud'homme et avec droit de passage dans la ruelle en arrière dudit emplacement.

Le prix de vente sera payable conformément aux exigences du Code de Procédure Civile dans le cas de vente d'immeubles par le shérif.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
VINCENT LAMARRE & ALBERT LAMARRE.

Montréal, le 4 janvier 1933.

Bureau: 19 rue Saint-Jacques-Est,
Montréal. 133—1-2-o

following of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of Sheriff's sale.

For further particulars, apply to the undersigned.

Dated this 3rd day of January 1933.

JOSEPH G. DUHAMEL,
Trustee.

Office: Suite 96,
152 Notre Dame Street East,
Montreal, P. Q. 114—1-2-o

Province of Quebec, District of Montreal, No. 281.

In the matter of L. Viau and P. S. Viau, of Montreal, carrying on business under the name of A. Dubord & Cie, at Montreal, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the hereinunder described immovables belonging to Mr. Paul Stanislas Viau, one of the authorized assignors, will be sold separately, pursuant to a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered on the 3rd of December, 1932, and bearing No. 281 of the records of the said Court, at public auction, according to the manner of a Sheriff's sale so as to give the said sale the same effect as a Sheriff's sale in the Province of Quebec, at the Sheriff's Office for the district of Montreal, situate in the Court House in the city of Montreal, on THURSDAY, the NINTH day of the month of FEBRUARY, nineteen hundred and thirty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DESCRIPTION

1. An emplacement fronting on Prud'homme Avenue, in Notre Dame de Grace, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision number two of subdivision number fourteen of lot number one hundred and eighty one (181-14-2) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by one hundred and thirteen feet in depth, English measure and more or less —with two flats thereon erected bearing Nos. 1037 and 1039 Prud'homme Avenue.—With right of way on foot and with vehicles in the lane situate in rear of the said emplacement.

2. An emplacement fronting on Prud'homme Avenue, in Notre Dame de Grâce, in the city of Montreal, measuring twenty one feet and six inches in width by one hundred and thirteen feet in depth, more or less, English measure, known and designated as being subdivision number one of subdivision number twelve, of lot number one hundred and eighty one (181-12-1) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal.—With the buildings thereon erected bearing Nos. 1009 and 1011 Prud'homme Avenue and with right of way in the lane in rear of the said emplacement.

The purchase price will be payable pursuant to the exigencies of the Code of Civil Procedure in the case of a sale of immovables by Sheriff.

For information and list of charges apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE & ALBERT LAMARRE,
Trustees.

Montreal, January 4, 1933.

Office: 19 Saint James Street East,
Montreal. 134—1-2

Avis divers

ISLEMONT SECURITIES CORPORATION

Extrait du règlement spécial "A".

Le nombre des directeurs de la compagnie est par le présent règlement augmenté de quatre à sept.

Montréal, le 24 décembre 1932.

Le secrétaire,
F. G. BUSH.

125

Par devant EDWARD W. H. PHILLIPS, le soussigné, notaire public de la province de Québec résidant et pratiquant en la cité de Montréal en la dite Province,—

ONT COMPARU

1. Henry John Hague, de la dite cité de Montréal, avocat et conseil en loi du Roi, en sa qualité d'unique exécuteur survivant en vertu du testament de feu Dame Emily Augusta Jones, veuve de feu Révérend Robert Phelps, en son vivant de Leamington, dans le comté de Warwick, en Angleterre, exécuté en Angleterre le trois juin dix huit cent quatre-vingt-dix-huit, avec Codicile y attaché, daté du quatre juin de la même année, fait d'après le mode dérivé de la loi d'Angleterre et dûment vérifié par la principale Cour des Tutelles de la Haute Cour de Justice de Sa Majesté, en Angleterre, le vingt-deuxième jour d'octobre de la même année (1898) dont copie authentique sous le sceau de la dite Cour a dûment été déposée et enregistrée à la Cour Supérieure, dans le district de Montréal, suivant ordonnance de l'honorable Louis Onésime Loranger, un des Juges de la dite Cour, rendue le treizième jour de decembre de la même année.

2. Le dit Henry John Hague, en sa qualité d'unique exécuteur survivant de feu Dame Caroline Martha Jones, veuve de feu Archibald James Arnott, en son vivant de Londres, Angleterre, en vertu de son testament exécuté en Angleterre le dix-neuf octobre dix-neuf cent quatre, avec un mémoire de la même date et deux Codicilles datés respectivement du six décembre dix-neuf cent six et du trente janvier dix-neuf cent sept, tous ayant été vérifiés par la Principale Cour des Tutelles de la Haute Cour de Justice de Sa Majesté en Angleterre, le treize mars dix-neuf cent huit, dont copie authentique sous le sceau de la dite Cour a été déposée et enregistrée à la dite Cour Supérieure en vertu d'une ordonnance de l'honorable Charles Peers Davidson, un des Juges de la dite Cour, le vingt-cinq avril de la même année.

3. Le dit Henry John Hague en sa qualité d'unique exécuteur survivant de feu Richard Arthur Archbold Jones, en son vivant de Baskerville, Guildford, dans le comté de Surrey, en Angleterre, en vertu de son testament exécuté en Angleterre le sept avril dix-neuf cent huit et un Codicille y attaché daté du vingt-cinq février dix-neuf cent neuf, tous deux dûment vérifiés par la Principale Cour des Tutelles de la Haute Cour de Justice de Sa Majesté en Angleterre, le vingt-sept octobre dix-neuf cent neuf, dont un double dûment certifié a été déposé entre les mains de E. W. H. Phillips, notaire public, à

Miscellaneous Notices

"ISLEMONT SECURITIES CORPORATION"

Extract from Special By-law "A".

That the number of Directors of the Company is hereby increased from four to seven.

Montreal, 24th December, 1932.

F. G. BUSH,
Secretary.

126–o

Before me, EDWARD W. H. PHILLIPS, the undersigned Notary Public, of the Province of Quebec, residing and practising in the city of Montreal, in the said Province.

CAME AND APPEARED

1. Henry John Hague, of the said city of Montreal, advocate and King's counsel, in his quality of sole surviving executor under the last will and testament of the late Dame Emily Augusta Jones, widow of the late Reverend Robert Phelps, in her lifetime of Leamington, in the county of Warwick in England, executed in England on the third June, eighteen hundred and ninety eight with Codicil thereto dated the fourth June of the same year made in English form and duly proved in the principal probate registry of Her Majesty's High Court of Justice, in England, on the twenty second October of the same year (1898) an exemplification whereof under the seal of the said Court was duly deposited and recorded in the Superior Court, in the district of Montreal, by order of the Honourable Louis Onesime Loranger, one of the Judges of the said Court, given on the thirteenth December of the same year.

2. The said Henry John Hague, in his quality of sole surviving Executor of the late Dame Caroline Martha Jones, widow of the late Archibald James Arnott, in her lifetime of London, England, under her last will and testament executed in England on the nineteenth October, nineteen hundred and four, with a memorandum of the same date and two Codicils dated respectively the sixth December, nineteen hundred and six and the thirtieth January, nineteen hundred and seven, all of which were proved in the Principal Probate Registry of His Majesty's High Court of Justice, in England, on the thirteenth March, nineteen hundred and eight, an Exemplification whereof under the seal of the said Court was deposited and recorded in the said Superior Court by virtue of an order of the Honourable Charles Peers Davidson, a Judge of the said Court on the twenty fifth April of the same year.

3. The said Henry John Hague as sole surviving Executor of the late Richard Arthur Archbold Jones, in his lifetime of Baskerville, Guildford, in the county of Surrey, in England, under his last will and testament executed in England on the seventh April, nineteen hundred and eight and a Codicil thereto dated the twenty fifth February, nineteen hundred and nine, both duly proved in the Principal Probate Registry of His Majesty's Hight Court of Justice in England, on the twenty seventh October, nineteen hundred and nine, a certified duplicate whereof was deposited with E. W. H. Phillips, notary public, in

Montréal, le vingt-six mai dix-neuf cent dix.

4. Le dit Henry John Hague et "The Royal Trust Company," une corporation ayant son bureau-chef en la dite cité de Montréal, agissant aux présentes par l'intermédiaire de Robert P. Jellett, gérant-général et George G. W. Goodwin, assistant-secrétaire de ladite corporation, dûment autorisés en vertu du Règlement 15 de la dite corporation et une résolution de son comité exécutif dont des copies certifiées sont attachées aux présentes et signées *ne varietur* en leur qualité d'Exécuteurs en vertu du testament de feu Dame Helen Maria Jones, en son vivant de Montréal susdit, veuve de feu Révérend James Alexander McLeod, en vertu de son testament exécuté à Montréal d'après le mode dérivé de la loi d'Angleterre le quatorze décembre dix-neuf cent avec trois Codicilles y attachés datés respectivement du vingt et un décembre dix-neuf cent, du vingt et un mars dix-neuf cent trois et du vingt-quatre septembre dix-neuf cent huit et dûment vérifiés à la Cour Supérieure de Montréal le dix-huit septembre dix-neuf cent onze.

5. Le dit Henry John Hague en sa qualité d'unique exécuteur survivant de feu Dame Mary Elizabeth Jones, en son vivant de Baskerville, Guildford susdit, veuve de feu Benjamin Tydd, en son vivant Chirurgien-général des troupes de sa Majesté, en vertu de son testament exécuté en Angleterre le vingt-huit mars dix-huit cent quatre-vingt-dix-neuf, avec deux codicilles y attachés datés respectivement du six juillet et du trente septembre dix-neuf cent huit, dûment vérifiér par la Cour Supérieure du district de Montréal le vingt-cinq janvier dix-neuf cent douze.

6. La dite Royal Trust Company (Agissant aux présentes comme susdit) en sa qualité d'unique exécutrice du testament de feu Robert McLeod, en son vivant de la cité de Montréal, exécuté à Montréal le trente et un août dix-neuf cent seize devant Edward W. H. Phillips, notaire public.

7. Ethel Jane McLeod de la cité de Montréal susdit, fille majeure.

8. Dame Edith Emily McLeod épouse séparée de biens du dit Henry John Hague et le dit Henry John Hague pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes.

9. Dame Robina Catherine Arnott, épouse séparée de biens du Révérend George Arnott Rogers, de Torrens Park, en Australie-sud, agissant aux présentes et représentée par le dit Henry John en vertu d'une procuration dûment exécutée à Adelaide, dans le sud de l'Australie, le six mai dernier (1932) vérifiée par affidavit et attaché aux présentes et signé *ne varietur*.

10. Louise Mary Tydd, de Bath, en Angleterre, fille majeure, agissant aux présentes et représentée par le dit Henry John Hague en vertu d'une procuration exécutée à Bath, en Angleterre, le trente mai dernier (1932), vérifiée par affidavit et attachée aux présentes et signée *ne varietur*.

11. Robert Neil McLeod, de Montréal susdit, ingénieur.

12. Malcolm James McLeod, de Montréal susdit, comptable agréé.

13. Donald Greenley McLeod, de Montréal susdit, comptable.

14. Helen Sarah Hague de Montréal susdit, fille majeure.

Montreal, on the twenty sixth May, nineteen hundred and ten.

4. The said Henry John Hague and The Royal Trust Company, a corporation having its Head Office in the said city of Montreal, hereinacting by Robert P. Jellett, general manager and George G. W. Goodwin, assistant secretary thereof, duly authorized by By-law 15 of the said corporation and Resolution of its Executive Committee, certified copies whereof are hereto attached and signed *ne varietur*, in their quality of Executors under the last will and testament of the late Dame Helen Maria Jones, in her lifetime of Montreal, aforesaid, widow of the late Reverend James Alexander McLeod, under her will executed at Montreal in English form on the fourteenth December, nineteen nundred, with three Codicils thereto dated respectively the twenty first December, nineteen hundred, the twenty first March, nineteen hundred and three and the twenty fourth September, nineteen hundred and eight, all duly proved in the Superior Court, Montreal, on the eighteenth September, nineteen hundred and eleven.

5. The said Henry John Hague, in his quality of sole surviving Executor of the late Dame Mary Elizabeth Jones, in her lifetime of Baskerville, Guildford aforesaid, widow of the late Benjamin Tydd, in his lifetime Surgeon General in His Majesty's Forces, under her last will and testament executed in England on the twenty eighth March, eighteen hundred and ninety nine, with two Codicils thereto dated respectively the sixth July and the thirtieth September, nineteen hundred and eight, Probate whereof was duly granted by the Superior Court of the district of Montreal, on the twenty fifth January, nineteen hundred and twelve.

6. The said The Royal Trust Company (herein acting as aforesaid) as sole Executor of the last will and testament of the late Robert McLeod, in his lifetime of the city of Montreal, executed at Montreal, on the thirty first August, nineteen hundred and sixteen, before Edward W. H. Phillips, notary public.

7. Ethel Jane McLeod, of the city of Montreal aforesaid, spinster of the full age of majority.

8. Dame Edith Emily McLeod, wife separate as to property of the said Henry John Hague and the said Henry John Hague, to authorize his said wife for the purposes of these presents.

9. Dame Robina Catherine Arnott, wife separate as to property of the Reverend George Arnott Rogers, of Torrens Park, in South Australia, hereinacting and represented by the said Henry John under Power of attorney duly executed at Adelaide in South Australia, on the sixth May last, (1932), proved by affidavit and hereto attached and signed *ne varietur*.

10. Louise Mary Tydd, of Bath, in England, spinster of the full age of majority hereinacting and represented by the said Henry John Hague under Power of attorney executed at Bath in England, on the thirtieth May last, (1932) proved by affidavit and hereto attached and signed *ne varietur*.

11. Robert Neil McLeod, of Montreal aforesaid, engineer.

12. Malcolm James McLeod, of Montreal aforesaid, chartered accountant.

13. Donald Greenley McLeod, of Montreal aforesaid, accountant.

14. Helen Sarah Hague, of Montreal aforesaid, spinster of full age.

15. Harry McLeod Hague, de Montréal susdit, avocat.

16. Edward Cousins Hague, de Montréal susdit, Ingénieur.

17. Dame Rachel Mary Hague, épouse séparée de biens du dit Robert Neil McLeod, et le dit Robert Neil McLeod pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes.

18. Ledit Henry John Hague personnellement.

Lesquelles dites parties ci-après, dans les présentes, collectivement appelées les vendeurs, ont vendu, transporté et cédé et par ces présentes vendent, transportent et cèdent à la "The Monnoir Company" une corporation dûment constituée en corporation par Lettres Patentes en vertu de la Loi des compagnies de la province de Québec et ayant son bureau-chef à Montréal susdit,représentée aux présentes par H.M.Hague, le vice-président d'icelle et A. P. Macdonald le secrétaire d'icelle,dûment autorisés par une résolution des directeurs de la compagnie dont une copie certifiée est attachée aux présentes et signée *ne varietur* ci-après appelée, dans les présentes, l'Acquéreur de la propriété suivante, à savoir:

La Seigneurie de Monnoir située, sise et étant partie dans le district de Saint-Hyacinthe et partie dans le district d'Iberville dans la dite Province et qui peut être aussi décrite comme étant située partie dans le comté de Rouville et partie dans le comté d'Iberville, dans la dite Province, bornée à l'ouest par la ligne de division entre la dite Seigneurie et la Seigneurie de Chambly; au nord par la ligne de division entre la dite Seigneurie et les anciennes Seigneuries de Rouville et de Saint-Hyacinthe; au sud par la ligne de division entre la dite Seigneurie et la Seigneurie de Bleury, et à l'est par la ligne de division entre la dite Seigneurie de Monnoir et les cantons de Farnham et Stanbridge, avec tous les droits, rentes constituées et appartenances y appartenant, y compris tous les arrérages de rentes et autres avantages accrûs ou à accroître, de tout genre et description quelconque.

Les vendeurs ont acquis leurs droits et intérêts respectifs dans la dite Seigneurie tels qu'énoncés au long dans un résumé du titre de la dite Seigneurie déposé entre les mains du dit E. W. H. Phillips, notaire public, Montréal, à la date du présent acte.

L'acquéreur prendra immédiatement possession de la propriété vendue dans les présentes et aura droit à compter de la date du présent acte à toutes les rentes et tous les profits de ladite Seigneurie,soit dus ou qui deviendront dûs et à toutes rentes déjà perçues soit en banque ou entre les mains de l'agent Seigneurial ou ailleurs. Il est cependant convenu et compris que les vendeurs ne garantissent pas soit le montant ou le recouvrement des rentes de la dite Seigneurie, l'acquéreur en assumant l'entière responsabilité et les relevant de toute obligation.

La présente vente, transport et cession est fait au prix de trente-six mille dollars ($36,000.00) dont quittance.

Fait et exécuté en la dite cité de Montréal, en mon étude, ledit soussigné notaire, ce vingt-neuvième jour de décembre dix-neuf cent trente-deux, sous le numéro onze mille trois cent quatre-vingt-treize de mes minutes et signé par les dits comparants par devant Moi, ledit Notaire,

15. Harry McLeod Hague, of Montreal aforesaid, advocate.

16. Edward Cousins Hague, of Montreal aforesaid, engineer.

17. Dame Rachel Mary Hague, wife separate as to property of the said Robert Neil McLeod, and the said Robert Neil McLeod, to authorize his said wife for the purposes hereof.

18. The said Henry John Hague, personally.

Which said parties hereinafter collectively called the vendors have sold, transferred and assigned and by these presents do sell, transfer and assign to The Monnoir Company, a corporation duly incorporated by letters patent under the Companies' Act of the Province of Quebec and having its Head Office in Montreal aforesaid, herein represented by H. M. Hague, the Vice-President thereof and A. P. Macdonald, the Secretary thereof,duly authorized by a resolution of the Directors of the said Company a certified copy whereof is hereto attached and signed *ne varietur*, hereinafter called the purchaser the following property, to wit:

The Seigniory of Monnoir, situate, lying and being partly in the district of Saint Hyacinthe and partly in the district of Iberville, in the said Province, and which may also be described as being situate partly in the county of Rouville and partly in the county of Iberville, in the said Province, bounded to the West by the division line between the said Seigniory and the Seigniory of Chambly; to the North by the division line between the said Seigniory and the old Seigniories of Rouville and Saint Hyacinthe; to the South by the division line between the said Seigniory and the Seigniory of Bleury, and to the East by the division line between the said Seigniory of Monnoir and the townships of Farnham and Stanbridge,with all the rights, constituted rentes and appurtenances thereunto belonging, including all arrears of rentes and other advantages accrued or accruing, of every kind and description whatsoever.

The vendors acquired their respective rights and interests in the said Seigniory as fully set forth in a Abstract of the title thereof deposited with the said E. W. H. Phillips, notary public, Montreal, upon the date hereof.

The purchaser shall have immediate possession of the herein sold property and shall be entitled from the date hereof to all the rentes and profits thereof, whether due or to become due, and to all rentes already collected whether in Bank or in the hands of the Seigniorial Agent or elsewhere. It is however agreed and understood that the Vendors do not warrant either the amount or the collectability of the rentes of the said Seigniory, the purchaser undertaking full responsibility therefor to their exoneration.

The present sale, transfer and conveyance is made for the price of thirty six thousand dollars ($36,000.00) the receipt whereof is hereby acknowledged, whereof quit.

Thus done and executed at the said city of Montreal, in the office of me, the said undersigned notary, on this twenty ninth day of December, nineteen hundred and thirty two, under the number eleven thousand three hundred and ninety three of my Notarial Records and signed

qui a aussi signé les présentes après lecture faite conformément à la loi.

(Signé) H. J. HAGUE, en qualité d'exécuteur des successions de Mme Phelps, Mme Arnott, R. A. A. Jones et Mme Tydd.

Exécuteurs succession feu Mme Helen McLeod.

(Signé) H. J. HAGUE
THE ROYAL TRUST COMPANY.
R. P. JELLETT, gérant-général.
GEO. G. W. GOODWIN,
Assistant-secrétaire.

Exécutrice succession feu Robert McLeod.

(Signé) THE ROYAL TRUST COMPANY.
" R. P. JELLETT, gérant-général.
" GEO. G. W. GOODWIN,
Assistant-secrétaire.
" H. J. HAGUE, Procureur pour Mme Rogers et Louise M. Tydd.
" ETHEL J. MCLEOD,
" EDITH E. HAGUE,
" H. J. HAGUE,
" ROBERT N. MCLEOD,
" MALCOLM J. MCLEOD,
" DONALD G. MCLEOD,
" H. M. HAGUE,
" HELEN HAGUE,
" E. C. HAGUE,
" RACHEL MCLEOD,
" ROBERT N. MCLEOD,
" H. J. HAGUE,
" THE MONNOIR COMPANY,
" H. M. HAGUE, V.-Pres.
" A. P. MACDONALD, secrétaire.
" E. W. H. PHILLIPS, N. P.

Copie conforme à l'original déposé dans les minutes de mon étude.

141—1-2 E. W. H. PHILLIPS, N.P.

by the said Appearers hereto with and in the presence of me, the said notary, also hereunto subscribing, these presents having been first duly read according to law.

(Signed) H. J. Hague, as executor of estates Mrs. Phelps, Mrs. Arnott, R. A. A. Jones and Mrs. Tydd.

Executors estate late Mrs. Helen McLeod:

(Signed) H. J. HAGUE
" THE ROYAL TRUST COMPANY.
" R. P. JELLETT, General Manager.
" GEO. G. W. GOODWIN,
Assistant Secretary.

Executor Estate late Robert McLeod:

(Signed) THE ROYAL TRUST COMPANY.
" R. P. JELLETT, General Manager.
" GEO. G. W. GOODWIN,
Assistant Secretary.
" H. J. HAGUE, Attorney for Mrs. Rogers and Louise M. Tydd.
" ETHEL J. MCLEOD.
" EDITH E. HAGUE.
" H. J. HAGUE.
" ROBERT N. MCLEOD.
" MALCOLM J. MCLEOD.
" DONALD G. MCLEOD.
" H. M. HAGUE.
" HELEN HAGUE.
" E. C. HAGUE.
" RACHEL MCLEOD.
" ROBERT N. MCLEOD.
" H. J. HAGUE.
" THE MONNOIR COMPANY.
" H. M. HAGUE, V. Pres.
" A. P. MACDONALD, Secr.
" E. W. H. PHILLIPS, N. P.

A true copy of the original hereof which remains of record in my office.

142—1-2-0 E. W. H. PHILLIPS, N.P.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 1

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1

ASSURANCES:—

Maison de Charité Bonsecours..... 52

AVIS DIVERS:—

Islemont Securities Corporation..... 91
Seigneurie de Monnoir..... 91
The Corkotile Linoleum Co., Ltd..... 52
The Mackay Realty, Inc..... 52

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés..... 40

BUREAUX-CHEF:—

Caughnawaga Quarry, Ltd..... 52
Dan J. Bahen, Limited..... 53
La Cie du Pont de Gaspé, Ltée..... 87

CHARTES—ABANDON DE:—

Art Bronze, Limited..... 64
The Quebec Theatre Co., Ltd..... 63
Wallford Security Company..... 64

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ADVERTISERS:—Notice to..... 1

INSURANCES:—

Maison de Charité Bonsecours..... 52

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Islemont Securities Corporation..... 91
Seigniory of Monnoir..... 91
The Corkotile Linoleum Co., Ltd..... 52
The Mackay Realty, Inc..... 52

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills..... 40

CHIEF-OFFICES:—

Caughnawaga Quarry, Ltd..... 52
Dan J. Bahen, Limited..... 53
La Cie du Pont de Gaspé, Ltée..... 87

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Art Bronze, Limited..... 64
The Quebec Theatre Co., Ltd..... 63
Wallford Security Company..... 64

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Béchard, Dame Onésime *et al*. 43
Bourse de Commerce de Montréal. 54
Canadian International Paper Co. 44
Cap-de-la-Madeleine, cité du—. 42
Commissaires d'Ecoles de Sherbrooke. . . . 45
Commissaires d'Ecoles de Saint-Féréol. . . 46
Commissaires d'écoles de Verdun 43
Commission Métropolitaine de Montréal. 44
Davis, Clarke B., *et al*. 54
Eastern Canadian Union Conference Corporation of Seventh-Day Adventists. . . 45
Grand'Mère, cité de. 43
Jacques-Cartier, Corp. du comté—. 44
La Congrégation des Sœurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi. 45
La Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie 41
Lac Saint-Joseph, ville de—. 40
Laviolette, G.-D., *et al*. 88
Lévis, cité de—. 46
Montréal, cité de—. 41
Morin, Dame Alice 89
Quebec Labrador Railway Co 44
Rimouski, Corp. du comté *et al* 88
Salaberry de Valleyfield, cité de—. 45
St. Mary's Memorial Hospital. 42
Succession Abbé J.-C. Boutet. 43
Succession E. Labelle. 42
Syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt. 46
Trois-Rivières, cité de—. 46

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Béchard, Dame Onésime *et al*. 43
Montreal Stock Exchange 54
Canadian International Paper Co. 44
Cap-de-la-Madeleine, city of—. 42
School Commissioners of Sherbrooke. . . . 45
School Commissioners of Saint Fereol. . . . 46
School Commissioners of Verdun 43
Montreal Metropolitan Commission. 44
Davis, Clarke B., *et al*. 54
Eastern Canadian Union Conference Corporation of Seventh-Day Adventists. . . 45
Grand'Mère, city of—. 43
Jacques Cartier, Corp. of the county—. . . 44
La Congrégation des Sœurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi. 45
La Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie. 41
Lake Saint Joseph, town of—. 40
Laviolette, G.-D., *et al* 88
Levis, city of—. 46
Montreal, city of—. 41
Morin, Dame Alice 89
Quebec Labrador Railway Co 44
Rimouski, Corp. of the county *et al* 88
Salaberry de Valleyfield, city of—. 45
St. Mary's Memorial Hospital 42
Estate Rev. J. C. Boutet. 43
Estate of E. Labelle. 42
Trustees of the parish of Saint David d'Estcourt. 46
Trois Rivières, city of—. 46

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Dixville. 53
Saint-Gabriel-de-Brandon. 53

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School Municipality of Dixville. 53
Saint Gabriel de Brandon. 53

EXAMENS DU BARREAU:—

Montréal: étude du droit. 49
Montréal: pratique du droit. 49
Québec: étude du droit 88
Québec: étude du droit 48
Québec: pratique du droit. 48
Richelieu: pratique du droit. 48

BAR EXAMINATIONS:—

Montreal: study of the law. 49
Montreal: practice of the law. 49
Quebec: study of the law. 88
Quebec: study of the law. 48
Quebec: practice of the law. 48
Richelieu: practice of the law. 48

LETTRES PATENTES:—

Association Sportive de la Gatineau, Ltée 2
Bonsecours Market Fruit & Vegetable Co., Ltd. 2
Fortier & Dion, Ltée. 6
Gratten Lake Rod & Gun Club, Inc 7
Islemont Securities Corporation 10
John Richardson & Co., Ltd 13
Kahn Bros., Limited. 15
La Manufacture de Chaussure de Saint-Tite, Ltée—The St. Tite Shoe Co., Ltd 17
Montreal Chauffeurs' Club, Inc 18
O'Connor's Fish Co., Ltd. 23
Pontiac Fur Ranches, Limited 25
Process Paints, Limited. 26
Rubin Bros., Limited. 29
Standard Machine Shop, Limited. 31
Textile Converters, Limited. 33
The Crystal Palace Theatre, Ltd. 35
The Montreal Eagle Club, Ltd 36
York Bridge Club, Inc 38
Zinc Oxide Co. of Canada, Ltd 39

LETTERS PATENT:—

Association Sportive de la Gatineau, Ltée 2
Bonsecours Market Fruit & Vegetable Co., Ltd. 2
Fortier & Dion, Ltée. 6
Gratten Lake Rod & Gun Club, Inc 7
Islemont Securities Corporation 10
John Richardson & Co., Ltd 13
Kahn Bros., Limited. 15
La Manufacture de Chaussure de Saint-Tite, Ltée—The St. Tite Shoe Co., Ltd 17
Montreal Chauffeurs' Club, Inc 18
O'Connor's Fish Co., Ltd. 23
Pontiac Fur Ranches, Limited 25
Process Paints, Limited. 26
Rubin Bros., Limited. 29
Standard Machine Shop, Limited. 31
Textile Converters, Limited. 33
The Crystal Palace Theatre, Ltd. 35
The Montreal Eagle Club, Ltd 36
York Bridge Club, Inc 38
Zinc Oxide Co. of Canada, Ltd 39

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Henry Gatehouse & Son, Inc. 50
Student Treasure Tours, Inc 51
Woodward Press, Inc 51

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Henry Gatehouse & Son, Inc. 50
Student Treasure Tours, Inc 51
Woodward Press, Inc 51

MINUTES DE NOTAIRES:—

Robert, Gérald.. 47

NOMINATIONS:—

Diverses.. 88

PROCLAMATIONS:—

Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires.. 47

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

A. Dubord & Cie.. 90
Beauvais, Andréa.. 62
Blais, Lucien.. 61
Blier, Alfred.. 57
Boudreau, Wilfrid.. 63
Drouin, Wilfrid.. 54
Gagnon, Armand.. 61
Guay, Omer.. 55
Guillemet, Edmond.. 59
Hôtel La Riviera, Inc.. 58
Lauzière, Jacob.. 55
Levasseur, Clément.. 59
Limoges, Dame Victoria.. 56
Maheux, Pierre.. 60
Moulin, Donat.. 60
Ouellet, Philibert.. 62
Payette, F.-J.. 56
Silverman, S.. 89

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Brunelle vs Mathieu.. 82
Joyal vs Bonneau.. 83

BEAUCE:—

Bouffard vs Poulin.. 64
La Banque Canadienne Nationale vs Létourneau *et al*.. 65

BEDFORD:—

Fortier vs Laplante.. 66
Fournier vs Arnold.. 65
Vermette vs Robert.. 66

JOLIETTE:—

Lajoie vs Bourgeois.. 66

MONTMAGNY:—

Martineau vs Morin.. 67

MONTRÉAL:—

Boutin vs Viau.. 70
Cimon *et al* vs Wilson *et al*.. 68
Cousineau vs Boucher *et vir*.. 70
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Breger *et al*.. 84
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Lasalle.. 70
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Pichette.. 68
Duquette vs Morin.. 73
Faubert vs Brenie.. 71
Kirk vs Lemire *et al*.. 74
Kirk vs Lemire *et al*.. 74

NOTARIAL MINUTES:—

Robert, Gérald.. 47

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous.. 88

PROCLAMATIONS:—

Legislature convoked for dispatch of business.. 47

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

A. Dubord & Cie.. 90
Beauvais, Andréa.. 62
Blais, Lucien.. 61
Blier, Alfred.. 57
Boudreau, Wilfrid.. 63
Drouin, Wilfrid.. 54
Gagnon, Armand.. 61
Guay, Omer.. 55
Guillemet, Edmond.. 59
Hôtel La Riviera, Inc.. 58
Lauzière, Jacob.. 55
Levasseur, Clément.. 59
Limoges, Dame Victoria.. 56
Maheux, Pierre.. 60
Moulin, Donat.. 60
Ouellet, Philibert.. 62
Payette, F.-J.. 56
Silverman, S.. 89

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Brunelle vs Mathieu.. 82
Joyal vs Bonneau.. 83

BEAUCE:—

Bouffard vs Poulin.. 64
La Banque Canadienne Nationale vs Létourneau *et al*.. 65

BEDFORD:—

Fortier vs Laplante.. 66
Fournier vs Arnold.. 65
Vermette vs Robert.. 66

JOLIETTE:—

Lajoie vs Bourgeois.. 66

MONTMAGNY:—

Martineau vs Morin.. 67

MONTREAL:—

Boutin vs Viau.. 70
Cimon *et al* vs Wilson *et al*.. 68
Cousineau vs Boucher *et vir*.. 70
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Breger *et al*.. 84
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Lasalle.. 70
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Pichette.. 68
Duquette vs Morin.. 73
Faubert vs Brenie.. 71
Kirk vs Lemire *et al*.. 74
Kirk vs Lemire *et al*.. 74

Lahaie vs Lebeuf 71
London Life Ins. Co. vs Paltiel *et al* 83
Omer DeSerres, Ltée vs Boies 71
Payette vs Rochon 68
People's Thrift & Investment Co. vs Langlois *et al* 86
Pigeon vs Beaudry 69
Prud'homme *et vir* vs Jutras *et al* 73
Roch vs Daily Loan & Investment, Ltd. .. 72
Roy vs Ouimet *et vir* 72
The Canada Life Ass. Co. vs Davies *et vir*. 72
The Trust and Loan Co. of Canada vs Chaput 84

NICOLET:—

Boisclair vs Longval 74

QUÉBEC:—

Grenier vs Bélanger 75
Jobin vs Jobin 75
Létourneau vs Delisle 86
Savoie vs Nolet 86

RICHELIEU:—

Crevier *et al* vs Hamel 76

SAINT-FRANÇOIS:—

Colt vs Dustin 78
Holland vs Telford 77

SAINT-HYACINTHE:—

Couture vs Desnoyers 78
Demers vs Gendron 78
Laprade vs Leriche 79
Létourneau vs Desautels 87

TERREBONNE:—

Champagne vs Larocque *et al* 80
Millette vs Ratelle 79

TROIS-RIVIÈRES:—

Bourassa vs Birtz *et al* 81
Lamy vs Ferron 80

Lahaie vs Lebeuf 71
London Life Ins. Co. vs Paltiel *et al* 83
Omer DeSerres, Ltée vs Boies 71
Payette vs Rochon 68
People's Thrift & Investment Co. vs Langlois *et al* 86
Pigeon vs Beaudry 69
Prud'homme *et vir* vs Jutras *et al* 73
Roch vs Daily Loan & Investment, Ltd. .. 72
Roy vs Ouimet *et vir* 72
The Canada Life Ass. Co. vs Davies *et vir*. 72
The Trust and Loan Co. of Canada vs Chaput 84

NICOLET:—

Boisclair vs Longval 74

QUEBEC:—

Grenier vs Bélanger 75
Jobin vs Jobin 75
Létourneau vs Delisle 86
Savoie vs Nolet 86

RICHELIEU:—

Crevier *et al* vs Hamel 76

SAINT FRANCIS:—

Colt vs Dustin 78
Holland vs Telford 77

SAINT HYACINTHE:—

Couture vs Desnoyers 78
Demers vs Gendron 78
Laprade vs Leriche 79
Létourneau vs Desautels 87

TERREBONNE:—

Champagne vs Larocque *et al* 80
Millette vs Ratelle 79

TROIS RIVIERES:—

Bourassa vs Birtz *et al* 81
Lamy vs Ferron 80

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC.—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.